

**Direction des bibliothèques**

**AVIS**

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

**NOTICE**

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

Militarisme, politique et société allemande (1890-1914) : trois perspectives historiographiques

par

François Martel Lacoursière

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès arts (M.A.)



Août 2007

© François Martel Lacoursière, 2007

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Militarisme, politique et société allemande (1890-1914) : trois  
perspectives historiographiques

présenté par :

François Martel Lacoursière

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Samir Saul, président-rapporteur

---

Carl Bouchard, membre du jury

---

Paul Létourneau, directeur

---

Mémoire accepté le : 18 OCT. 2007

## SOMMAIRE

Nous soutenons dans ce mémoire que les historiens sont influencés par la situation sociopolitique du pays à l'époque où ils publient leurs thèses. Ainsi, Hans-Ulrich Wehler, Martin Kitchen et Gordon Alexander Craig proposent des interprétations sensiblement différentes de la portée des relations entretenues entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société en Allemagne entre 1890 et 1914.

Wehler, dans une analyse sociale, dépeint une société où les valeurs militaires sont assimilées par la bourgeoisie et la classe ouvrière et où les problèmes sociopolitiques du régime sont résolus en faveur des institutions militaires.

Kitchen, intéressé lui aussi par les structures sociales, insiste plutôt sur la persistance des tensions entre civils et militaires. Les demandes de l'armée ne seraient jamais pleinement satisfaites dans un contexte où l'Empereur Guillaume II se voit pris entre l'émergence des idées socio-démocrates et le lobbying militaire pour des politiques intérieure et extérieure agressives.

Craig, en tant que représentant de l'histoire diplomatique, accorde plus d'attention et d'importance à la mainmise de l'armée sur la politique extérieure de l'Allemagne qu'à l'évolution particulière de sa société.

Mots clés :

**MILITARISME – ALLEMAGNE WILHELMIENNE – HANS-ULRICH WEHLER – MARTIN KITCHEN – GORDON ALEXANDER CRAIG**

## ABSTRACT

We claim in this work that historians are influenced by the socio-political situation in their own country at the time they publish their thesis. Therefore, Hans-Ulrich Wehler, Martin Kitchen and Gordon Alexander Craig proposed slightly different interpretations on the nature of the relations between the military institutions, the political authorities and the German society from 1890 to 1914.

Wehler, in a social analysis, depicted a society in which military values are welcomed by the middle and working classes and where the socio-political issues are solved in favour of military institutions.

Kitchen, also interested by social structures, insisted on the persistence of tensions between civilians and soldiers. The requests of the army would never be fully satisfied in a context where the Emperor is caught between the emergence of socio-democratic ideas and a military lobbying for more aggressive domestic and foreign policies.

Craig, as a representative of diplomatic history, paid more attention to the control of foreign affairs by the German army than the peculiar evolution of its society.

### Key Words:

**MILITARISM – WILHELMINE GERMANY – HANS-ULRICH WEHLER – MARTIN KITCHEN – GORDON ALEXANDER CRAIG**

# TABLE DES MATIÈRES

IDENTIFICATION DU JURY .....	i
RÉSUMÉ .....	ii
ABSTRACT .....	iii
TABLE DES MATIÈRES .....	iv
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I : PERSPECTIVE SOCIALE	
1.1 HANS-ULRICH WEHLER.....	7
1.2 HANS-ULRICH WEHLER ET L'HISTORIOGRAPHIE ALLEMANDE.....	8
1.3 LES INSTITUTIONS MILITAIRES, LE POUVOIR POLITIQUE ET LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE ENTRE 1890 ET 1897.....	16
1.4 LES INSTITUTIONS MILITAIRES, LE POUVOIR POLITIQUE ET LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE ENTRE 1897 ET 1914.....	26
1.5 HANS-ULRICH WEHLER, UN RAPPEL .....	30
CHAPITRE II : PERSPECTIVE SOCIO-ÉCONOMIQUE	
2.1 MARTIN KITCHEN.....	33
2.2 MARTIN KITCHEN ET L'HISTORIOGRAPHIE SUR L'ALLEMAGNE .....	34
2.3 LES INSTITUTIONS MILITAIRES, LE POUVOIR POLITIQUE ET LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE ENTRE 1890 ET 1897.....	37
2.4 LES INSTITUTIONS MILITAIRES, LE POUVOIR POLITIQUE ET LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE ENTRE 1897 ET 1914.....	54
2.5 MARTIN KITCHEN, UN RAPPEL.....	63
CHAPITRE III : PERSPECTIVE DIPLOMATIQUE	
3.1 GORDON A. CRAIG .....	66
3.2 GORDON A. CRAIG ET L'HISTORIOGRAPHIE SUR L'ALLEMAGNE .....	67
3.3 LES INSTITUTIONS MILITAIRES, LE POUVOIR POLITIQUE ET LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE ENTRE 1890 ET 1897.....	70
3.4 LES INSTITUTIONS MILITAIRES, LE POUVOIR POLITIQUE ET LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE ENTRE 1897 ET 1914.....	80
3.5 GORDON A. CRAIG, UN RAPPEL.....	85
CONCLUSION .....	88
BIBLIOGRAPHIE .....	95

# INTRODUCTION

En 1945, le régime nazi s'effondre. La nation allemande ploie sous la férule des quatre vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale. Rapidement, cependant, la nouvelle conjoncture internationale force les alliés occidentaux à fusionner leurs zones d'occupation. C'est le début de la guerre froide. Le pays renaît amputé d'une grande partie de son territoire à l'Est. Il devient impératif que l'Allemagne de l'Ouest démontre son attachement au bloc occidental. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis sont réticents à intégrer dans leur alliance un pays au passé totalitaire trop récent, un pays qui a deux fois mis l'Europe à feu et à sang. Les historiens états-uniens et britanniques accusent l'Allemagne de tous les maux. À leurs yeux, le national-socialisme est un phénomène typiquement germanique. Il est dû à une dynamique entre les forces politiques, sociales et militaires particulière à ce pays. Une longue tradition militariste<sup>1</sup> ne peut soudainement s'effacer de l'esprit collectif allemand.

Dans le contexte des années cinquante, alors que la loyauté de l'Allemagne à l'endroit des idéaux occidentaux est mise en cause, certains historiens allemands témoins de la guerre tentent les premiers de déculpabiliser leur pays. Ils énoncent l'importance de la conjoncture politique internationale dans la montée du national-socialisme et le déclenchement de la guerre. Ces représentants de l'histoire politique dénoncent la mauvaise volonté des puissances alliées envers l'Allemagne, exprimée dans les articles 231 et 232 du Traité de Versailles<sup>2</sup>, comme

---

<sup>1</sup> Le terme *militariste* se rapporte à la notion de *militarisme* qui fut redéfinie par plusieurs historiens de l'histoire allemande dont Gerhard Ritter et Hans-Ulrich Wehler. Nous entendons ici par *militarisme* l'intégration des valeurs militaires dans la société.

<sup>2</sup> Les négociations d'après-guerre se déroulent sans la participation de l'Allemagne vaincue. L'article 231 stipule que l'Allemagne reconnaît sa responsabilité dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale. L'article 232 stipule que l'Allemagne s'engage à réparer les dommages causés à la population civile de chacune des puissances alliées.

élément déclencheur du ressentiment allemand, ce qui a profité au national-socialisme<sup>3</sup>. Selon eux, le national-socialisme n'a aucune racine antérieure à 1919. Il est donc à leur avis tout à fait injustifié d'accuser l'Allemagne d'être l'instigatrice de la Première Guerre mondiale.

Le *statu quo* historiographique est maintenu jusqu'en 1961 lorsque l'historien allemand Fritz Fischer publie *Griff nach der Weltmacht*<sup>4</sup>, un livre qui explique que le Reich wilhelmien porte une responsabilité importante dans le déclenchement et, surtout, la radicalisation de la Première Guerre mondiale<sup>5</sup>. Les thèses de Fischer sont immédiatement contestées par les historiens allemands, alors qu'au Royaume-Uni et en Amérique, elles sont accueillies favorablement. Celles-ci se basent sur des conjonctures politiques. Fischer analyse les documents d'État, rédigés par les autorités politiques allemandes tout au long des hostilités entre 1914 et 1918, qui révèlent les objectifs de guerre. Si les thèses de Fischer ont été largement critiquées depuis, l'historien réussit tout de même à relancer le débat historiographique entre la RFA et le reste de l'Occident. Par conséquent, il a contribué à transformer la façon de faire l'histoire en Allemagne.

Une alternative méthodologique apparaît en 1969 avec l'arrivée de Hans-Ulrich Wehler dans le paysage historiographique. Wehler entend rattraper le retard des Allemands en matière d'histoire sociale. Cette discipline est déjà bien établie au Royaume-Uni grâce à l'école d'histoire marxiste. Wehler reprend les thèses de Fischer, mais les explique différemment. Selon lui, l'Allemagne possède une grande part de responsabilité dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale et la montée du national-socialisme. L'étude des institutions sociales du

<sup>3</sup> Voir George-Henri Soutou, « Les occidentaux et l'Allemagne durant l'entre-deux-guerres », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, T. 38, 2006, p. 165-184, qui décrit les enjeux du traité de Versailles et son importance dans le mouvement révisionniste allemand.

<sup>4</sup> Fritz Fischer, *Griff nach der Weltmacht. Die Kriegspolitik des kaiserlichen Deutschland 1914-1918*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1961, 896 p.

<sup>5</sup> Édouard Husson, *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Paris, Presses universitaires de France, 2000, p. 70.



II<sup>e</sup> Reich démontre que les valeurs militaires sont profondément enracinées dans la société allemande depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Ces valeurs auraient survécu à la chute des institutions politiques et militaires en 1918 et fourni les bases idéologiques du national-socialisme.

En 2002, l'historien Édouard Husson signait la préface d'une réédition de deux textes célèbres de John Maynard Keynes<sup>6</sup> et de Jacques Bainville<sup>7</sup> sur les conséquences de la paix de Versailles<sup>8</sup>. L'historien y interroge l'attitude de la France face à la démocratie allemande:

« [...] ne doit-on pas penser que la faute des négociateurs de Versailles fut de ne pas faire confiance à la démocratie en Allemagne? [...] Comment ont-ils pu (les rédacteurs du traité de Versailles) abandonner la cause de la démocratie et de la révolution allemandes, qui les auraient débarrassés bien plus sûrement du militarisme allemand que toutes les garanties de sécurité?<sup>9</sup> »

Si les historiens s'entendent sur l'importance de la période délimitée par le règne de l'empereur Guillaume II relativement à l'intégration des valeurs militaires par la société allemande<sup>10</sup>, plusieurs questions persistent quant aux thèses avancées en Allemagne de l'Ouest, au Royaume-Uni et en Amérique. Comment les historiens de la RFA et du reste de l'Occident ont-ils interprété cette dynamique entre les institutions militaires, le pouvoir politique et les valeurs sociales pendant le II<sup>e</sup> Reich? Les historiens occidentaux partagent-ils une seule et même vision de ce phénomène ou peut-on déceler certaines différences fondamentales entre les différentes thèses? Par ailleurs, comment peut-on interpréter les éventuels résultats d'une telle recherche à la lumière des débats sur l'histoire allemande pendant la guerre froide?

<sup>6</sup> John Maynard Keynes (1883-1946) est un économiste et mathématicien anglais, inspirateur de la théorie économique du keynésianisme. Il se fait connaître du grand public avec sa publication *Les conséquences économiques de la paix* en 1919 où il critique le traité de Versailles.

<sup>7</sup> Jacques Bainville (1879-1936) est un journaliste et historien français. Il est connu pour avoir dénoncé le traité de Versailles et les compensations très importantes demandées à l'Allemagne dans *Les conséquences politiques de la paix*, qui se veut, une réponse au pamphlet de Keynes sur le même sujet.

<sup>8</sup> John Maynard Keynes, *Les conséquences économiques de la paix*, et Jacques Bainville, *Les conséquences politiques de la paix*, Paris, Gallimard (coll. Tel), 2002, 501 pp.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. LX-LXII.

<sup>10</sup> La dynamique interne de la période *wilhelmienn*e, comme l'indique Fritz Fischer, expliquerait en partie le déclenchement et la radicalisation de la Première Guerre mondiale. L'industrialisation rapide de l'Allemagne à cette époque aurait accentué les pressions sociales qui auraient déstabilisé les institutions politiques et militaires.

Nous proposons de comparer les thèses de trois historiens contemporains de la guerre froide, provenant d'écoles historiographiques différentes, et portant sur la dynamique des relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société allemande entre 1890 et 1914. Ces trois historiens sont Hans-Ulrich Wehler, Martin Kitchen et Gordon A. Craig. Ce choix est justifié par deux éléments. Premièrement, comme nous aurons l'occasion de le constater, ils représentent trois courants majeurs d'interprétation de l'histoire allemande. Deuxièmement, notre compréhension de l'allemand étant limitée, ils sont, avec Karl Demeter, les seuls à avoir publié directement sur le sujet en anglais. Les principales idées de Demeter sont d'ailleurs reprises par Martin Kitchen dans *A Military History of Germany from the Eighteenth Century to the Present Day*<sup>11</sup> (1975).

Il est pertinent de souligner que plusieurs articles sont dédiés aux œuvres de ces trois historiens, mais jamais leurs thèses sur les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société sous le règne de Guillaume II n'ont été comparées.

Hans-Ulrich Wehler est le principal instigateur de la *Sozialgeschichte*<sup>12</sup> en Allemagne. Son œuvre est dédiée à l'étude des institutions sociales du II<sup>e</sup> Reich, dont l'armée.

Martin Kitchen a, quant à lui, publié la majeure partie de son œuvre au Royaume-Uni. Il est l'historien qui a le plus étudié en profondeur les liens entre l'armée, la politique et la société allemandes. Kitchen s'insère dans le courant d'interprétation marxiste.

Gordon A. Craig est un éminent historien qui a consacré son œuvre à l'étude des relations internationales et à l'histoire de l'Allemagne. Il s'insère dans le vieux courant d'histoire politique et diplomatique états-unien. Son livre *The Politics of the Prussian Army 1640-1945*<sup>13</sup> (1956),

<sup>11</sup> Martin Kitchen, *A Military History of Germany: From the eighteenth century to the Present Day*, Bloomington, Indiana University Press, 1975, 384 p.

<sup>12</sup> Histoire sociale

<sup>13</sup> Gordon A. Craig, *The Politics of the Prussian Army 1640-1945*, Oxford, Oxford University Press, 1956, 536 p.

comme le mentionne son titre, traite majoritairement des relations entre le commandement militaire et le pouvoir politique en Allemagne. Craig complète toutefois tardivement son analyse au niveau social dans son ouvrage *The Germans*<sup>14</sup> (1982).

Le choix de l'étude de la période comprise exclusivement entre 1890 et 1914 s'explique de plusieurs façons. En ce qui concerne la première borne, Hans-Ulrich Wehler et Martin Kitchen affirment que cette date, plutôt que celle de l'accession de Guillaume II au trône en 1888, constitue le véritable point tournant de la politique allemande parce que ce n'est qu'avec la démission de Bismarck comme chancelier du Reich que l'armée allemande s'impose dans le processus décisionnel politique du pays. En ce qui concerne la deuxième borne, la date de 1914 s'impose d'elle-même, car elle marque le début de la Première Guerre mondiale et de la radicalisation politique et militaire de l'Allemagne qui va mener à la défaite de 1918.

Nous diviserons pour fins d'analyse la période comprise entre 1890 et 1914 en deux sections. La première phase est marquée par la tentative de l'armée et des dirigeants politiques de contenir la menace sociale-démocrate en intervenant pour briser les grèves. Dans cette période s'étendant de 1890 à 1897, l'institution militaire tente principalement de bloquer l'accès des rangs de l'armée aux groupes possiblement corrompus par des idées sociales-démocrates et d'élaborer des plans de répression contre d'éventuels soulèvements de la part de la gauche. La deuxième phase commence en 1897 avec les débuts du plan de construction navale de l'amiral Tirpitz et s'étend jusqu'à la Première Guerre mondiale en 1914. Au cours de cette période, l'institution militaire compense son impuissance à intervenir directement dans les affaires intérieures du pays en développant des moyens afin de matérialiser les ambitions impérialistes exprimées par Guillaume II.

---

<sup>14</sup> *Idem*, *The Germans*, New York, Putnam, 1982, 350 p.

L'étude proposée des interprétations des trois historiens sur la période précise comprise entre 1890 et 1914 nous permettra de confirmer ou d'infirmer plusieurs hypothèses. Selon qu'ils perçoivent tous l'emprise plus ou moins grande d'une tradition militaire sur la société allemande de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, les trois historiens devraient partager essentiellement la même vision. Celle-ci devrait être que l'influence des institutions militaires sur le pouvoir politique et les valeurs sociales s'est considérablement accrue pendant la période wilhelmienne. Toutefois, il est permis de croire qu'il y a des différences sensibles dans l'analyse qu'ils font du rapport de force entre ces institutions militaires, les politiciens et la société en Allemagne entre 1890 et 1914. Ces divergences devraient être tributaires de leurs héritages historiographiques respectifs.

Le choix d'un cadre d'analyse unique pour les trois historiens est essentiel afin d'atteindre nos objectifs. Nous proposons de consacrer un chapitre pour chacun des penseurs qui nous intéressent ici. À chaque chapitre, nous tenterons, dans une première section, de cerner le contexte social et historiographique dans lequel chacun a élaboré son œuvre. Dans une deuxième section, nous concentrerons notre attention sur les thèses concernant la phase initiale des relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société, qui s'étend de 1890 à 1897. Dans une troisième section, nous analyserons les thèses respectives sur la phase comprise entre 1897 et 1914. Finalement, dans la conclusion, nous dégagerons les similitudes ainsi que les différences entre ces thèses afin de vérifier nos hypothèses.

## CHAPITRE I : PERSPECTIVE SOCIALE

### 1.1 HANS-ULRICH WEHLER

L'histoire allemande contemporaine est complexe. La portée du développement particulier de cette puissance industrielle moderne a largement débordé ses frontières, influençant l'histoire du continent européen tout entier. Les historiens allemands tenteront rapidement d'apporter des explications au phénomène national-socialiste. Les premiers à s'y risquer fondent leur analyse sur des conjonctures politiques imposées par les grandes puissances mondiales. Puis, vers la fin des années soixante, apparaît un nouveau courant historiographique instauré par Fritz Fischer, puis largement développé par Hans-Ulrich Wehler, qui vient révolutionner les thèses et les méthodes par son approche sociale. Dans cette perspective, le rôle de plusieurs institutions marquant la culture allemande avant la Première Guerre mondiale est étudié de façon plus critique.

Parmi ces institutions, l'armée et ses organes dirigeants figurent au nombre des plus importantes. Une quantité d'ouvrages sont consacrés aux militaires dont le prestige est tout particulier en Allemagne. Si plusieurs des thèses avancées par Wehler sont commentées par d'autres historiens, aucune analyse n'est proposée sur celle traitant de la relation entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société en Allemagne pendant le II<sup>e</sup> Reich. Selon cette thèse, l'armée apparaît comme un des derniers appareils institutionnels conservateurs freinant l'entrée de l'Allemagne dans la modernité politique et sociale. Dans une optique plus large, la comparaison de la thèse de Wehler avec celles d'autres éminents historiens émanant de cultures historiographiques différentes, pourrait révéler certaines divergences d'opinion. L'objectif de ce chapitre est donc double. Dans un premier temps, il consiste à exposer une thèse qui correspond à une conception importante de l'histoire allemande. Ensuite, il s'agit d'observer

si les théories de Hans-Ulrich Wehler sont directement tributaires des contextes social et historiographique desquels elles émanent.

Pour étudier ces aspects, nous diviserons notre travail en trois sections. La première replacera l'œuvre de Hans-Ulrich Wehler dans l'ensemble de l'historiographie allemande d'après-guerre. Ainsi, nous verrons dans quel contexte sociopolitique elle est produite.

Dans la deuxième partie, nous analyserons la vision de Hans-Ulrich Wehler sur les relations s'établissant entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société dans l'Allemagne de Guillaume II. Nous suivrons son analyse pour la période qui s'étend de 1890 à 1897.

Puis, dans la troisième section, nous poursuivrons notre lecture de l'analyse de Wehler sur le même sujet dans la période qui s'étend de 1897 à 1914, soit des débuts du plan Tirpitz jusqu'au commencement de la Première Guerre mondiale.

Nous disposons principalement de l'ouvrage *The German Empire 1871-1918*<sup>15</sup> pour fonder notre analyse. C'est en effet dans ce livre que l'historien expose le plus précisément ses thèses sur le sujet et la période qui nous intéressent.

## 1.2 HANS-ULRICH WEHLER ET L'HISTORIOGRAPHIE ALLEMANDE

L'objectif de cette partie est de cerner les contextes historiographique, social et politique dans lesquels Hans-Ulrich Wehler publie ses thèses. Pour y parvenir, nous devons remonter jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale afin d'identifier les différents courants historiographiques présents en Allemagne depuis cette date charnière. Hans-Ulrich Wehler cherche dans son œuvre à apporter des explications au national-socialisme, comme d'autres

---

<sup>15</sup> Hans-Ulrich Wehler, *The German Empire 1871-1918*, New York, Berg, 1991, 293 p., paru pour la première fois en 1973 en version originale allemande sous le titre: *Das deutsche Kaiserreich*.

historiens allemands de l'après-guerre ont tenté de le faire avant lui. Notre ligne directrice est la thèse de Wehler concernant les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société allemande entre 1890 et 1897<sup>16</sup>.

Après la défaite allemande et l'effondrement du nazisme, la pression est grande sur les historiens allemands pour trouver les causes pouvant expliquer un phénomène dont l'émergence est aussi rapide que sa chute brutale et tragique. Ce phénomène spectaculaire et saisissant embrouille la réalité historiographique allemande des années de l'entre-deux-guerres. Ces historiens sortant de la Deuxième Guerre mondiale, mal armés et manquant parfois de recul, tentent d'expliquer le national-socialisme par des facteurs politiques et diplomatiques dans le but de relativiser la responsabilité de l'Allemagne. Les causes évoquées par ces historiens<sup>17</sup> sont d'ordre conjoncturel<sup>18</sup>. Les plus souvent mentionnées sont le traité de Versailles et la crise de 1929, deux événements émanant de conjonctures respectivement politiques et économiques. Ce premier courant d'histoire politique est celui qui prédomine sans opposition sérieuse en Allemagne jusque dans les années soixante.

Dans les années cinquante, une théorie importante émerge du contexte de la guerre froide. Avec la nécessité de voir l'Allemagne s'aligner à l'Ouest, la thèse du totalitarisme est employée comme moyen de pression<sup>19</sup>. Ce courant émerge principalement des États-Unis et place les causes du national-socialisme dans le contexte général de la montée des totalitarismes en Europe pendant l'entre-deux-guerres et, plus strictement, à l'intérieur des frontières allemandes<sup>20</sup>.

<sup>16</sup> Nous traitons uniquement les éléments ayant une incidence directe sur cette théorie. Nous ne prétendons en aucun cas tracer un portrait exhaustif des thèses soutenues et des théories défendues par Hans-Ulrich Wehler.

<sup>17</sup> Voir Gerhard Ritter, *The Sword and the Scepter: The Problem of Militarism in Germany*. Vol. 2: *The European Powers and the Wilhelminian Empire, 1890-1914*, Londres, Allen Lane, 1973, 496 p.

<sup>18</sup> Alexandre Meunier, *Hans-Ulrich Wehler: Pratique historique et société en Allemagne (1969-1999)*, Mémoire de M.A. (histoire), Université de Montréal, 2000, p. 9.

<sup>19</sup> Pierre Ayçoberry, *La question nazie. Les interprétations du national-socialisme; 1922-1975*, Paris, éd. du Seuil, 1979, p. 174.

<sup>20</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 10.

S'appuyant sur des causes conjoncturelles, la thèse du totalitarisme est dérivée de l'histoire politique encore incontestée à l'époque.

Le premier véritable changement apparaît au début des années soixante avec les thèses avancées par l'historien Fritz Fischer dans son célèbre ouvrage *Griff nach der Weltmacht* (1961) qui déclare qu'il existe une continuité entre les politiques extérieures agressives du II<sup>e</sup> Reich et celles du III<sup>e</sup> Reich. Bien que ses thèses transforment radicalement la façon de percevoir l'histoire politique allemande et d'interpréter l'histoire en Allemagne, Fritz Fischer appuie lui aussi son argumentation sur des causes conjoncturelles.

Pour comprendre l'étendue des changements que Hans-Ulrich Wehler apporte à l'historiographie allemande, il est primordial de retracer le parcours d'un concept essentiel qu'il utilise pour fonder sa lecture de l'histoire. Ce concept est celui de *Sonderweg*, dont il existe une tangente positive et une autre négative<sup>21</sup>. Il s'agit d'une « voie particulière » vers la modernisation sociale et politique qu'aurait empruntée l'Allemagne. Si l'on associe aujourd'hui le concept de *Sonderweg* à Hans-Ulrich Wehler, il n'en est toutefois pas l'inventeur. Le concept de *Sonderweg* positif existe déjà avant la Première Guerre mondiale. À cette époque, il est lié à l'idée d'une supériorité de l'Allemagne relativement aux autres pays européens. Après la Grande Guerre, des historiens comme Otto Hintze et Ernst Troeltsch parlent du legs autoritaire particulier laissé à l'Allemagne par le II<sup>e</sup> Reich. Au début de l'ère nazie en 1933, les historiens allemands font du *Sonderweg* un élément explicatif de leur prise du pouvoir<sup>22</sup>. Finalement, le concept de *Sonderweg* positif meurt en même temps que le régime hitlérien en 1945<sup>23</sup>.

---

<sup>21</sup> Florence Gauzy, *L'exception allemande: XIX-XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 1998, 95 p.

<sup>22</sup> Les historiens les plus importants à représenter ce groupe sont: Fritz Stern, Hajo Holborn, Helmuth Plessner et Georg L. Moose.

<sup>23</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 11-13.



Le concept renaît dans les années cinquante, mais cette fois dans les mains des sociologues allemands. Le *Sonderweg* négatif est alors lié à la théorie de modernisation sociopolitique qui devrait accompagner le développement socioéconomique d'un pays:

« À partir des années cinquante, ceux-ci (les sociologues allemands) combinent aux recherches menées après la guerre en Grande-Bretagne et aux États-Unis – qui aboutiront à la théorie de modernisation – le fait observable que l'Allemagne ait été le seul pays fortement industrialisé à voir se développer un fascisme radical pour conclure au retard du développement sociopolitique de l'Allemagne. La théorie de la modernisation voulant que la modernisation politique doit aller de pair avec celle socioéconomique, la persistance en Allemagne de structures politiques prémodernes dans une réalité socioéconomique moderne expliqueraient l'écart pathologique de ce pays par rapport aux autres pays industrialisés depuis le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>24</sup>. »

Le concept de *Sonderweg* est donc étroitement lié à celui de modernisation socioéconomique. C'est le sociologue Ralf Dahrendorf qui est le premier à appliquer ces deux concepts pour expliquer l'échec de la république de Weimar<sup>25</sup>.

Tout est alors en place pour l'entrée remarquée de Hans-Ulrich Wehler avec l'obtention de son doctorat d'État en 1969 pour son travail *Bismarck und der Imperialismus*<sup>26</sup> (1969). Wehler construit des théories historiques à partir du concept de *Sonderweg*. En juxtaposant le concept de modernisation à celui de *Sonderweg*, Wehler, comme Fritz Fischer, perçoit une continuité de l'histoire allemande depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Fischer publie à cet effet le livre *Bündnis der Eliten. Zur Kontinuität der Machtstrukturen in Deutschland 1871-1945*<sup>27</sup> en 1979 sur lequel peut s'appuyer Wehler dans sa recherche des structures socioéconomiques dans le domaine politique<sup>28</sup>. Pour Wehler, le national-socialisme ne s'explique pas exclusivement par les conjonctures politiques extérieures à l'Allemagne. L'année 1918 ne constituerait qu'une rupture

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 12-13

<sup>25</sup> Ralf Dahrendorf, *Gesellschaft und Demokratie in Deutschland*, München, R. Piper & co., 1965, 516 p.

<sup>26</sup> Hans-Ulrich Wehler, *Bismarck und der Imperialismus*, Köln und Berlin, Kiepenheuer & Wirsch, 1969, 582 p.

<sup>27</sup> Fritz Fischer, *Bündnis der Eliten. Zur Kontinuität der Machtstrukturen in Deutschland 1871-1945*, Düsseldorf, Droste, 1979, 112 p.

<sup>28</sup> Édouard Husson, *op. cit.*, p. 81.

du régime politique. La culture et les valeurs sociales auraient survécu au changement de pouvoir. Ainsi, toujours selon Wehler, la réponse au régime autoritaire nazi trahit une profonde assimilation des valeurs véhiculées dans la société allemande depuis la création de l'empire par Bismarck en 1871: « [...] la culture politique transmise depuis le *Kaiserreich* se caractérise par l'adhésion à un système de valeurs illibérales composées principalement par celles que sont le militarisme, l'autoritarisme<sup>29</sup>. » Wehler écrit en 1973: « The critical evaluation of the real historical course of German history rests on the conception that a modernization of social relations and politics would properly have belonged to the progressive economic modernization of German society<sup>30</sup>. » Une telle modernisation aurait habituellement apporté des libertés civiles et des institutions représentatives, deux éléments qui font défaut en Allemagne durant le II<sup>e</sup> Reich. Le *Sonderweg* allemand explique donc pour Wehler que, contrairement à ce qui s'est passé dans les autres pays européens, la démocratisation en Allemagne n'ait pas été le résultat immédiat et irrémédiable de l'industrialisation<sup>31</sup>.

Cette nouvelle thèse, défendue par celui qui devient le représentant de la gauche, implique une révolution complète des méthodes utilisées par les historiens de ce pays pour travailler dans leur discipline. Selon Wehler, les explications conjoncturelles des historiens conservateurs ne peuvent pas donner une image complète du passé allemand, car elles font abstraction de l'histoire sociale. Wehler rejoint l'école française des Annales<sup>32</sup> en affirmant que les historiens doivent tendre vers l'histoire totale, legs qu'il fait d'ailleurs à l'histoire

<sup>29</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 19-21.

<sup>30</sup> Georg G. Iggers, The German Conception of History: The National Tradition of Historical Thought from Herder to the Present, Middleton, Wesleyan University Press, 1983, p. 276.

<sup>31</sup> *Ibidem*.

<sup>32</sup> L'École des Annales est un courant historique fondé par Lucien Febvre et Marc Bloch, qui délaisse l'histoire des événements politiques ou militaires pour se fonder sur une étude plus sociale. Leur approche privilégie la longue durée et cherche à utiliser d'autres sciences humaines comme auxiliaires. Les historiens adhérents à cette doctrine basent leurs travaux sur des interrogations d'ordre économique, social ou culturel, et multiplient les types de sources.

biographique et celle des relations internationales<sup>33</sup>. Pour y parvenir, il prône l'utilisation des autres disciplines sociales. Le résultat de cette interdisciplinarité est le concept de *Gesellschaftsgeschichte*<sup>34</sup> qui est complété par celui de *Historische Sozialwissenschaft*<sup>35</sup> « science sociale historique<sup>36</sup> ». « Celle-ci est une perspective à l'intérieur de la *Gesellschaftsgeschichte* ayant un double mandat. Elle doit, d'une part, rassembler la connaissance générée par la recherche historique et, d'autre part, donner des impulsions à celle-ci par l'élaboration d'hypothèses de travail, de modèles, théories et idéals types expérimentaux<sup>37</sup>. » Il est donc impossible, selon Wehler, d'atteindre la connaissance historique sans hypothèses, théories et concepts. L'historien doit, dans sa conception, observer autant les interactions des individus que le contexte socio-historique dans lequel ils évoluent<sup>38</sup>. Wehler « [...] considère que l'événement historique est le résultat de structures données dans certaines conditions historiques, c'est-à-dire que les structures imposent un certain cours aux événements en créant elles-mêmes des conditions qui influencent de manière déterminante les décisions des individus et les comportements de groupe ou de classe<sup>39</sup>. » Pour observer ces mécanismes, Wehler utilise une nouvelle méthode d'analyse, l'approche structuralo-fonctionnaliste, empruntée à la sociologie, qui étudie les processus de changements socioéconomiques. L'analyse fonctionnaliste accorde une importance particulière aux institutions dans le processus de socialisation. Wehler considère que la religion enseigne la soumission à l'autorité, que les écoles et l'armée enseignent la fidélité au Reich, l'amour du Kaiser, la culture politique, etc.<sup>40</sup> Hans-Ulrich Wehler influence donc la façon de faire l'histoire en Allemagne en la rapprochant de celle

<sup>33</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 16.

<sup>34</sup> Le terme *Gesellschaftsgeschichte* se traduit littéralement par « histoire sociale ».

<sup>35</sup> Georg G. Iggers, *op. cit.*, p. 277.

<sup>36</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 17.

<sup>37</sup> *Ibidem.*

<sup>38</sup> Georg G. Iggers, *op. cit.*, p. 278.

<sup>39</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 15.

<sup>40</sup> *Ibidem.*

pratiquée dans les écoles d'histoire sociale déjà bien établies en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Cette remise en question de la forme et du contenu du discours transforme le rôle que l'histoire est appelée à jouer pour Wehler. La *Kritische Theorie*, telle qu'il la conçoit, doit encourager les historiens à faire de leur discipline une science utile à la société. Cet appel implique toutefois la croyance au concept de modernisation, ce qui est sévèrement critiqué par ses successeurs.

Le renouvellement défendu par Hans-Ulrich Wehler interpelle plusieurs jeunes historiens friands d'une alternative à l'ancienne méthode d'interprétation en Allemagne. Ensemble, ils fondent un groupe connu dans l'historiographie allemande sous le nom d'école de Bielefeld<sup>41</sup>. Wehler est un historien très prolifique qui met aussi sur pied la revue scientifique *History and Society* dont le but est d'étudier et de présenter les processus et structures du changement social. L'approche est orientée sur les problèmes plutôt que sur les événements<sup>42</sup>. Il laisse même ses opposants y publier leurs recherches. Si Wehler n'en fait pas de cas à l'époque, c'est que le contexte sociopolitique allemand est favorable à la diffusion de ses thèses et concepts.

En effet, les années soixante-dix marquent l'époque où un désir de changement émerge de l'opinion publique. Ce goût de renouveau se manifeste à travers les années de règne du Parti social-démocrate (SPD) de 1969 à 1982<sup>43</sup>. La nouvelle explication que fournit Hans-Ulrich Wehler au phénomène national-socialiste est bien accueillie et le concept de modernisation séduit une société pressée d'évoluer. Par contre, de 1982 à 1984, il s'effectue un retour du balancier incarné par l'arrivée au pouvoir de la coalition de l'Union chrétienne démocrate

---

<sup>41</sup> L'école de Bielefeld est le courant historiographique dominant de l'histoire sociale allemande, dont les chefs de file sont Hans-Ulrich Wehler et Jürgen Kocka. Elle tient son nom de l'université de Bielefeld, à partir de laquelle elle s'est développée dans les années soixante-dix.

<sup>42</sup> Georg G. Iggers, *op. cit.*, p. 278-279.

<sup>43</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 4.

(CDU), de l'Union chrétienne sociale (CSU) et des libéraux (FDP). Le contexte sociopolitique se fait alors moins réceptif aux thèses de Wehler.

En définitive, Hans-Ulrich Wehler figure aujourd'hui parmi les figures importantes de l'historiographie allemande. Les méthodes qu'il introduit révolutionnent le domaine. L'historiographie se souvient de lui comme étant le premier historien allemand à faire des structures sociales son principal objet d'étude. Il s'intéresse aux groupes plutôt qu'aux individus; il recherche les régularités dans les mécanismes plutôt que les singularités. Aussi, sort-il la discipline historique allemande de son hermétisme caractéristique en faisant plusieurs emprunts aux autres sciences sociales. Plus important encore, Hans-Ulrich Wehler ne se limite pas à critiquer ses prédécesseurs, mais offre une lecture historique alternative<sup>44</sup>.

Si la profession d'historien en Allemagne est prête à subir un changement radical après les thèses révolutionnaires de Fritz Fischer, l'œuvre de Hans-Ulrich Wehler n'aurait pas pu profiter d'un contexte sociopolitique plus favorable que celui qui lui était offert dans les années soixante-dix. C'est en effet à cette époque que s'exprime une volonté générale de changement dans la société allemande.

Maintenant que nous avons cerné le contexte historiographique dans lequel Hans-Ulrich Wehler construit son œuvre, nous proposons de nous concentrer sur la thèse de l'historien relativement aux relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société en Allemagne entre 1890 et 1897. Dans cette première période, comme nous le remarquerons, l'historien porte une attention toute particulière à la politique intérieure du II<sup>e</sup> Reich.

---

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 27

### 1.3 LES INSTITUTIONS MILITAIRES, LE POUVOIR POLITIQUE ET LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE ENTRE 1890 ET 1897

L'objectif de cette section est double. Dans un premier temps, nous observons la thèse de Hans-Ulrich Wehler concernant les relations entretenues par les institutions militaires avec le pouvoir politique et la société en Allemagne pendant la période s'étendant de 1890 à 1897. Ensuite, nous étudierons le schéma argumentatif construit par Wehler pour défendre sa thèse telle que développée dans son ouvrage *The German Empire 1871-1918*. Les analyses spécialisées sur cette dernière concernant l'influence des institutions militaires sur le pouvoir politique et la société étant inexistantes, nous cherchons des éléments de réponse dans des monographies traitant de l'œuvre de Wehler en général. La ligne conductrice de notre argumentation demeure sa thèse sur les relations entretenues au sein du triangle formé par les institutions militaires, le pouvoir politique et la société allemande entre 1890 et 1897, et le rôle de l'armée dans le maintien du *statu quo* sociopolitique que nous définissons dans les prochains paragraphes.

La démonstration d'une continuité de 1871 à 1914 constitue la plus grande contribution de Hans-Ulrich Wehler à la thèse du *Sonderweg*<sup>45</sup>. Dans cette période privilégiée par l'historien pour expliquer les fondements sociaux et culturels du régime national-socialiste, il explique les écarts de parcours de l'Allemagne par rapport aux autres pays fortement industrialisés, en mettant l'accent sur le paradoxe que représentent la faiblesse du libéralisme et la persistance du *statu quo* sociopolitique prémoderne<sup>46</sup> dans un contexte socioéconomique moderne<sup>47</sup>. Il est primordial pour Wehler que la modernisation socioéconomique s'accompagne d'une modernisation sociopolitique exprimée à travers un système politique démocratique et

---

<sup>45</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 21.

<sup>46</sup> Ce *statu quo* sociopolitique prémoderne en Allemagne se serait traduit par une monarchie autoritaire.

<sup>47</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 21.

parlementaire contrôlé par la bourgeoisie. La domination économique de cette classe sociale devrait se traduire dans sa domination politique. En Allemagne, toutefois, la bourgeoisie subit un échec. Le conflit constitutionnel entre 1866 et 1871 se solde à l'avantage de la monarchie prussienne dans une révolution « par le haut »<sup>48</sup>. Ainsi, selon Wehler, ce résultat confirme la primauté de la monarchie autoritaire sur la souveraineté populaire<sup>49</sup>.

Suite à cet échec, la bourgeoisie aurait recherché un accommodement avec l'aristocratie, ce qui aurait mené à court terme à ce que les historiens sociaux allemands définissent sous le terme de *Sammlungspolitik*. Ce concept décrit la politique de rassemblement et de coopération étroite des élites traditionnelles avec la bourgeoisie contre leurs ennemis communs que sont les ouvriers aux idées radicales et les promoteurs de la social-démocratie. Cette situation expliquerait la faiblesse de la culture politique démocratique en Allemagne, ainsi que la persistance des structures politiques traditionnelles. Parmi les élites dominantes figurent l'armée qui demeure étroitement liée à l'empereur et au système monarchique. La société allemande est donc pour Wehler soumise au modèle aristocratique qui lutte contre les idées progressistes. Dans le processus d'affaiblissement du libéralisme mis en œuvre par Bismarck, l'union des bourgeois et des aristocrates ne se ferait pas seulement aux dépens des sociaux-démocrates. Les différents groupes seraient souvent utilisés les uns contre les autres par le chancelier Bismarck et ses successeurs. Tous ces éléments forment, selon Hans-Ulrich Wehler, les legs autoritaire, antidémocratique, antiparlementaire et xénophobe du II<sup>e</sup> Reich sur lesquels les nationaux-socialistes s'appuient pendant l'entre-deux-guerres<sup>50</sup>.

Pour Wehler, le maintien du *statu quo* en politique intérieure prime donc dans l'administration du II<sup>e</sup> Reich. L'historien démontre que la crainte aiguë des révolutions, surtout

---

<sup>48</sup> Hans-Ulrich Wehler, *op. cit.*, p. 17.

<sup>49</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 20.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 26.

celle de type socialiste, doit être considérée comme le fil conducteur de la politique de Bismarck et de ses successeurs<sup>51</sup>. Comment pouvons-nous donc définir la thèse de Hans-Ulrich Wehler concernant les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société en Allemagne entre 1890 et 1897? Les institutions militaires allemandes auraient joui, pendant cette période, d'un statut privilégié leur permettant d'influencer efficacement le pouvoir politique et de promouvoir leurs valeurs au sein de la société. L'armée serait donc la dernière organisation conservatrice freinant l'entrée de l'Allemagne dans la « modernité politique et sociale ». Ainsi, pour Wehler, la culture politique se transmet par le biais d'institutions comme l'armée dont les principaux postes sont aux mains d'individus antidémocratiques. La persistance de l'influence sociopolitique de ces individus reposerait sur la *Sammlungspolitik*<sup>52</sup>.

Le chancelier Bismarck est responsable, selon Wehler, du développement de l'emprise sociopolitique des institutions militaires, puisqu'il est le premier à utiliser l'armée pour appuyer ses politiques sans toutefois accepter qu'elle interfère dans le processus décisionnel<sup>53</sup>. Bismarck mobilise la police, la bureaucratie, la religion, l'éducation et l'armée au service de l'État<sup>54</sup>. Pourtant, c'est cette dernière institution qui influencerait le plus efficacement les autres après 1890. Cet accent mis sur la pensée militaire est, selon Wehler, le résultat de deux développements:

« (1) The militarization of Prussian society since the eighteenth century had placed the army at the top of the pyramid of prestige and had also led to military norms, patterns of behaviour and ways of thinking taking an increasing hold over bourgeois society. This, along with an excessive respect for the army, smoothed the way for the triumph of a narrow military departmental and specialist way of thinking. The successful wars of the 1860s and Germany's position of hegemony in Central Europe led to a further increase in the 1870s in the esteem enjoyed by the military. After, 1894, moreover, the chances for the German Empire's survival

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 22

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 21

<sup>53</sup> Hans-Ulrich Wehler, *op. cit.*, p. 150.

<sup>54</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 26.



in a future war on two fronts seemed to depend more than ever on its military strength and effective military planning. All these factors were fully exploited by the army, surrounded as it was by an aura of mystery because of its expert knowledge. But these factors were effective even without the military's active encouragement, and it did not encounter any stiff political opposition.

« (2) The reason for this was that, parallel to this development and since Bismarck's dismissal, the politicians had come to capitulate in the face of military arguments which were dressed up as the only logical option. Schlieffen and the younger Moltke were able to point out convincingly that neither Chancellor Hohenlohe nor his successor Bülow had insisted on the primacy of civilian decision-making. And Bethmann, the bureaucrat in the Chancellor's office, continued to tell his critics after the First World War that as a "layman in military matters" he simply could "not presume to pass judgement on military options, let alone military necessities". This meant he had abdicated responsibility in favour of the military, had betrayed his task of political coordination and had failed to ensure that political considerations were given priority. To Bismarck, as to Clausewitz, who had devoted himself to this problem, this priority had always been an inalienable right of the political leadership.<sup>55</sup> »

La démission de Bismarck en 1890 marquerait la fin de la subordination des intérêts de l'armée aux objectifs des politiciens. L'empereur Guillaume II ne partage pas les mêmes objectifs politiques que le vieux chancelier. Le souverain souhaiterait plutôt voir l'Allemagne s'affirmer parmi les grandes puissances européennes par un colonialisme agressif. Dans cette optique, les conseils de l'état-major général allemand sont appréciés. Par conséquent, le prestige de l'armée ainsi que son pouvoir décisionnel en politique intérieure et étrangère s'en trouveraient grandis. Plus encore que sous Bismarck, avec Guillaume II, l'armée deviendrait le support et le principal pilier de son gouvernement quasi-absolutiste<sup>56</sup>.

Les principales traces laissées par ce nouveau pouvoir politique de l'armée se remarquent principalement selon Wehler au niveau social: « [...] it is the spread of military thinking in social groups exercising an important influence on society as a whole. The exceptional role of the soldier in modern German history before 1945 can be understood only by reference to the spread

<sup>55</sup> Hans-Ulrich Wehler, *op. cit.*, p. 153-154.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 157.

of military values throughout German society<sup>57</sup>. » À cela, Wehler ajoute: « This “social militarism” not only placed the military highest on the scale of social prestige but permeated the whole of society with its ways of thinking, patterns of behaviour, and its values and notions of honour<sup>58</sup>. » L'influence politique de l'armée se transforme donc rapidement en contrôle social selon Wehler. Toujours selon lui, l'efficacité de l'intégration des valeurs militaires dans la population se perçoit dans l'incapacité des sociaux-démocrates, malgré certains succès électoraux, à initier des changements fondamentaux dans la politique allemande et la société jusqu'en 1918<sup>59</sup>.

Pour Wehler, la solide implantation du militarisme dans la société du II<sup>e</sup> Reich peut s'observer dans tous les aspects de la vie politique, sociale et juridique en Allemagne à cette époque. Au plan politique, l'historien dénote que chaque chancelier servant sous l'empereur porte un uniforme lorsqu'il siège au Reichstag<sup>60</sup> et qu'il est toujours assis suivant son rang militaire, le plus souvent au bout de la table, derrière les colonels et les généraux, dans les banquets royaux. Wehler relate le cas du ministre des Finances Scholz dont la plus grande fierté est de pouvoir échanger son costume civil pour l'uniforme d'un lieutenant de réserve<sup>61</sup>. Le Kaiser est perçu comme étant le « seigneur suprême de la guerre<sup>62</sup> ». C'est de ce même prestige social qu'aurait profité Moltke dit « le vieux<sup>63</sup> » pendant le règne de Guillaume I<sup>er</sup> pour augmenter l'importance de son cabinet: l'état-major général<sup>64</sup>.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 156

<sup>58</sup> *Ibidem.*

<sup>59</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 23.

<sup>60</sup> Parlement allemand situé à Berlin

<sup>61</sup> Hans-Ulrich Wehler, *op. cit.*, p. 156-157.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 149

<sup>63</sup> Le général Helmuth Karl von Moltke (1800-1891) devient chef de l'état-major en 1857. Son efficacité est remarquée pendant les victoires allemandes de 1864, 1866 et 1870-71. Moltke est célébré dans l'Empire de Guillaume I<sup>er</sup> et de Guillaume II comme un génie militaire.

<sup>64</sup> Hans-Ulrich Wehler, *op. cit.*, p. 150.

La vie sociale en Allemagne est également imprégnée par les valeurs militaires, selon Wehler. Le statut inférieur des civils serait observable grâce à plusieurs indices, dont l'empressement des gens à laisser passer les officiers sur le trottoir, la politique d'embauche d'anciens militaires afin de combler les postes vacants dans le service postal, et par le recours à la discipline et à un entraînement physique d'inspiration militaire dans les écoles secondaires. Wehler mentionne: « All this performed a highly desirable disciplining function which benefited the ruling classes<sup>65</sup>. » L'armée servirait aussi d'école sociale à travers le service militaire obligatoire pour la plupart des citoyens allemands, surtout ceux des campagnes.

Hans-Ulrich Wehler mentionne également le contrôle militaire dans les procès impliquant des soldats ou des officiers. Les duels sont encore pratique courante pendant le II<sup>e</sup> Reich et, selon la cour martiale, ils relèvent de la juridiction impériale. Les peines d'emprisonnement seraient moins longues pour les officiers. De plus, les dénonciations de ces faveurs seraient considérées comme des attaques à la personne de l'empereur<sup>66</sup>.

La polémique entourant le service militaire obligatoire est directement tributaire de l'influence politique et sociale de l'armée et de ses valeurs, selon Wehler. L'armée aurait comme première mission de prévenir le désordre social. Elle représenterait la dernière protection disponible contre le « rouge et noir<sup>67</sup> » aux yeux des privilégiés, comme l'indique l'affirmation du roi de Prusse pendant les révolutions libérales de 1848: « Seuls les soldats peuvent nous débarrasser des démocrates<sup>68</sup>. » Cette conception du rôle social des institutions militaires serait ancrée dans les mœurs des dirigeants allemands depuis fort longtemps. Wehler relate le cas du

---

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 157

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 161

<sup>67</sup> Les couleurs associées à la démocratie

<sup>68</sup> Cité par Paul Létourneau, « Introduction: Armée et démocratie en Allemagne au XX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 98, T.30, 1998, p. 113.

chef d'état-major Waldersee<sup>69</sup> qui envisage une attaque préventive contre le SPD et la mise sur pied de plans d'intervention en prévision d'éventuelles insurrections de la part de sympathisants sociaux-démocrates<sup>70</sup>. La fonction sociale de l'armée, en tant que rempart contre les révolutions, rendrait problématique le service militaire obligatoire dans l'ensemble de l'Allemagne, car ce dernier risquerait de faire entrer des sociaux-démocrates dans ses rangs. Wehler cite l'opinion de plusieurs dirigeants conservateurs sur le sujet: « The army is now our fatherland, for it is the only place which has not yet been infiltrated by impure and restless elements<sup>71</sup>. » Pour ces derniers, il serait préférable de recruter les officiers dans les écoles de cadets réservées aux membres de l'aristocratie, puisque seuls ces candidats ne risqueraient pas d'être « infectés » par les idées sociales-démocrates<sup>72</sup>. Afin de préserver l'armée de l'idéologie des classes sociales inférieures, organisées majoritairement dans les grandes villes, le recrutement se ferait surtout à la campagne où les paysans seraient déjà habitués à respecter les liens féodaux<sup>73</sup>. Tout comme dans les domaines privés des *Junkers*<sup>74</sup>, les paysans devenus soldats continueraient donc à subir la domination de la noblesse. Ce serait d'ailleurs ces grands propriétaires terriens qui commanderaient l'armée et, par le fait même, influenceraient grandement le pouvoir politique<sup>75</sup>.

La thèse soutenant que l'armée allemande serait le dernier bastion noble, féodal et réactionnaire dans sa composition sociale est graduellement remplacée par celle de la formation d'une « méritocratie<sup>76</sup> ». Malgré l'évolution des concepts, c'est la méthode d'analyse de Wehler qui donne le plus de crédibilité à ses théories, quand il observe les institutions plutôt que les

---

<sup>69</sup> Alfred graf von Waldersee (1832-1904), remplaçant de Moltke comme chef d'état-major de 1888 à 1891.

<sup>70</sup> Hans-Ulrich Wehler, *op. cit.*, p. 157-158.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 158

<sup>72</sup> *Ibidem.*

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 159-160

<sup>74</sup> Grands propriétaires terriens en Allemagne

<sup>75</sup> Hans-Ulrich Wehler, *op. cit.*, p. 156.

<sup>76</sup> Arden Bucholz, *Moltke, Schlieffen and Prussian War Planning*, New York, Berg, 1991, p. 2-3. Le terme « méritocratie » qualifie une hiérarchie sociale fondée sur le mérite individuel.

individus qui les composent. Ainsi, selon l'historien, l'influence de l'armée sur les valeurs sociales se mesure en fonction de la faveur dont elle jouit au sein de la population. Les gens provenant d'autres classes sociales que l'aristocratie, comme Erich Ludendorff<sup>77</sup>, qui sont ensuite appelés à prendre des postes de direction dans des institutions militaires aussi importantes que l'état-major général pendant la Première Guerre mondiale, auraient auparavant intériorisé toutes les valeurs sociales propagées par l'ancienne aristocratie réactionnaire.

Ce serait alors par souci d'empêcher l'intégration de sociaux-démocrates dans l'armée que l'institution militaire radicaliserait son implication dans la régulation sociale<sup>78</sup>. Un processus de division du système gouvernemental en « polycratie autoritaire » s'enclencherait donc, après Bismarck, dans lequel les centres de décision se feraient concurrence et seraient mal coordonnés<sup>79</sup>. De ce processus, émergerait l'état-major général allemand dont nous entretenons Wehler.

L'état-major général allemand se serait rapidement imposé dans la hiérarchie politique, profitant d'un vide constitutionnel. L'organe décisionnel aurait pu bénéficier de la montée fulgurante de l'influence personnelle du général Moltke<sup>80</sup> après ses succès de 1866. Sa popularité aurait été telle qu'en janvier 1871, il aurait affirmé être l'égal du chancelier dans leurs négociations avec le roi de Prusse. Peu de temps après, le chef de l'état-major général a profité d'un lien direct à l'empereur, sans nécessiter l'intervention du ministre de la Guerre<sup>81</sup>. Tous ces développements font dire à Wehler: « Up to 1918 the problem of how power should be distributed internally was resolved in favour of the army under the monarch's command and kept

---

<sup>77</sup> Erich Ludendorff (1865-1937) est un officier issu de la classe moyenne, réputé pour être le plus grand cerveau de l'armée allemande. Il devient quartier-maître général sous Hindenburg entre 1916 et 1918.

<sup>78</sup> Hans-Ulrich Wehler, *op. cit.*, p. 157.

<sup>79</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 26.

<sup>80</sup> Helmuth Karl Bernhard von Moltke (1800-1891), général en chef de l'armée prussienne pendant la guerre austro-prussienne de 1866, reconnu pour ses talents d'organisateur militaire. Il est membre du Reichstag de 1871 à 1891.

<sup>81</sup> Hans-Ulrich Wehler, *op. cit.*, p. 149-150.

free of any control by representative organs<sup>82</sup>. » Mais l'état-major général allemand ne serait pas la seule institution de l'armée à jouer un rôle sociopolitique essentiel. Il y aurait aussi des groupes d'intérêts paramilitaires qui feraient sentir leur présence dans la société du II<sup>e</sup> Reich.

Après 1890, plusieurs groupes jouiraient d'un ascendant considérable sur la politique allemande parce qu'ils auraient acquis des privilèges auprès de l'empereur, dans les échelons supérieurs de l'armée et dans la bureaucratie civile<sup>83</sup>. Ces groupes seraient souvent des organisations servant à encadrer les vétérans comme le *Deutscher Kriegerbund* ou la Ligue Navale mais aussi des organisations paramilitaires formant la jeunesse comme les *Jungdeutschland* ou la *Jungerwehr*<sup>84</sup>, ce qui ne serait pas sans rappeler les groupes de Jeunesses hitlériennes pendant le règne national-socialiste. Ces groupes d'intérêts divers seraient très bien organisés et souvent entretenus par la caste militaire.

Hans-Ulrich Wehler mentionne sur l'organisation sociopolitique du II<sup>e</sup> Reich: « [...] these policies had helped to create the foundations which allowed fascism in its most radical form to succeed in Germany<sup>85</sup>... » Selon Wehler, la Première Guerre mondiale est l'occasion de provoquer une nouvelle révolution « par le haut » devant celle « par le bas » que semble promettre l'évolution de la société. L'acceptation avec enthousiasme de la déclaration de guerre par la grande majorité de la population, dont les éléments réformistes, laisse entendre à l'historien que l'intégration morale et politique de la classe ouvrière est complétée et que les conflits entre classes sont évités<sup>86</sup>. Toujours selon Wehler, le succès des élites traditionnelles dans la manipulation de la société, comme celui de l'armée durant la période comprise entre 1890 et 1897, lui laisse une position d'influence déterminante au-delà de la révolution de 1918-

---

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 146

<sup>83</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 26.

<sup>84</sup> Hans-Ulrich Wehler, *op. cit.*, p. 163.

<sup>85</sup> Idem, « Bismarck's Imperialism 1862-1890 », *Past and Present*, vol. 14, no. 48, 1970, p. 150.

<sup>86</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 26.

1919. Cette révolution lui enlève pourtant le contrôle effectif du gouvernement<sup>87</sup>. La Première Guerre mondiale aurait donc été un événement souhaité par les dirigeants militaires qui se seraient montrés incapables de réprimer complètement la vague de changements sociopolitiques à l'intérieur des frontières allemandes.

En somme, Wehler conclut que l'héritage du *Kaiserreich* rend intelligible la faiblesse des soutiens à la démocratie et l'échec de la république de Weimar, malgré la défaite militaire, l'abolition de la monarchie et la proclamation d'une république parlementaire démocratique. Toujours d'après lui, la Première Guerre mondiale constitue le dernier moyen utilisé par les élites traditionnelles, devant les pressions réformistes de plus en plus grandes et difficiles à contrôler, pour donner une nouvelle légitimité au système politique sur lequel se fonde leur domination<sup>88</sup>.

Il reste maintenant à analyser la thèse de Hans-Ulrich Wehler concernant les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société dans la seconde phase du II<sup>e</sup> Reich s'étendant de 1897 à 1914 pour voir comment elle complète celle traitant des années 1890 à 1897.

---

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 27

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 26-27

## 1.4 LES INSTITUTIONS MILITAIRES, LE POUVOIR POLITIQUE ET LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE ENTRE 1897 ET 1914

L'objectif de cette partie consiste à analyser la thèse de Hans-Ulrich Wehler sur les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société en Allemagne entre 1897 et 1914. Durant cette période, l'institution militaire a abandonné ses efforts d'intervention en politique intérieure pour se tourner vers des objectifs impérialistes. Nous analyserons le rôle de deux instruments identifiés par Wehler dont se munit l'armée pour atteindre ses nouveaux objectifs: l'élaboration du plan Schlieffen<sup>89</sup> et la politique d'expansion de la flotte de guerre allemande personnifiée par l'amiral Tirpitz<sup>90</sup>.

En effet, selon Wehler, l'objectif principal des plans Schlieffen et Tirpitz est d'empêcher les soulèvements populaires dans le pays. Par conséquent, la politique extérieure agressive de l'Allemagne servirait d'instrument aux institutions conservatrices comme l'état-major général allemand pour régler les problèmes sociaux du Reich, ou tout au moins pour détourner l'attention de ces problèmes.

Bismarck est, d'après Wehler, l'instigateur de ce processus destiné à se radicaliser après sa démission. Le chancelier, dans un effort pour élargir sa politique, met de l'avant un impérialisme social informel avant d'adopter une approche plus directe vers 1884-1885. Il utilise des notions comme celle de *Reichsfeinde*<sup>91</sup>, autant pour désigner des citoyens allemands récalcitrants ou des minorités autonomistes que pour désigner des pays limitrophes de l'Allemagne. L'objectif serait encore de mobiliser l'opinion publique. Pour Wehler, il s'agit

---

<sup>89</sup> Plan d'attaque élaboré par le chef de l'état-major Alfred von Schlieffen (1833-1913) dès 1898. Ses forces militaires ne pouvant donner la victoire à l'Allemagne que durant une période limitée, Schlieffen élabore le plan d'une bataille décisive soit par encerclement ou par une percée qui aurait conduit à la destruction des armées françaises. Le plan Schlieffen est le modèle stratégique prédominant jusqu'à la Première Guerre mondiale.

<sup>90</sup> L'amiral Alfred von Tirpitz (1849-1930) est ministre de la Marine de 1897 à 1916. Il se voue à l'élaboration d'une flotte de haute mer rivalisant avec celle du Royaume-Uni. Il est aussi l'instigateur d'une habile propagande sociale pour soutenir son projet et devient une des personnalités les plus influentes auprès de l'Empereur dans la période d'avant-guerre.

<sup>91</sup> Ennemis du Reich



d'asseoir la politique extérieure du pays sur le populisme. L'historien compare le II<sup>e</sup> Reich au régime bonapartiste en France parce qu'il ferait de l'aventurisme en politique étrangère un moyen de désamorcer les problèmes internes<sup>92</sup>.

Le premier argument qu'avance Wehler pour appuyer sa conception est l'élaboration approximative du plan Schlieffen. Il met en évidence trois problèmes majeurs de ce plan, bien avant la bataille de la Marne qui en consacre l'échec définitif. Premièrement, l'armée allemande n'était pas assez puissante pour triompher dans une opération d'une telle ampleur, car la caste dominante s'était appliquée davantage à refuser l'accès de ses rangs aux sociaux-démocrates qu'à gonfler les effectifs. Deuxièmement, l'expérience acquise pendant la guerre franco-prussienne de 1870-1871 rendait illusoire l'éventualité d'une décision rapide; il était attendu que la formation d'unités de francs-tireurs ralentirait considérablement l'avance de l'armée allemande. Troisièmement, l'idée d'envahir la Belgique rendrait inévitable l'entrée du Royaume-Uni dans la guerre<sup>93</sup>. Des études postérieures à l'œuvre de Wehler, dont celles de l'historien états-unien des stratégies militaires Steven Miller<sup>94</sup>, démontrent que l'état-major général allemand est parfaitement conscient des incohérences d'une planification agressive comme celle du plan Schlieffen, mais continue à l'appuyer puisqu'il s'agit du seul moyen dont il dispose pour justifier des demandes substantielles de budgets. Ces budgets sont souvent accordés par le Reichstag puisqu'une stratégie offensive exige beaucoup plus de ressources qu'une tactique défensive. L'augmentation des effectifs accordée par le parlement serait possible grâce au prestige dont jouit l'armée dans la société allemande et à son indépendance face aux organes politiques.

---

<sup>92</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 23.

<sup>93</sup> Hans-Ulrich Wehler, *op. cit.*, p. 152-153.

<sup>94</sup> Michael Howard, « Men Against Fire: The Doctrine of the Offensive in 1914 », *Makers of Modern Strategy from Machiavelli to the Nuclear Age*, Princeton, Princeton University Press, 1986, p. 510-526.

Le deuxième élément qu'apporte Wehler est défini par la politique d'expansion de la flotte de guerre après 1898. Ce phénomène joue un grand rôle selon lui dans l'élaboration des politiques intérieure et extérieure en Allemagne<sup>95</sup>. La flotte de guerre remplit deux fonctions selon Hans-Ulrich Wehler:

« (1) The first was the navy's combat role, directed against rival states, especially Great Britain as the dominant naval power in the world at the time. This role became less prominent later on, following the development of a calculated risk policy which was primarily defensive in intention. Tirpitz's deterrent strategy envisaged that the German fleet should be sufficiently powerful to avoid defeat in a straight fight against its nearest rival in terms of fleet strength. In keeping with its offensive role, the fleet was intended to provide a deterrent by virtue of its existence; but if war could not be avoided, was expected to overcome any opposition, help in the opening up of overseas markets, provide safe access to them, and so contribute to securing the economic gains of colonialism.

« (2) From the very outset this offensive role was closely connected with the navy's function as an instrument for use in the conflicts of domestic politics where it served the interests of social imperialism. Its main advocate, including Tirpitz and the Emperor, intended the navy to satisfy material interests, in particular those of heavy industry and shipbuilding, as well as their workers. Beyond this, however, and partly as a result of it, the navy was to help undermine the political ambitions of the bourgeoisie and the proletariat, thus stabilizing the existing power structure. Its social basis was, in fact, a fusion mainly of concrete industrial interests and bourgeois enthusiasm for the fleet which was much more broadly based than Bismarck's imperialism of the 1880s had been. Where the economy was concerned, naval contracts had a long-term stabilizing effect, at least on a psychic level. The fleet symbolized Germany's ambitions to become a world power. It attracted nationalist energies and enabled certain groups to identify with a "national" mission. It also acted as a compensatory diversion from the German Empire's internal problems. No wonder then that the Caesarist tendencies of the Wilhelmine political system were closely tied in with the navy. Behind the facade presented by the most advanced weapons technology of the time "an Emperorship shored up by plebiscitary approval of the fleet" served "as a counterweight to the dreaded growth of parliamentary influence", and obstructed Germany's social and political modernization. Naval policy was, therefore, also designed to affect society as a whole<sup>96</sup>. »

Donc, l'objectif de Tirpitz réside selon Wehler dans la découverte d'un nouveau slogan patriotique qui servirait de contrepoids aux politiques sociales incongrues et utopiques souhaitées

<sup>95</sup> Hans-Ulrich Wehler, *op. cit.*, p. 164.

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 164-165

par les sociaux-démocrates. En créant une diversion par rapport aux problèmes intérieurs, Tirpitz espérait préserver l'ordre des classes sociales en Allemagne et sauver la bourgeoisie des menaces venant « d'en bas ». Le génie de Tirpitz est, selon Wehler, de voir dans la lutte contre les socialistes un moyen d'accroître la puissance de l'Allemagne par la constitution d'une flotte pouvant rivaliser avec celle du Royaume-Uni<sup>97</sup>.

Le succès de la propagande de masse mise sur pied par l'amiral Tirpitz s'observe par l'adoption de quatre lois navales votées par le Reichstag à partir de 1898<sup>98</sup>. Wehler souligne que toutes les classes sociales et tous les partis politiques appuient le projet d'expansion de la flotte. La théorie de risque<sup>99</sup> du déclenchement d'un conflit attise les faveurs du Reichstag et de la société en général envers le plan Tirpitz<sup>100</sup>. Wehler soutient également que toutes les classes sociales impliquées dans la *Sammlungspolitik* bénéficient du programme de Tirpitz. Les *Junkers* obtiennent un système renforcé de tarifs douaniers plus avantageux pour leurs exportations coloniales et les industriels, appuyés par la classe moyenne, obtiennent un programme de construction navale<sup>101</sup>.

Tous ces éléments font croire à Wehler que c'est le programme naval de l'amiral Tirpitz qui permet à l'armée de gagner la bataille pour l'hégémonie politique contre le chancelier Bethmann-Hollweg<sup>102</sup>. De son côté, le chancelier aurait tenté en vain d'obtenir la signature d'un traité avec le Royaume-Uni pour la limitation des armements<sup>103</sup>.

---

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 165

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 167

<sup>99</sup> Théorie bâtie sur la croyance populaire qu'un conflit est imminent et inévitable.

<sup>100</sup> Hans-Ulrich Wehler, *op. cit.*, p. 167.

<sup>101</sup> *Ibid.*, p. 168

<sup>102</sup> Chancelier de l'Allemagne de 1909 à 1917. Theobald von Bethmann-Hollweg (1856-1921) travaille à maintenir l'ordre politique et social du pays au plus fort de la lutte entre les nouvelles élites libérales et les forces réactionnaires représentées par les institutions militaires et l'État monarchique. En politique extérieure, il tente d'obtenir un accord de neutralité maritime avec l'Angleterre jusqu'en 1912.

<sup>103</sup> Hans-Ulrich Wehler, *op. cit.*, p. 169.

En conclusion, Wehler considère le plan Tirpitz comme un échec à long terme. Il ne pouvait réussir à atteindre ses véritables objectifs visant à solutionner les troubles sociaux en Allemagne. L'historien affirme qu'il incarne la dernière tentative afin de régler les problèmes internes par des moyens pacifiques<sup>104</sup>. Le symbole de cet échec demeure la Première Guerre mondiale qui meurtrit l'Europe tout entière sans toutefois, selon Wehler, être suffisamment dévastatrice pour éliminer le legs autoritaire et antidémocratique qui survit à Weimar et caractérise le régime national-socialiste jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

## 1.5 HANS-ULRICH WEHLER, UN RAPPEL

La contribution de Hans-Ulrich Wehler à l'historiographie allemande est très importante. Il s'écarte du chemin emprunté par tant de ses prédécesseurs en faisant des structures sociales son objet d'étude principal. Wehler adapte le concept du *Sonderweg*, utilisé par les partisans de l'histoire politique, pour compléter sa théorie sur la modernisation sociopolitique d'un pays en plein développement économique comme l'Allemagne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette union de concepts dans une optique sociale permet à Wehler de percevoir une continuité entre le régime impérial de Guillaume II et le régime nazi d'Hitler. Il emprunte également certains concepts aux autres sciences sociales. Ainsi, l'historien reprend l'approche structuralo-fonctionnaliste de la sociologie en s'intéressant aux rôles des structures et des institutions comme l'armée dans les processus de changements socioéconomiques.

Conséquemment, dans un pays comme l'Allemagne entre 1890 et 1914 où s'opposent une réalité socioéconomique moderne et une structure sociopolitique prémoderne, l'armée se serait servie de son statut privilégié pour protéger la vieille classe aristocratique contre les

---

<sup>104</sup> Ibid., p. 169-170

sociaux-démocrates. Afin d'y parvenir, elle aurait graduellement augmenté son influence sur les dirigeants politiques en profitant de ses succès dans la promotion des valeurs militaires au sein de la société allemande.

Dans ce sens, Hans-Ulrich Wehler énumère divers faits vérifiables qui prouvent que l'armée jouit d'un prestige social singulier lui permettant d'influencer efficacement la politique et la justice du pays entre 1890 et 1897. Wehler considère l'armée comme une véritable institution sociale qui, à travers l'état-major général, son principal organe dirigeant, réussit à profiter d'un vide constitutionnel pour imposer ses idées aux leaders politiques. L'historien qualifie d'ailleurs le gouvernement sous la tutelle de Guillaume II de régime quasi absolutiste où les problèmes politiques sont résolus en faveur de l'armée. C'est cette institution qui permettrait aux élites traditionnelles de contenir la révolution sociale jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Entre-temps, de 1897 à 1914, l'armée mobiliserait l'opinion publique vers des objectifs impériaux avec les plans Schlieffen et Tirpitz. L'objectif demeurerait pourtant le même que pour la période 1890-1897: empêcher un soulèvement populaire ou l'atteinte par le SPD d'une majorité absolue au Reichstag en détournant l'attention générale des problèmes sociaux. Wehler mentionne l'utilisation par l'armée de notions comme celle de *Reichsfeinde* qui aurait permis au chef de l'état-major général d'obtenir des budgets substantiels pour préparer le plan Schlieffen, et à l'amiral Tirpitz de faire voter les lois navales de 1898 par le Reichstag. « Selon Wehler, les élites traditionnelles estiment que la société allemande voit s'affronter des intérêts antagonistes dont les conséquences politiques peuvent seules être conjurées par des techniques de gouvernement fondées sur la manipulation<sup>105</sup>. » Dans ce contexte de *Sammlungspolitik*, l'intégration morale de la classe ouvrière serait réussie et les conflits sauraient être évités

---

<sup>105</sup> Alexandre Meunier, *op. cit.*, p. 22.

jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale qui consacrerait définitivement l'échec de cette politique.

Nous proposons maintenant d'étudier les thèses de Martin Kitchen concernant les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société en Allemagne entre 1890 et 1914 afin d'établir une base de comparaison historiographique.

## CHAPITRE II : PERSPECTIVE SOCIO-ÉCONOMIQUE

### 2.1 MARTIN KITCHEN

Le Royaume-Uni a subi des pertes humaines et matérielles considérables suite aux bombardements répétés des Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale. Il n'est donc pas surprenant qu'un grand nombre d'historiens anglais s'intéressent au développement politique, militaire, économique et social de la puissance industrielle qui a engendré le national-socialisme. Trois ans après la sortie de l'ouvrage *The German Officer Corps on Society and State, 1650-1945*<sup>106</sup> (1965) de Karl Demeter, Martin Kitchen publie *The German Officer Corps 1890-1914*<sup>107</sup> (1968). Appuyé par de nouvelles sources, Kitchen y décrit l'isolement du corps des officiers et son comportement illogique envers le pouvoir politique:

« [...] the army social fears militated even against the technical proficiency for which it was famous, while its stubborn refusal to tolerate any liberalization of its own values was “a significant factor in determining Germany’s inability to achieve a political equilibrium that might have given the nation reserves of strength to withstand defeat and depression”<sup>108</sup>. »

La réflexion de Kitchen sur les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société allemande débute alors à peine. Il écrit par la suite plusieurs livres et articles traitant de ces mêmes relations à différentes époques de l'histoire allemande contemporaine.

Deux objectifs sont visés dans ce chapitre. Premièrement, nous cherchons à comprendre dans quel contexte historiographique émergent les thèses de Martin Kitchen. Ensuite, nous voulons définir précisément quel est le point de vue de l'historien sur les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société allemande entre 1890 et 1914.

<sup>106</sup> Karl Demeter, *op. cit.*, 414 p.

<sup>107</sup> Martin Kitchen, *The German Officer Corps 1890-1914*, Oxford, Clarendon Publishing, 1968, 242 p.

<sup>108</sup> Gordon A. Craig, « The German Officer Corps, 1890-1914 by Martin Kitchen », *The Journal of Modern History*, vol. 42, n° 2 (juin 1970), p. 290-291.

Pour atteindre nos objectifs, nous proposons de diviser le chapitre en trois sections. La première tentera d'identifier une tendance historiographique dans le travail de Kitchen.

Deuxièmement, nous observerons le schéma argumentatif qu'il utilise pour défendre sa thèse sur les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société en Allemagne entre 1890 et 1897.

Enfin, nous effectuerons la même lecture du schéma argumentatif de l'historien pour la période s'étendant de 1897 à 1914.

Nous disposons d'un grand nombre de sources pour saisir la pensée de Kitchen, dont: *A Military History of Germany: From the Eighteenth Century to the Present Day* (1975), *The German Officer Corps 1890-1914* (1968), *The Silent Dictatorship: The Politics of the German High Command under Hindenburg and Ludendorff* (1976), *Civil-Military Relations in Germany During the First World War* (1990) et plus récemment *A History of Modern Germany 1800-2000* (2006)<sup>109</sup>.

## 2.2 MARTIN KITCHEN ET L'HISTORIOGRAPHIE SUR L'ALLEMAGNE

Nous cherchons dans cette section à définir la place de Martin Kitchen parmi les historiens étudiant l'Allemagne contemporaine et, plus précisément, la période du II<sup>e</sup> Reich. Pour y parvenir, nous devons comprendre quelle orientation méthodologique et idéologique l'historien préconise pour asseoir son analyse.

---

<sup>109</sup> Martin Kitchen, *A Military History of Germany: From the Eighteenth Century to the Present Day*, Bloomington, Indiana University Press, 1975, 384 p.; *The German Officer Corps 1890-1914*, Oxford, Clarendon Publishing, 1968, 242 p.; *The Silent Dictatorship: The Politics of the German High Command Under Hindenburg and Ludendorff*, London, Croom Helm, 1976, 301 p.; « Civil-Military Relations in Germany During the First World War », *The Great War, 1914-1918*, London, MacMillan, 1990, 195 p.; *A History of Modern Germany 1800-2000*, Malden, Blackwell Publishing, 2006, 448 p.



Martin Kitchen obtient son doctorat à l'université de Londres dans les années soixante. Il s'intéresse rapidement aux structures militaires et à l'influence de l'armée dans la sphère politique allemande. L'historien propose une analyse socioéconomique de la politique au XIX<sup>e</sup> siècle en Allemagne dans son ouvrage *The Political Economy of Germany, 1815-1914*<sup>110</sup> qui paraît en 1978. Kitchen s'intéresse par la suite à différents aspects de l'histoire allemande contemporaine et publie régulièrement des ouvrages généraux destinés aux amateurs intrigués par le parcours remarquable de cette puissance industrielle en quête d'identité. Il enseigne aujourd'hui à l'université Simon Fraser à Vancouver et est membre de la Royal Historical Society of Canada.

Contrairement aux cas Hans-Ulrich Wehler et Gordon A. Craig, qui sont des figures dominantes de courants historiographiques bien définis et documentés, Martin Kitchen fait son chemin de manière discrète et indépendante au sein de l'historiographie sur l'Allemagne. Cette situation rend plus complexe la tâche consistant à dégager un courant précis auquel rattacher ses thèses. Toutefois, il est possible de déceler une tendance en comparant ses méthodes d'analyse à celles d'autres historiens se penchant sur les relations entre l'armée, le pouvoir politique et la société en Allemagne. Les résumés critiques de ses homologues sont également très utiles pour attribuer une orientation aux thèses de l'historien britannique.

Kitchen a pour principal objet d'étude la société et ses structures. Comme l'indique Gerald D. Feldman: « Kitchen relies heavily on the work of economic historians with a strong social orientation – Wolfram Fischer, Hans Rosenberg, and Hans Mottek – and Kitchen's analysis is largely influenced by Fritz Fischer and his students, especially Helmut Böhme, and by

---

<sup>110</sup> Idem, *The Political Economy of Germany, 1815-1914*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1978, 304 p.

Hans-Ulrich Wehler<sup>111</sup>. » Martin Kitchen, comme ses mentors de l'histoire sociale, « enterre » les sociaux-démocrates bien avant la mort de leur mouvement politique et met trop d'accent sur le succès rapide du révisionnisme social<sup>112</sup>. Il prétend que le développement de la dictature militaire allemande est le résultat des traditions bonapartistes, impérialistes, militaristes et contre-révolutionnaires de l'armée prussienne<sup>113</sup>.

Martin Kitchen se distingue pourtant de son homologue de l'école de Bielefeld à plusieurs niveaux:

« It is interesting that while both the Wehler-inspired “structuralists” and followers of the Röhl school of thought would find common ground in accusing Kitchen of sitting on the fence over a comment such as “the answer lies somewhere in the middle”, I find his refusal to be drawn on the issue of the importance of the Kaiser immensely refreshing<sup>114</sup>. »

De plus, Kitchen pousse son analyse socioéconomique beaucoup plus loin que Wehler, s'attardant davantage sur les effets à long terme de l'absolutisme éclairé, la querelle entre libre-échangistes et protectionnistes ainsi que le problème de la modernisation sociale<sup>115</sup>. Ce penchant pour l'évolution des groupes sociaux dans un contexte d'industrialisation rapide sous la tutelle d'un gouvernement bonapartiste, que Kitchen définit avec les mots de Karl Marx<sup>116</sup>, porte à penser que l'historien anglais s'apparente au courant d'histoire sociale à tendance marxisante<sup>117</sup>.

<sup>111</sup> Gerald D. Feldman, « The Political Economy of Germany, 1815-1914 by Martin Kitchen », The American Historical Review, vol. 84, no. 4 (octobre 1979), p. 1077.

<sup>112</sup> Ibidem.

<sup>113</sup> Daniel Horn, « The Silent Dictatorship: The Politics of the German High Command under Hindenburg and Ludendorff, 1916-1918 by Martin Kitchen », The American Historical Review, vol. 83, no. 1 (février 1978), p. 194.

<sup>114</sup> Richard Scully, « Martin Kitchen, A History of Modern Germany 1800-2000 », Eras, < <http://www.arts.monash.edu.au/eras> >, 2006-11-08.

<sup>115</sup> Robert Lee, « The Political Economy of Germany, 1815-1914 by Martin Kitchen », The Economic History Review, new series, vol. 32, no. 2, (mai 1979), p. 297.

<sup>116</sup> Martin Kitchen, The Silent Dictatorship..., 1976, p. 10.

<sup>117</sup> L'histoire sociale marxisante prônée par l'historiographie critique anglo-saxonne propose une interprétation qui repose sur l'autonomie du politique par rapport au social. Voir « Histoire et historiens en France depuis 1945 », < <http://www.adpf.asso.fr/adpf-publi/folio/histoire/doutes02.html> >, Publications – la petite bibliothèque, 2004-01-12.

Maintenant que nous saisissons mieux les méthodes d'interprétation qu'utilise Martin Kitchen pour expliquer les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société allemande, nous proposons de débiter la lecture de ses thèses pour la première période du Reich wilhelmien qui nous intéresse, soit les années 1890-1897.

### **2.3 LES INSTITUTIONS MILITAIRES, LE POUVOIR POLITIQUE ET LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE ENTRE 1890 ET 1897**

Les objectifs de cette section sont les mêmes que pour celle consacrée à Hans-Ulrich Wehler. Nous élaborons les principales thèses de Martin Kitchen sur les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société allemande entre 1890 et 1897 dans les travaux de l'historien anglais.

La définition du concept de militarisme que propose Kitchen ressemble beaucoup à celle de Hans-Ulrich Wehler: « Militarism is the excessive influence of the military over the economic, social, political and cultural values of society. It is the predominance of the military over the political. It is an aggressive and reactionary means of domination, an attempt to counteract the forces of social change and to secure the particular interests of specific social groups<sup>118</sup>. » Parmi ces groupes sociaux figurent les cercles conservateurs qui éprouvent de la frustration face à l'incapacité des hommes politiques de maintenir le *statu quo* sociopolitique pour étouffer la menace de la gauche. Les institutions militaires réagissent également à cette impasse:

« This feeling was echoed in the attitude of the Officer Corps toward civilians. Although it was hoped that the Officer Corps could be a self-perpetuating clique, considerable concessions had to be made to the bourgeoisie to meet the need for more officers in a larger army. Nevertheless its system of recruitment was such that only those who fully shared the fondest prejudices of the Officer Corps could

---

<sup>118</sup> Martin Kitchen, A Military History..., 1975, p. 1.

hope for a commission. The position of the army was greatly enhanced by the corps of reserve officers, uncritical in its admiration for the regular army, and anxious to ape its ways. The number of para-military organisations, with their large membership, seemed further indication that the army's programme of stemming the tide of liberalism and democracy had some chances of success<sup>119</sup>. »

Dans un contexte de changements politiques et sociaux radicaux, l'empereur Guillaume II pense utiliser des moyens draconiens pour préserver l'ordre ancien. Il envisage à quelques occasions un coup d'État comme solution possible pour résoudre le problème<sup>120</sup>.

Une autre solution apparaît cependant en 1890. Dans une Allemagne en plein développement économique, qui prend rapidement sa place comme compétiteur du Royaume-Uni, l'impérialisme et l'anti-socialisme deviendraient des armes privilégiées pour combattre les effets sociaux de la monopolisation du marché<sup>121</sup>. Deux slogans apparaissent cette même année: le « à pleine vapeur<sup>122</sup> » de Guillaume II et la politique du *New Course*<sup>123</sup> du chancelier Caprivi<sup>124</sup>. Si le premier n'est qu'une réaffirmation de la politique de développement économique de l'Allemagne, le deuxième est beaucoup plus original et complexe. Le *New Course* constitue selon Kitchen une tentative imaginative de traiter les problèmes liés à l'inadaptation de la société aux progrès industriels. Constatant l'incapacité de la droite à contrer les sociaux-démocrates par voie parlementaire, Caprivi se mettrait à la recherche de moyens plus musclés pour isoler et détruire la gauche. Cette politique est toutefois accueillie avec réticence par les conservateurs et l'armée puisqu'elle signifierait une ouverture vers le centre, la

<sup>119</sup> Idem, The German Officer..., 1968, p. 225-226.

<sup>120</sup> Ibid., p. 24

<sup>121</sup> Idem, A Military History..., 1975, p. 169.

<sup>122</sup> Traduction libre de « full-steam ahead »

<sup>123</sup> Le *New Course* se définit comme une tentative de conciliation entre les politiques intérieures et extérieures de l'Allemagne. Au plan domestique, le chancelier cherche un accommodement avec les sociaux-démocrates. En politique étrangère, l'Allemagne et le Royaume-Uni s'échangent des territoires et des droits coloniaux. Citons le traité de Zanzibar, signé en juillet 1890, dans lequel le Royaume-Uni cède l'île d'Heligoland à l'Allemagne en échange du contrôle de Zanzibar. Ce traité provoque de l'animosité chez les groupes de pression colonialistes en Allemagne, tandis que les politiques de libre-échange du chancelier sont dénoncées par les grands propriétaires terriens.

<sup>124</sup> Martin Kitchen, A Military History..., 1975, p. 154. Leo von Caprivi (1831-1899), chancelier d'Allemagne de 1890 à 1894.

démocratie et la révolution<sup>125</sup>. Le *New Course* sera sérieusement ébranlé en 1896 et 1897 avec le refus du Reichstag de voter en faveur de l'introduction de nouvelles lois anti-socialistes. Suite à cet échec, les chanceliers mettent de l'avant des mesures limitées au succès mitigé comme pour le *Lex Aron* de 1898 qui fait de tous les professeurs d'université des serviteurs de l'État dans le but d'éliminer les sociaux-démocrates de cette profession influente<sup>126</sup>. L'échec du *New Course* serait quand même cuisant:

« Caprivi, the most consistently underrated of the chancellors, realized that Germany's future strength lay in the development of its industry. He hoped to develop a strong central European market by means of long-term trade agreements, and from this position of strength to encourage exports, stimulate the economy and finally get out of the doldrums of the depression. Acting in the traditions of Delbrück and the free-traders of the North German Confederation, Caprivi aimed to break down tariff barriers and stimulate international trade. He was able to make these radical proposals because of the great strides that German industry had made under the cover of the tariffs of 1879. Industry now was strong enough to be competitive on the international market, but agriculture was not. Therefore Caprivi's economic policy was to meet with the implacable opposition of the Junkers. The agrarians continued to demand high protective tariffs to exclude foreign grains. As Russia was particularly affected by these tariffs an anti-Russian policy was the price the government had to pay for conservative support. The industrialists continued to press for tariff reductions, and their aggressive commercial practices alienated the British. Thus the combination of agrarian conservatism and *Weltpolitik* was to lead to the diplomatic isolation of Germany and to make the two-front war, which the generals welcomed, almost inevitable. "Encirclement" was the result not merely of diplomatic incompetence and lack of tact; it was the necessary outcome of economic and social forces in imperial Germany<sup>127</sup>. »

Le *New Course* échoue donc selon Kitchen à cause de la conjoncture économique précaire de l'Allemagne wilhelmienne.

Une autre tentative sérieuse pour éliminer les problèmes sociaux est incarnée par la *Sammlungspolitik* de Miquel<sup>128</sup> en 1897. Elle se veut une nouvelle alliance entre les industriels et

---

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 154-155

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 160

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 154-156

<sup>128</sup> Johannes von Miquel (1829-1901), ministre prussien des Finances de 1890 à 1901.

les agrariens contre la gauche, cimentée par la politique navale de l'amiral Tirpitz avec les lois navales de 1900, 1906, 1908 et 1912 fébrilement appuyées par les industriels Krupp<sup>129</sup> et Kirdorf<sup>130</sup>: « They were designed to secure Germany's imperialist aims, to provide an object for chauvinist enthusiasm which would silence discontent at home and to give industry the opportunity to make even greater profits<sup>131</sup>. » Ainsi les agrariens retrouvent des tarifs protecteurs et les industriels ont un programme intensif d'armement en plus d'une politique étrangère agressive. Toutefois, comme nous le verrons plus amplement dans la prochaine section consacrée aux années 1897 à 1914, cette alliance est aussi impuissante à surmonter les divergences croissantes entre la bourgeoisie et les propriétaires terriens aristocrates. Plusieurs industriels et banquiers trouveraient trop élevé le prix à payer pour s'allier avec la droite. Ce deuxième échec mènerait à la polarisation et la radicalisation de 1914<sup>132</sup>. En définitive, ni l'idée d'un coup d'État, ni les lois anti-socialistes, ni les tentatives de réformes sociales ne parviennent à combler le gouffre entre la société et le gouvernement, selon Kitchen.

En ce qui concerne les rapports entre les institutions militaires et le pouvoir politique, les premières tentatives de dissociation apparaissent dès la fin des années quatre-vingts. En 1890, le chef de l'état-major général Waldersee s'est déjà attiré la défaveur de Guillaume II en critiquant ses qualités de tacticien<sup>133</sup>. Sa position politique s'en trouve gravement affectée. Selon Kitchen, Waldersee n'a pas su bien interpréter les réalités politiques de son époque. Il n'aurait pas réalisé

---

<sup>129</sup> Friedrich Alfred Krupp (1854-1902), héritier de l'empire familial des produits métallurgiques. La compagnie se spécialise vite dans l'armement au cours de la décennie 1880 et constitue rapidement l'une des plus grandes compagnies industrielles du monde.

<sup>130</sup> Emil Kirdorf (1847-1938), fondateur de la firme *Gelsenkirchener Bergwerks* qui se spécialise dans l'exploitation du charbon. Il est également le directeur d'un syndicat du charbon très important dans la Ruhr. En 1907, Emil Kirdorf crée un fonds financé par plusieurs magnats industriels pour combattre le programme de libre-échange allemand.

<sup>131</sup> Martin Kitchen, *A Military History of Germany: From the eighteenth century to the Present Day*, Bloomington, Indiana University Press, 1975, p. 170.

<sup>132</sup> *Ibid.*, p. 170-171

<sup>133</sup> *Ibid.*, p. 158

que l'armée doit demeurer discrète et utiliser les politiciens comme « catalyseurs<sup>134</sup> ». Le rôle sociopolitique de l'armée n'en demeurerait pas moins crucial. Cette institution doit préserver l'ordre établi, maintenir l'autorité de l'empereur face aux demandes des démocrates et agir comme « école de la nation » afin d'éduquer les Allemands en vue d'en faire des sujets loyaux de l'État monarchique autoritaire<sup>135</sup>. L'armée serait déterminée à faire la guerre à outrance aux sociaux-démocrates. Elle doit être prête à faire face à une éventuelle révolte de leur part et former les hommes pour qu'ils résistent à la démocratie, le matérialisme et le socialisme<sup>136</sup>.

Ce rôle d'« école de la nation » constitue une bonne alternative à la violence selon Kitchen. La première mesure mise de l'avant par l'armée pour arriver à convertir les recrues est d'établir des liens entre l'armée et l'Église. La religion chrétienne est basée sur la discipline, l'honneur, la conformité et la moralité, tout comme l'armée qui prône la peur de Dieu, la loyauté et l'obéissance au souverain. Ainsi le mentionne le slogan: « Avec Dieu pour l'empereur et la mère patrie. » Selon Kitchen, l'armée constitue le modèle social idéal par son absence de classes. L'agitation n'existe pas dans ses rangs. Chacun est jugé selon sa valeur et ses accomplissements<sup>137</sup>. L'analogie va si loin que l'empereur viendrait à considérer les soldats non chrétiens inutiles et sans valeur<sup>138</sup>. Cependant, malgré la tentative d'unir les deux institutions hiérarchiques par des parades et des sermons patriotiques, la politique échoue selon Kitchen à réaliser son principal objectif qui est de renforcer l'orthodoxie morale et politique chez les soldats<sup>139</sup>.

---

<sup>134</sup> *Ibid.*, p. 159

<sup>135</sup> *Idem*, *The German Officer...*, 1968, p. 28

<sup>136</sup> *Ibid.*, p. 145

<sup>137</sup> *Idem*, *A Military History...*, 1975, p. 166. Nous remarquons ici la référence directe au concept de *méritocratie*.

<sup>138</sup> *Idem*, *The German Officer...*, 1968, p. 168.

<sup>139</sup> *Ibid.*, p. 174

La principale raison de cet échec réside selon Kitchen dans le fait que les officiers ne se mêlent jamais de religion. La règle est que les questions religieuses ne doivent pas être discutées dans les mess. Seuls les aumôniers<sup>140</sup> sont autorisés à traiter de sujets concernant la foi et ils ne peuvent compter que sur un seul sermon hebdomadaire pour éduquer religieusement et politiquement les soldats. De plus, les sujets sont sévèrement limités: « Thus the chaplains concentrated on rousing patriotic sermons, which revealed that God was on the side of Germany and the German army, and that even the humble private soldier played his part in the army of God, fighting for freedom, justice, peace, and the German cause<sup>141</sup>. » En ce qui concerne les visées impérialistes de l'Allemagne: « God was, for the chaplains, a loyal German and His voice spoke forth in favour of a larger army and navy, thundered against the pacifists and the hopeless utopists who dreamed of eternal peace<sup>142</sup>. » Une autre raison qui expliquerait cet échec est le scepticisme face à l'Église protestante et l'indifférence face à la religion, deux idées exprimées par Moltke dans son ouvrage *Trostgedanken* de 1892<sup>143</sup>. Il est certain que le fait que l'officier le plus influent de l'armée se méfie de la religion n'aide pas à combattre le socialisme et l'athéisme<sup>144</sup>.

Après la religion, l'armée tente d'utiliser l'histoire héroïque pour inspirer la loyauté envers le Reich<sup>145</sup>. Cet autre effort s'avéra toutefois inutile. La troisième tentative est, selon Kitchen, un échec tout aussi cuisant. Des périodes de travail agricole d'une heure et demie sont mises en place pour les soldats les samedis après-midi<sup>146</sup>. Le but de cet exercice serait de contrer la tendance vers l'industrialisation et l'urbanisation qui alimenteraient souvent l'adhésion aux

---

<sup>140</sup> Prêtres militaires

<sup>141</sup> Martin Kitchen, *The German Officer...*, 1968, p. 171.

<sup>142</sup> *Ibid.*, p. 172

<sup>143</sup> Idem, *A Military History...*, 1975, p. 166.

<sup>144</sup> Idem, *The German Officer...*, 1968, p. 170.

<sup>145</sup> *Ibid.*, p. 174

<sup>146</sup> *Ibid.*, p. 177



idées socialistes et démocratiques<sup>147</sup>. La plus importante tentative constitue également l'échec le plus spectaculaire selon Kitchen. Les officiers doivent aborder des questions sociales et politiques pendant des périodes d'instruction (*Dienstunterricht*) et convaincre les soldats des avantages de l'ordre existant<sup>148</sup>. Provenant majoritairement de l'aristocratie et de la bourgeoisie, les officiers ignorent totalement la situation économique et sociale de leurs hommes et même les principaux éléments de la Constitution. Les soldats n'ont pas le droit de poser de questions puisque cela les placerait au même niveau que les officiers, ce qui va à l'encontre de la discipline militaire. Certains officiers plus imaginatifs amènent quelques suggestions systématiquement rejetées par l'état-major. Parmi celles-ci, Kitchen mentionne la visite d'usines afin d'examiner les conditions de la classe ouvrière et de discuter directement avec les travailleurs<sup>149</sup>. L'empereur met définitivement fin à cette tentative en interdisant les questions sociales ou politiques durant les périodes d'instruction<sup>150</sup>.

Par conséquent, l'armée perdrait rapidement foi en son rôle d'école de la nation<sup>151</sup>. Dès 1897, elle se savait impuissante à vaincre les sociaux-démocrates dans le contexte de l'époque. Guillaume II aurait manqué à sa tâche sociale qui serait de dissocier les « bons » travailleurs des socialistes par des réformes limitées. « The growth of social democracy seemed inexorable and there appeared to be no satisfactory way of combating it. The army came to the conclusion that the most that could be done was to preserve the army as a bastion of the conservative order so that it was ready to strike against the enemies of the Reich<sup>152</sup>. » Plusieurs plans de contre-révolution avaient déjà été élaborés. Le corps des officiers serait en effet déterminé à combattre

---

<sup>147</sup> Idem, *A Military History...*, 1975, p. 168.

<sup>148</sup> Idem, *The German Officer...*, 1968, p. 178.

<sup>149</sup> *Ibid.*, p. 179

<sup>150</sup> Idem, *A Military History...*, 1975, p. 168.

<sup>151</sup> Idem, *The German Officer...*, 1968, p. 180.

<sup>152</sup> Idem, *A Military History...*, 1975, p. 161.

les ennemis internes du Reich depuis longtemps. C'était nécessaire à ses yeux pour asseoir la position de l'Allemagne dans le monde. La lutte contre les sociaux-démocrates serait d'ailleurs l'un des principaux objectifs du programme de paix de l'armée depuis les années quatre-vingts<sup>153</sup>. Puisque les sociaux-démocrates critiquaient l'armée, la sympathie envers la gauche pouvait être interprétée comme une attaque contre la discipline militaire et, par conséquent, être punie par le ministère d'État<sup>154</sup>. Donc, logiquement, la lutte contre les sociaux-démocrates serait considérée nécessaire à la survie de l'armée: « ... the officer must remain loyal to the Kaiser, even when he no longer wears the glorious uniform of his warlord, for this is the politics of the Officer Corps. The struggle against revolution is not political, for a struggle for our Kaiser and lord is the life-work of all loyal subjects<sup>155</sup>... » Cette chasse aux sociaux-démocrates engendre des frictions avec les institutions civiles en violant directement certaines lois. Par exemple, en 1895, le ministère de la Guerre bavarois interdit à l'armée d'ouvrir le courrier des soldats pour identifier les sympathisants de la social-démocratie<sup>156</sup>. Sans appui légal, l'armée se réfère à la police pour être informée de la participation de soldats à des activités sociales-démocrates. Cette tâche s'avère trop difficile pour la police qui hésite à coopérer. L'armée demande alors la permission de former des patrouilles militaires. Cela constitue un affront aux droits et privilèges de la police qui opposerait son veto à l'idée<sup>157</sup>. Face à l'impasse, les relations deviennent tendues entre les deux institutions.

Les officiers se mettent donc à rédiger des rapports annuels pour commenter les progrès de la social-démocratie dans leurs rangs. Ces rapports sont, selon Kitchen, souvent exagérés puisqu'il s'agit d'un bon moyen pour les rédacteurs de démontrer leur patriotisme et leur loyauté.

---

<sup>153</sup> Idem, *The German Officer...*, 1968, p. 224.

<sup>154</sup> Idem, *A Military History...*, 1975, p. 162.

<sup>155</sup> Idem, *The German Officer...*, 1968, p. 148-149.

<sup>156</sup> *Ibid.*, p. 161

<sup>157</sup> *Ibid.*, p. 155-156

L'effet recherché en tentant de convaincre les autorités militaires que la révolution est imminente serait de forcer la considération de recours encore plus draconiens<sup>158</sup>. Dès 1890, le ministère de la Guerre ordonne la surveillance des organisations socialistes, en suggérant d'utiliser la loi sur l'état de siège de la Prusse en cas de besoin. Cela signifierait la suspension de toutes les libertés civiles et des arrestations sans procès. Le ministère de la Guerre stipule que l'armée peut compter sur le plein appui de l'empereur si le recours aux armes est nécessaire<sup>159</sup>. Légalement, en 1896, l'armée obtient le droit de prendre des mesures contre les soldats ayant assisté à une réunion à caractère politique sans avoir demandé la permission d'un officier au préalable. L'efficacité de telles mesures est toutefois considérablement réduite selon Kitchen à cause de l'absence d'un contrôle adéquat<sup>160</sup>.

En définitive, selon lui, la lutte contre la social-démocratie par ces mesures constitue un autre échec. Les raisons de cette nouvelle débandade seraient d'ordre structurel:

« The root cause of the army's failure to combat Social Democracy effectively was the political structure of the Officer Corps. The officer stood in a direct relationship with the Kaiser, and owed no allegiance to the people as such, nor to its representatives in the Reichstag. His power was based on his position within a hierarchical system; discipline and unconditional obedience were his greatest virtues. Isolated from the majority of his countrymen by the traditions of the officer caste, he was unable to appreciate the real issues that were at stake. Least of all could he understand the motive force behind Social Democracy, which stood for all that was most foreign to him: equality, reason, the abolition of privilege and class. The officer's opposition to socialism was understandable, but it was also blind and uninformed. The attempt to destroy Social Democracy within the army was therefore doomed to failure<sup>161</sup>... »

---

<sup>158</sup> Idem, *A Military History...*, 1975, p. 163.

<sup>159</sup> *Ibid.*, p. 164

<sup>160</sup> Idem, *The German Officer...*, 1968, p. 159.

<sup>161</sup> *Ibid.*, p. 181

Les campagnes anti-socialistes auraient soulevé des critiques au sein même de l'armée. L'idée galvaudée que le pays serait sur le point de sombrer dans la révolution aurait entraîné une attitude sceptique des soldats face aux autorités militaires<sup>162</sup>.

Toutefois, toujours selon Kitchen, l'armée est efficace pour trouver des coupables. Elle blâme le Reichstag qui tolère des sociaux-démocrates dans des positions d'autorité, elle accuse l'école de ne pas donner une éducation patriotique adéquate aux élèves en plus de pointer du doigt la luxure et la cupidité des employeurs qui déstabilisent la société<sup>163</sup>. L'armée aimerait intervenir directement au niveau social mais la décision ultime revient à Guillaume II<sup>164</sup>. Même s'ils font régulièrement des remarques musclées, plusieurs officiers savent que l'armée ne recevra jamais l'accord de l'empereur pour attaquer les « hordes » socialistes<sup>165</sup>. De plus, l'armée se trouve dans un dilemme. Même si quelques officiers haut placés en donnent l'ordre, les soldats demeurent hésitants à faire feu lors d'une grève, car cela diminuerait considérablement la réputation des institutions militaires auprès de la population et renforcerait la conscience de classe des travailleurs<sup>166</sup>. Des incidents se produisent chaque année, mais la force n'est utilisée que très rarement. Pendant la grève des mineurs de Mansfeld en 1909 et la grève des mineurs de la Ruhr en 1912<sup>167</sup>, quatre ouvriers trouvent la mort. L'affaire de Saverne<sup>168</sup> en 1913, qui oppose des soldats à des civils au niveau local et dans les hautes sphères du gouvernement<sup>169</sup>, est

---

<sup>162</sup> *Ibid.*, p. 167

<sup>163</sup> *Ibid.*, p. 181

<sup>164</sup> *Ibid.*, p. 161

<sup>165</sup> *Idem*, *A Military History...*, 1975, p. 166.

<sup>166</sup> *Idem*, *The German Officer...*, 1968, p. 163.

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 163

<sup>168</sup> En novembre 1913, un lieutenant prussien d'origine noble traite les soldats alsaciens de voyous et promet 10 marks à celui qui en poignardera un lors d'une séance d'instruction des jeunes recrues. L'affaire prend des proportions internationales. Une crise se déclenche en Alsace et en Allemagne pour remonter, en quelques jours, jusqu'aux plus hauts sommets de l'État. Des soldats prussiens auraient frappé des badauds à coups de crosse et blessé d'un coup de sabre un handicapé.

<sup>169</sup> Martin Kitchen, *The German Officer...*, 1968, p. 226.

largement commentée par Kitchen. L'historien lui consacre un chapitre entier<sup>170</sup>. Les travailleurs sont disciplinés et même si l'armée est alertée à la moindre petite rumeur de grève, il y aurait généralement plus de peur que de mal. Par exemple, le 19 janvier 1906, le jour qui est surnommé le « dimanche rouge », l'armée reçoit des ordres inquiétants pour disperser les manifestants qui appuient une réforme de la loi électorale prussienne: « If barricades are built they are to be bombarded with grenades before they are stormed by the infantry<sup>171</sup>. » Mais, les militaires finissent tout de même par éviter l'affrontement. Le désir de l'armée d'intervenir atteindrait son paroxysme après la révolution russe de 1905 lorsqu'elle suggère la formation d'unités spéciales pour casser les grèves<sup>172</sup>. Selon Kitchen, malgré cette tentative, l'armée ne finit jamais par posséder un programme effectif unique pour briser les grèves et les officiers sont toujours laissés à eux-mêmes<sup>173</sup>. C'est qu'en 1907, l'armée laisse subitement de côté ses projets sociaux pour consacrer la plupart de son temps à la planification stratégique en vue d'un conflit extérieur. L'état-major entreprend tout de même une étude des tactiques des révoltes libérales de 1848, de la commune de Paris et de la révolution russe, ce qui donne naissance le 30 avril 1907 à l'ouvrage *Fighting in Insurgent Towns* du général de la septième armée Freiherr von Bissing<sup>174</sup> et dont les consignes sont jugées inconstitutionnelles en 1910<sup>175</sup>. Ce sont les quelques actions de l'armée inutilement brutales pour briser les grèves qui pousseraient les sociaux-démocrates à demander plus de réformes au sein des institutions militaires<sup>176</sup>.

---

<sup>170</sup> Idem, *A Military History...*, 1975, p. 165.

<sup>171</sup> Idem, *The German Officer...*, 1968, p. 164.

<sup>172</sup> Idem, *A Military History...*, 1975, p. 164.

<sup>173</sup> Idem, *The German Officer...*, 1968, p. 164.

<sup>174</sup> Moritz Ferdinand Freiherr von Bissing (1844-1917)

<sup>175</sup> Martin Kitchen, *A Military...*, 1975, p. 164.

<sup>176</sup> Idem, *The German Officer...*, 1968, p. 224.

Pour conclure, il est évident, selon Martin Kitchen, que toutes les tentatives de l'armée pour faire valoir son rôle social pendant la période wilhelmienne s'avèrent futiles. Pis encore, elles nuiraient à son bon développement:

« First they developed elaborated plans for the suppression of a socialist revolt, which they were convinced was imminent. Secondly they instituted a programme of political re-education for soldiers, in the hope that the army could become the "school of the nation", to teach those who might be tempted by democratic ideas to be true and loyal subjects of the Kaiser and Reich. This attempt was ill conceived and badly executed, and only helped to increase the army's sense of frustration, and gave an additional impetus to the ideas of those who thought that only war could give Germany a sense of united purpose. The constant iteration of the theme that revolution was only just around the corner blinded the army's eyes to the fact that the majority of the Social Democrats had no intention at all of overthrowing the existing state by force. [...] Conversely the army's actions as a strike-breaker, which were sometimes unnecessarily brutal, made the Social Democrats all the more determined to press for reforms in the army. The ever-widening gulf between the ideology of the Officer Corps and the political realities of Wilhelmine Germany helped to strengthen its sense of caste, its determination to preserve its privileged position, and its direct allegiance to the Kaiser as Supreme Warlord<sup>177</sup>. »

Séparé du reste de la société par son exclusivité sociale, son code de l'honneur élaboré, qui est souvent en contradiction directe avec les lois existantes, et son refus catégorique de faire des concessions dans un monde en mutation, le corps des officiers aurait maintenu une position d'extrême conservatisme<sup>178</sup>.

Pour entretenir une politique impériale à l'extérieur et une politique répressive à l'intérieur, l'armée doit être commandée par des officiers non contaminés par des idées libérales et démocratiques. Par contre, avec la croissance projetée de ses effectifs, l'armée a besoin de beaucoup plus d'officiers qui proviennent de la grande bourgeoisie et de la classe moyenne. La proportion d'officiers d'origine aristocratique diminue d'année en année pour atteindre 30 % en 1913. Ce sont les avancées technologiques dans la façon de conduire la guerre qui seraient

---

<sup>177</sup> *Ibid.*, p. 224-225.

<sup>178</sup> *Ibid.*, p. 225

responsables de l'embauche de plusieurs membres qualifiés de la classe moyenne<sup>179</sup>. Deux types de régiments sont conçus: ceux dits « traditionnels » basés sur le caractère et formés d'aristocrates, et ceux dits « techniques » basés sur l'intellect et formés de bourgeois<sup>180</sup>. La question de la proportion grandissante de la bourgeoisie dans le corps des officiers doit être interprétée selon Kitchen comme une tentative efficace d'assimiler ce groupe social à l'élite réactionnaire aristocratique: « The bourgeois officers did not introduce liberal and alien ideas into the Officer Corps, as the opponents of an increased bourgeois intake feared, but rather they were rapidly assimilated, and all too often copied the worst characteristics of their aristocratic comrades<sup>181</sup>. » Pour arriver à ses fins, le corps des officiers ne doit recruter que les bourgeois prêts à accepter l'idéologie des *Junkers*<sup>182</sup> et la notion qu'il doit demeurer une clique exclusive, se régénérant elle-même, détachée des réalités politiques et sociales de l'Allemagne wilhelmienne ainsi que des nouvelles tendances<sup>183</sup>. Le gouffre entre l'idéologie du corps des officiers et les réalités politiques de l'Allemagne a, selon Kitchen, renforcé son sens de caste, sa détermination à préserver sa position privilégiée et son allégeance directe à l'empereur<sup>184</sup>. Ce désir de revenir en arrière aurait également accentué l'antagonisme entre l'armée et les populations civiles<sup>185</sup>. Ainsi, plus il s'avèrerait difficile de maintenir le statut du corps des officiers, plus grande deviendrait sa critique des civils<sup>186</sup>. La distinction entre l'armée et la population serait frappante dans leurs statuts légaux respectifs. Les tribunaux militaires donnent des peines légères aux soldats accusés d'offenses civiles. Par exemple, lors d'une rixe dans un restaurant entre des soldats et des civils, les premiers sont acquittés. Dans une affaire relatée par

---

<sup>179</sup> Idem, *A Military History...*, 1975, p. 181.

<sup>180</sup> *Ibid.*, p. 183

<sup>181</sup> *Ibid.*, p. 182-183

<sup>182</sup> Grands propriétaires terriens

<sup>183</sup> Martin Kitchen, *A Military History...*, 1975, p. 183.

<sup>184</sup> Idem, *The German Officer...*, 1968, p. 224-225.

<sup>185</sup> *Ibid.*, p. 29

<sup>186</sup> *Ibid.*, p. 226

Kitchen, un lieutenant-général, à qui la cour ordonne de payer une amende de 20 marks pour la morsure infligée par son chien à un jeune garçon, refuse de coopérer et demande d'être jugé par ses semblables dans une cour militaire. Finalement, une loi de 1914 stipule que, lors de l'arrestation d'une prostituée qui est en compagnie d'un officier en uniforme, les policiers doivent traiter cet officier pris dans une position regrettable avec tout le respect qu'impose son rang et que des considérations spéciales doivent être prises pour l'intérêt de sa profession<sup>187</sup>. Malgré la radicalisation de la position de l'armée vis-à-vis la société civile, un problème persiste: les sociaux-démocrates sont souvent parmi les mieux éduqués, les plus intelligents et les recrues les plus efficaces<sup>188</sup>. Ce fait indique, selon Kitchen, que l'armée échoue à combattre les forces du changement social<sup>189</sup>.

« The stubborn resistance of the Officer Corps of Wilhelmine Germany to any liberalization of the army, although this was vital, in the interests not only of political harmony but also of military efficiency, was a significant factor determining Germany's inability to achieve a political equilibrium that might have given the nation reserves of strength to withstand defeat and depression. The Officer Corps was to pay dearly for its stubborn refusal to move with the times<sup>190</sup>. »

L'armée ne réussirait donc pas à résoudre le problème de l'Allemagne dans l'Europe, de la Prusse en Allemagne et de l'aristocratie en Prusse. Une guerre prochaine apparaîtrait nécessaire pour assurer la place de l'Allemagne dans le monde et pour prévenir des changements sociaux à l'intérieur de ses frontières<sup>191</sup>.

Mais l'institution militaire n'est pas la seule responsable de son enlisement, selon Kitchen. Les successeurs de Bismarck sont incapables ou ne désirent parfois tout simplement pas défier la détermination de l'armée à conduire ses propres affaires sans la consultation du pouvoir

<sup>187</sup> Idem, *A Military History...*, 1975, p. 359.

<sup>188</sup> *Ibid.*, p. 163

<sup>189</sup> *Ibid.*, p. 188

<sup>190</sup> Idem, *The German Officer...*, 1968, p. 227.

<sup>191</sup> Idem, *A Military History...*, 1975, p. 358-359.



civil. Ce manque de contrôle ferme par les politiciens alimente, selon Kitchen, la tendance de l'armée de laisser tomber les considérations politiques dans sa planification militaire<sup>192</sup>. La double fonction de Guillaume II comme roi de Prusse et empereur allemand place Helmuth von Moltke<sup>193</sup> dans une position ambiguë d'un côté et extrêmement influente de l'autre. Plus le prestige de l'armée grandit, plus son indépendance décisionnelle se développe. Les attaques répétées des sociaux-démocrates seraient une autre cause de cet isolement. Les sociaux-démocrates, malgré plusieurs divisions au sein de leur parti, s'entendraient sur la nécessité de réformer l'armée pour briser son noyau aristocratique et ainsi minimiser son influence politique et sociale. L'armée représente le pilier de la société qu'ils rejettent. Rosa Luxemburg<sup>194</sup> dit à cet effet: « ... giving up the struggle against the military system is virtually the same as giving up the struggle against the present order of society<sup>195</sup>. » Les sociaux-démocrates perçoivent le militarisme comme le résultat inévitable de la société capitaliste. Karl Liebknecht<sup>196</sup> affirme même que la meilleure façon de combattre le militarisme est d'abolir sa cause en abolissant le système capitaliste<sup>197</sup>. La principale demande des sociaux-démocrates est rien de moins que l'abolition de l'armée actuelle et son remplacement par une armée du peuple (*Volksheer*). Cette armée du peuple ne pourrait plus être utilisée contre le peuple ni appuyer le régime à la pointe du fusil<sup>198</sup>.

---

<sup>192</sup> Idem, *The German Officer...*, 1968, p. 29.

<sup>193</sup> Il s'agit ici du neveu de Helmuth Karl von Moltke, Helmuth von Moltke (1848-1916), chef de l'état-major général lors de l'entrée en guerre de l'Allemagne en 1914.

<sup>194</sup> Rosa Luxemburg (1870-1919), fondatrice du parti social-démocrate du royaume de Pologne. En 1897, elle émigre en Allemagne et détient rapidement des fonctions de premier plan au sein de l'aile radicale de la social-démocratie. Pendant la Première Guerre mondiale, elle fonde avec Karl Liebknecht la Ligue spartakiste. En raison de son activisme pacifiste, elle se retrouve presque sans discontinuité en prison. Après la révolution de novembre 1918, elle adhère au parti communiste. Elle et Karl Liebknecht sont assassinés par les corps francs en 1919.

<sup>195</sup> Martin Kitchen, *The German Officer...*, 1968, p. 143.

<sup>196</sup> Karl Liebknecht (1871-1919) est le fils du fondateur du parti social-démocrate allemand, Wilhelm Liebknecht, qui se range à l'extrême gauche du parti au tout début du XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>197</sup> Martin Kitchen, *The German Officer...*, 1968, p. 143.

<sup>198</sup> *Ibid.*, p. 144

Le nombre inquiétant de cas de mauvais traitements infligés aux soldats par des officiers constituerait la principale ligne d'attaque des sociaux-démocrates contre les institutions militaires. La comparaison avec d'autres pays est frappante selon Kitchen. La revue *Militär Wochenblatt* fournit des statistiques recensant une moyenne annuelle de 216 cas de mauvais traitements en Prusse entre 1876 et 1895 comparativement à 12 pour le Royaume-Uni. Parallèlement, il y a à cette époque approximativement 14 fois plus de suicides chez les militaires que chez les civils en Allemagne<sup>199</sup>. Ce fait s'explique, selon Kitchen, par la légèreté des sentences imposées aux officiers coupables d'actes répréhensibles envers les soldats. Par exemple, un officier condamné pour 229 cas aurait reçu à peine deux mois de prison. Un autre, qui a torturé à mort une recrue, aurait écopé de un an. Selon Kitchen, le nombre de cas est sûrement encore plus important mais, à cause des difficultés liées à la procédure pour porter plainte contre les officiers, plusieurs cas ne sont jamais rapportés<sup>200</sup>. Même si le ministère de la Guerre réussit à taire les cas de mauvais traitements, la récupération de ce thème par les sociaux-démocrates ferait du tort à l'armée<sup>201</sup>:

« People who were hostile to the army often used the question of ill-treatment of soldiers as an excuse for agitation. It is well known that ill-treatment occurred. Temperament, attitude of mind and authority over subordinates lead all too easily to it... but it must also be stressed that the stubbornness or cussedness of a subordinate can drive a N.C.O. to the limits of his patience, and N.C.O.s were not little weaklings who were prepared to accept this sort of thing<sup>202</sup>. »

En d'autres termes, le suicide des soldats est causé, selon les officiers, par une fausse conception de l'honneur ou la peur du déshonneur<sup>203</sup>.

---

<sup>199</sup> *Ibid.*, p. 182-183

<sup>200</sup> *Ibid.*, p. 184

<sup>201</sup> *Ibid.*, p. 186

<sup>202</sup> *Ibid.*, p. 182

<sup>203</sup> *Ibidem.*

L'armée pourrait tout de même compter sur l'appui de la majorité de la bourgeoisie, consciente du système de promotion sociale que les institutions militaires entretiennent à leur avantage, pour prendre sa défense. L'armée ouvrirait la porte à une carrière civile réussie. L'officier de réserve, conscient de son rang et en admiration inconditionnelle devant l'armée régulière, est anxieux de montrer sa dévotion et de prouver ses qualités militaires<sup>204</sup>. Il n'y a pas que les dirigeants politiques comme Bülow<sup>205</sup>, Michaelis<sup>206</sup> et Scholtz qui s'appuieraient sur leur rang militaire, certains intellectuels feraient de même. Ainsi, un éminent professeur préférerait voir passer son grade de lieutenant à celui de capitaine de réserve plutôt que de recevoir la plus haute distinction civile. Kitchen cite le cas de Max Weber<sup>207</sup> qui, après avoir été nommé officier de réserve, oublie son aversion pour l'armée et vanterait les valeurs militaires<sup>208</sup>. Pour les mieux nantis financièrement, il serait plus facile d'intégrer le corps diplomatique après un séjour dans l'armée. Certains grands bourgeois utiliseraient la carrière militaire dans ce seul but<sup>209</sup>. Finalement, quelques aspects de l'armée seraient aussi populaires dans la société. Une garnison générerait environ 900 000 marks de retombées annuelles pour un village. Des femmes seraient également prêtes à payer jusqu'à six marks, selon le grade, pour sortir avec un militaire le dimanche<sup>210</sup>.

Toutefois, selon Kitchen, ces quelques exceptions illustrant l'enracinement des valeurs militaires dans la société demeurent impuissantes à renverser le climat général de tension entre l'armée et la population. Bien qu'à l'approche de la guerre les sociaux-démocrates votent pour

---

<sup>204</sup> *Ibid.*, p. 123

<sup>205</sup> Bernhard von Bülow (1849-1929), chancelier de l'empire allemand de 1900 à 1909

<sup>206</sup> Georg Michaelis (1857-1936), premier ministre de la Prusse et chancelier en 1917

<sup>207</sup> Max Weber (1864-1920), sociologue et économiste allemand considéré comme l'un des pères de la sociologie moderne. Il fonde la sociologie compréhensive, une approche qui fait du sens subjectif des conduites des acteurs le fondement de l'action sociale.

<sup>208</sup> Martin Kitchen, *The German Officer...*, 1968, p. 121.

<sup>209</sup> *Ibid.*, p. 128

<sup>210</sup> *Ibid.*, p. 120

l'accroissement des effectifs, ce succès apparent des institutions militaires à convaincre leurs adversaires les plus féroces aurait pour source un changement radical de philosophie remontant aux dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle. À cette époque, l'armée abandonnerait son obstination à infiltrer l'arène politique en lançant une vaste campagne de propagande pour son accroissement en vue d'une guerre considérée inévitable<sup>211</sup>.

Nous proposons maintenant de poursuivre notre analyse des thèses de Martin Kitchen dans la période entre 1897 et 1914 pour comprendre comment l'armée réussit à conserver son influence sur le pouvoir politique et les valeurs sociales, tout en concentrant ses efforts sur la planification stratégique d'un conflit européen.

## **2.4 LES INSTITUTIONS MILITAIRES, LE POUVOIR POLITIQUE ET LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE ENTRE 1897 ET 1914**

L'objectif de cette section est d'analyser la thèse de Martin Kitchen concernant les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société en Allemagne entre 1897 et 1914. Vers 1897, l'armée n'intervient plus directement selon l'historien dans le cours de la politique intérieure du pays, préférant laisser des organisations paramilitaires défendre ses intérêts politiques et sociaux pendant que l'état-major général se concentre exclusivement sur des détails techniques de planification militaire<sup>212</sup>.

Une grande partie du succès de l'armée à mener ses affaires sans se soucier de l'ingérence des dirigeants politiques serait attribuable au rôle essentiel qu'on lui a attribué à tort dans le processus de fondation du Reich. L'entrain et la prospérité du début des années soixante-dix auraient aidé à détourner l'attention des questions sociales et à gonfler les effets de la dépression de 1873 à 1896. Dans le nouveau contexte d'industrialisation rapide et de suffrage

<sup>211</sup> Idem, *A Military History...*, 1975, p. 187-188.

<sup>212</sup> Idem, *The German Officer...*, 1968, p. 224.

universel, l'aristocratie, le corps des officiers et la bureaucratie ne pouvaient préserver leur domination qu'en créant encore davantage de divisions et tensions dans une société qui devient de plus en plus difficiles à contrôler<sup>213</sup>. Les politiciens du *New Course* ayant échoué à éradiquer les germes sociaux-démocrates par l'adoption de nouvelles lois anti-socialistes, et l'armée ayant failli dans son rôle social, le retour à la *Sammlungspolitik* apparaîtrait comme la seule alternative viable. Cette nouvelle alliance des partis de la bourgeoisie, des *Junkers* et des industriels supportée par les petits entrepreneurs et les artisans serait au mieux un mariage de raison des partis de l'ordre<sup>214</sup>. L'enthousiasme impérialiste, exacerbé par un sentiment nationaliste anti-britannique, est l'ingrédient important de cette stratégie selon Kitchen. L'impérialisme représenterait une tentative de préserver le *statu quo* dans un temps de changements sociaux et économiques rapides. « As the need for fundamental change in the structure of German society became more and more acute, so the attempts to divert this political energy outside the Reich in the pursuit of imperialist goals became all the more frantic<sup>215</sup>. » L'outil par excellence de ce nationalisme anti-britannique – et par la même occasion de l'impérialisme social – serait le plan Tirpitz. L'amiral Tirpitz est persuadé que la flotte doit être utilisée pour accomplir une grande tâche nationale qui va amener la prospérité économique et agir comme palliatif puissant contre les sociaux-démocrates. L'effet serait de placer l'ordre social en quarantaine. Le plan Tirpitz va plus loin qu'une simple préservation du *statu quo*, c'est aussi selon Kitchen une réaction politique. Ce serait un *Naval Bill*<sup>216</sup> permanent qui n'a plus besoin de l'approbation du Reichstag<sup>217</sup>.

---

<sup>213</sup> Idem, *The Silent Dictatorship...*, 1976, p. 10.

<sup>214</sup> *Ibid.*, p. 15

<sup>215</sup> *Ibid.*, p. 14

<sup>216</sup> Le *Naval Bill* est une loi votée par le Reichstag pour augmenter les budgets en vue du développement de la marine de guerre. Ce privilège avait déjà été refusé à quelques reprises dans les années précédentes.

<sup>217</sup> Idem, *The Silent Dictatorship...*, 1976, p. 15.

Le programme naval avait toutefois besoin d'un appui de masse qui est fourni par la Ligue Navale (*Flottenverein*), un des groupes les mieux organisés de la période. Ce n'est évidemment pas le seul. Ces groupes d'intérêt sont, selon Kitchen, une alternative pour contrer le Reichstag et renforcer le caractère bonapartiste du régime. Les groupes organisés à grande échelle fournissent selon Kitchen une sorte de pseudo-démocratisation anti-parlementariste qui semble offrir une occasion de contrebalancer la démocratie bourgeoise. Le plus significatif de ces groupes politiques serait la « ligue des fermiers » (*Bund der Landwirte*)<sup>218</sup>. Les autres groupes d'intérêt politiques importants sont la « ligue impériale contre la social-démocratie », « l'association des industriels allemands », la « ligue de l'armée » (*Wehrverein*) et la « ligue pour la guerre » (*Kriegerverein*). L'armée prendrait conscience du poids politique de ces groupes et les laisserait œuvrer seuls pour la défense de ses intérêts. Par le fait même, l'institution s'orienterait vers la dictature militaire<sup>219</sup>. Le tout est couronné de succès selon Kitchen, surtout en ce qui concerne la *Wehrverein* fondée sous le modèle de son homologue naval en 1912 par le général Keim<sup>220</sup>. L'objectif premier de cette organisation serait l'augmentation des effectifs de l'armée de terre.

« The Pan-Germans, who had constantly demanded a preventive war, against France in 1905, against France and England in 1911, and against the Triple Entente in 1912, had also for a long time demanded a larger army, and an all-out attack on pacifists and other unpatriotic elements. Furthermore, the Pan-Germans believed the next war would be decided on land, and were worried that the navy was getting too large at the expense of the army<sup>221</sup>. »

À cet effet, et malgré les mésententes, le ministère de la Guerre verrait la *Wehrverein* comme un allié au grand potentiel<sup>222</sup>. L'armée augmente effectivement ses effectifs en temps de

<sup>218</sup> *Ibid.*, p. 16

<sup>219</sup> Idem, *A Military History...*, 1975, p. 188.

<sup>220</sup> Idem, *The German Officer...*, 1968, p. 135. August Keim (1845-1926), gouverneur militaire du Limbourg.

<sup>221</sup> *Ibid.*, p. 136-137

<sup>222</sup> *Ibid.*, p. 138

paix en 1899 de 589 000 à 612 000 soldats<sup>223</sup>. Moltke continue à demander plus d'hommes en 1911. Guillaume II et le ministère de la Guerre sont en désaccord, car cela signifierait la ruine de la « vieille armée ». La *Wehrverein* réussirait à mobiliser l'opinion publique. En février, le Reichstag approuve l'ajout de 10 000 hommes et 104 millions de marks de budget. En mai 1912, il permet d'augmenter le nombre de soldats de 29 000 hommes. En 1913, ce sont 4 000 officiers, 14 850 officiers de réserve et 117 000 soldats qui sont ajoutés. En 1914, au total 800 000 hommes de plus sont autorisés à rejoindre les rangs. L'état-major, alors isolé dans sa planification tactique, serait plus concerné par la guerre contre la France que par des dissensions internes<sup>224</sup>. Le conflit sur la question des effectifs militaires entre l'état-major général, appuyé par la *Wehrverein*, et le ministère de la Guerre continuerait jusqu'à la déclaration de guerre<sup>225</sup>.

Pour être complètes, des organisations comme la *Kriegerverein* et la *Wehrverein* seraient forcées de réagir au succès des groupes de jeunes mis sur pied par les sociaux-démocrates<sup>226</sup>. En 1911, le général Goltz<sup>227</sup> crée la *Jungdeutschlandbund*, une organisation semi-militaire et nationaliste qui doit protéger les jeunes des sociaux-démocrates. Il s'agit en fait d'un regroupement de toutes les petites organisations paramilitaires de jeunes: les *Pfadfinder*, la *Jugendwehr*, l'*Akademische Sportbund*, la *Deutsche Tinnerschaft*, la *Flottenverein*, la *Alt-Wandervogel*, la *Deutsche Stenographen-Bund*, les *Gabelsberger* et les *Katholischen Jünglandsvereinigungen Deutschlands*. Le poids de ces groupes est imposant. En 1914, la *Jungdeutschlandbund* compte 750 000 membres. Chaque année, ces jeunes participent à des exercices militaires comme des jeux de guerre, des pratiques de camp et des tests d'attention.

<sup>223</sup> Idem, *A Military History...*, 1975, p. 184.

<sup>224</sup> *Ibid.*, p. 185-186

<sup>225</sup> *Ibid.*, p. 187

<sup>226</sup> Idem, *The German Officer...*, 1968, p. 139.

<sup>227</sup> Wilhelm Freiherr von der Goltz (1843-1916), général prussien et auteur militaire

L'objectif de cette organisation serait de combattre l'ennemi de l'intérieur en cas de révoltes pendant un conflit européen<sup>228</sup>.

Du côté social, d'autres organisations paramilitaires s'occupent de défendre les intérêts des anciens soldats. La *Militäranwärter* cherche du travail pour ceux-ci. Elle se plaint du salaire octroyé aux militaires en comparaison des civils effectuant la même tâche et des jeunes qui auraient de meilleurs postes avec plus de responsabilités. De leur côté, les civils accusent les militaires d'ignorance et de stupidité<sup>229</sup>. Ils vont jusqu'à créer la *Kartellverband der Zivilanwärter* en réponse aux militaires. La lutte entre les deux organisations dans les services civils causerait plusieurs incidents:

« In 1897 the *Verband* sued the *Hessische Morgenzeitung* for an article on *Militäranwärter* which included the remark, "lack of education and tact cannot be compensated by 'good will' or by a military bearing and a vast moustache. Ignorant men have a continuously demoralizing effect, at work and socially, and everywhere create an extremely unfavourable impression"<sup>230</sup>. »

Si l'attitude de l'armée est d'abord de se méfier de telles institutions qu'elle ne contrôle pas complètement, elle change avec l'hostilité croissante entre l'armée et les civils. L'armée a besoin d'appuis et serait par conséquent prête à accepter des alliés ayant la même politique générale, même si elle critique certaines de leurs activités. Les efforts conjoints de la *Verband* et du ministère de la Guerre pour assurer de meilleurs emplois pour les anciens soldats causeraient également plusieurs problèmes avec les civils de carrière œuvrant pour l'État<sup>231</sup>. Dans ses actions, la *Verband* lance une campagne contre le travail des femmes qu'elle voit comme la cause directe du manque d'emplois et du mal économique du pays en général<sup>232</sup>. En 1913, l'organisation propose la création d'un bureau d'information pour les officiers afin de leur

<sup>228</sup> Martin Kitchen, *The German Officer...*, 1968, p. 139-141.

<sup>229</sup> *Ibid.*, p. 123

<sup>230</sup> *Ibid.*, p. 124

<sup>231</sup> *Ibid.*, p. 125

<sup>232</sup> *Ibid.*, p. 126



trouver des emplois à la retraite, non seulement au sein de la fonction publique mais aussi dans le secteur industriel. Un officier à la retraite a droit à une pension équivalant à 50 % de sa solde. Elle ne sert qu'à amener le salaire de l'intéressé au même niveau qu'avant<sup>233</sup>.

La position unique de l'armée dans la société est, selon Kitchen, fortement maintenue par plusieurs organisations dont le but avoué est d'augmenter le pouvoir et l'influence des institutions militaires en plus de préserver l'ordre social conservateur. Plus le temps passe et plus les organisations paramilitaires gagnent de l'influence politique. En octobre 1898, le ministre d'État prussien fait tout son possible pour diminuer le pouvoir d'organismes comme la Ligue des vétérans (*Verband deutscher Veteranen*) et la *Kriegerverein*<sup>234</sup>. Cette dernière passe par exemple de 1 220 615 membres en 1898 à 2 097 527 membres en 1903<sup>235</sup>. Le nombre d'adhésions est tel que la *Kriegerverein* réussit à combler le manque de financement gouvernemental pour les projets militaires locaux<sup>236</sup>. Il faut noter qu'avant la guerre, la *Kriegerverein* ne compte plus seulement des anciens militaires dans ses rangs. Les jeunes « bons patriotes » sont aussi admis<sup>237</sup>.

Le succès remarquable des organisations de jeunes et de vétérans paramilitaires, conjugué au fait que l'armée a su faire quelques concessions devant un monde en plein changement, paraîtrait encourageant pour le corps des officiers<sup>238</sup>.

« Thus it was that the army exercised close control over a large and influential section of German society virtually from the cradle to the grave. The boy would join an organisation which came under the *Jungdeutschlandbund*, he would then serve in the regular army for his period of military service, afterwards he was welcomed in the *Kriegerverein*. Such a man was an ideal subject of the Kaiser and a true patriot. Although it was beyond the capacity of even the German army

---

<sup>233</sup> *Ibid.*, p. 127

<sup>234</sup> *Ibid.*, p. 128-130

<sup>235</sup> *Ibid.*, p. 131

<sup>236</sup> *Ibid.*, p. 133

<sup>237</sup> *Ibid.*, p. 134

<sup>238</sup> *Ibid.*, p. 226-227

to achieve by those means a full militarization of public life, its achievements in this field were quite remarkable. Nearly five million Germans were either directly or indirectly connected with the army<sup>239</sup>. »

Malgré ce fait, l'énorme appareil échoue dans son objectif principal, selon Kitchen. Devant la menace d'une guerre, il serait incapable de contenir la montée du mouvement social-démocrate. Même avant le déclenchement des hostilités, le parti social-démocrate émergerait comme le plus fort de tout le Reich<sup>240</sup>. L'appui de la totalité des partis conservateurs recherché par l'armée demeurerait illusoire.

La nouvelle *Sammlungspolitik* a réussi à tenir, selon Kitchen, grâce à l'éternel appel à la glorieuse tradition nationaliste, la crainte de la révolution et les victoires de l'armée<sup>241</sup>. Mais l'incapacité des classes dirigeantes à stopper le cours inévitable du changement économique et social, en plus du fait que leurs méthodes ne font souvent qu'exacerber la situation, entraînerait un sens croissant de frustration<sup>242</sup>. Martin Kitchen utilise la théorie du bonapartisme pour décrire cette *Sammlungspolitik* de Bethmann-Hollweg. Selon Karl Marx, le bonapartisme est une forme de loi bourgeoise dans laquelle la bourgeoisie se sent incapable de maintenir sa position sociale et doit céder le pouvoir politique à une autorité exécutive indépendante<sup>243</sup>. À première vue, il semble que la guerre réussit là où la politique de temps de paix a échoué en fournissant une solution aux problèmes économiques et sociaux du Reich. Elle constituerait un substitut admirable aux souhaits et aspirations de ceux qui pensent en termes de changements sociaux radicaux<sup>244</sup>. L'armée jouerait un rôle important dans la crise de l'été 1914. Les dirigeants

---

<sup>239</sup> *Ibid.*, p. 142.

<sup>240</sup> *Ibidem.*

<sup>241</sup> *Idem*, *The Silent Dictatorship...*, 1976, p. 11.

<sup>242</sup> *Ibid.*, p. 17

<sup>243</sup> *Ibid.*, p. 10

<sup>244</sup> *Ibid.*, p. 17

militaires désiraient une guerre préventive depuis plusieurs décennies. Pour l'état-major général, les événements de Sarajevo doivent être exploités<sup>245</sup>.

« The decision to go to war in 1914 was dictated in part by a desire to overcome these divisions and tensions and in this leap into the unknown to recreate the heady days of 1871 when the nation seemed united in the pride of victory and the promise of even greater days to come. In a false macho antinomy, so typical of Wilhelmine Germany, it was widely felt that there was a simple choice between "world power or extinction". For the military it was obvious that such a serious business could not be affected by the concerns and hesitations of mere civilians. Had not the great Moltke said that when Bellona spoke the civilians should remain silent? Without the backing of the Kaiser the civilian government was virtually powerless to resist this fateful denial of their duties and obligations<sup>246</sup>. »

La victoire assurerait la domination sociale, politique et économique des partis nationaux. Une paix qui ne compenserait pas les sacrifices consentis causerait beaucoup d'amertume et risquerait de provoquer une révolution<sup>247</sup>. Dès le début de la guerre, les civils sont envoyés sur la touche<sup>248</sup>.

L'armée allemande a un seul plan de guerre, car elle tiendrait pour acquis que le prochain conflit serait à l'échelle continentale. Le gouvernement se retrouverait alors sans liberté d'action. Les diplomates voudraient éviter un conflit de grande envergure mais ne pourraient rien faire eux non plus<sup>249</sup>.

« For all its brilliance the Schlieffen plan was a desperate bid for world power, an inflexible and essentially unrealistic strategic concept which had a disastrous effect on German diplomacy and accurately reflected the aggressiveness and instability of Wilhelmine Germany. The army found itself caught in a serious contradiction between the imperatives of its strategic planning and its need for a socially exclusive officer corps. The Schlieffen plan required an enormous increase in the size of the army, but this could be realized only if "unreliable" bourgeois elements were allowed into the Officer Corps and if an increasing number of townsmen were recruited into the ranks. Fearing that the Officer Corps

<sup>245</sup> Idem, A Military History..., 1975, p. 192.

<sup>246</sup> Idem, « Civil-Military Relations... », 1990, p. 62-63.

<sup>247</sup> Idem, The Silent Dictatorship..., 1976, p. 19.

<sup>248</sup> Idem, « Civil-Military Relations... », 1990, p. 40.

<sup>249</sup> Idem, A Military History..., 1975, p. 192.

might become dangerously liberal and the men would be social democrats, and that the army would thus no longer be reliable as an instrument of domestic oppression, the army rejected the general staff's requests for large increases. As a result the army did not have the men it needed if its strategic plan was to have a reasonable chance of success<sup>250</sup>. »

Même si Schlieffen insiste sur la nécessité d'une guerre courte et de l'application de mesures extrêmes contre les grèves et les insurrections révolutionnaires afin d'éviter la défaite de l'Allemagne, quand l'armée se voit confrontée à choisir entre la défaite ou une révolution, elle optera pour la défaite de 1918<sup>251</sup>. Les civils sont pris dans les échéances du plan Schlieffen. Ils voient même leurs droits fondamentaux révoqués pendant la guerre sans que l'empereur prenne de mesures en leur faveur<sup>252</sup>. L'idée que l'uniforme élimine les différences de classe demeure illusoire<sup>253</sup>.

En conclusion, le plan de guerre allemand est, selon Kitchen, une indication que les objectifs stratégiques et opérationnels de l'armée sont hors de proportion comparativement aux ressources économiques et humaines du pays. Cette situation ne pourrait que pousser les classes dirigeantes à vouloir se battre sans relâche jusqu'à ce que l'Allemagne devienne une puissance mondiale incontestable. Elles se retrouveraient donc dans une position paradoxale. Elles poursuivent des objectifs de guerre de plus en plus excessifs, tandis que les faiblesses de l'Allemagne deviennent de plus en plus évidentes<sup>254</sup>. Par conséquent, selon Kitchen, en 1914-1918, le militarisme échoue à assurer l'atteinte des buts de guerre extrêmes qui auraient permis à l'Allemagne de survivre en tant que grande puissance avec une structure sociale archaïque. Il échouerait également à assurer l'ordre social dans le contexte de changements démocratiques<sup>255</sup>.

---

<sup>250</sup> *Ibid.*, p. 359-360

<sup>251</sup> *Ibid.*, p. 171

<sup>252</sup> Idem, « Civil-Military Relations... », 1990, p. 39-40.

<sup>253</sup> Idem, *The Silent Dictatorship...*, 1976, p. 18.

<sup>254</sup> *Ibid.*, p. 18

<sup>255</sup> Idem, *A Military History...*, 1975, p. 361.

## 2.5 MARTIN KITCHEN, UN RAPPEL

Les méthodes d'analyse de Martin Kitchen s'apparentent à celles de l'école critique anglo-saxonne qui propose une lecture sociale à tendance marxisante en prônant l'autonomie du pouvoir politico-militaire face à la société. L'historien perçoit également une tension permanente entre les civils et les militaires.

Martin Kitchen définit le militarisme allemand comme une influence excessive des institutions militaires sur les valeurs économiques, sociales, politiques et culturelles de la société. La pensée militaire dominerait la politique du II<sup>e</sup> Reich. L'armée tenterait de neutraliser de façon agressive et réactionnaire les partisans d'un changement social pour protéger les intérêts de groupes sociaux spécifiques.

En résumé, Martin Kitchen défend sa thèse sur l'omniprésence du militarisme en Allemagne entre 1890 et 1897 avec différents exemples. Dans un contexte socioéconomique opposant les grands propriétaires terriens aux nouvelles idées de libre-échange européen, l'armée se verrait attribuer le rôle de régulateur social. Elle agit comme « école de la nation » en faisant la promotion du vieil ordre hiérarchique social parmi les soldats. Elle n'obtiendrait toutefois jamais la latitude souhaitée pour réprimer les sympathisants sociaux-démocrates et préférerait se concentrer sur la préparation d'un conflit extra-territorial. Ce faisant, la caste des officiers s'isolerait progressivement mais continuerait de jouir d'un grand prestige social, politique et juridique. Kitchen explique ce statut particulier des institutions militaires par le manque de détermination des successeurs de Bismarck à défier l'autonomie de l'armée dans le processus décisionnel des affaires politiques du Reich.

Si l'armée réussit à planifier une guerre sans se soucier de l'ingérence des dirigeants politiques, c'est qu'elle s'appuie sur son prestige résultant des succès militaires qui ont mené à l'unification de l'Allemagne et sur la nouvelle *Sammlungspolitik* du ministre Miquel. Le plan Tirpitz servirait l'impérialisme social en nourrissant un nouveau sentiment nationaliste anti-britannique. Le soutien nécessaire pour convaincre les dirigeants politiques d'augmenter le financement et les effectifs de l'armée serait fourni par les nombreux groupes paramilitaires présents en Allemagne. Afin d'augmenter leur influence sur la société, ces organismes forment des groupes de jeunes et militent pour les droits des anciens soldats. L'armée qui se méfie jusqu'alors de tels groupes de pression, accueillerait maintenant cet appui important à bras ouverts.

Malgré un succès apparent, l'armée échoue selon Kitchen dans son objectif principal qui est de contenir la montée du mouvement social-démocrate, ce qui provoque une croissance de la frustration dans plusieurs couches de la population. L'armée profiterait de la crise de l'été 1914 pour propulser le pays en guerre et ainsi assurer, en cas de victoire, la domination sociale, politique et économique des partis nationaux. Kitchen prétend donc qu'il règne un état de tension permanent entre la société civile et l'armée, et que cette situation s'explique par la prédominance du rôle social de l'armée jusqu'en 1918, et cela, même si l'état-major s'affaire exclusivement à planifier un conflit européen à partir de 1897. C'est précisément le plan Schlieffen qui enlèverait toute liberté d'action aux dirigeants politiques. Les civils écoperaient eux aussi en voyant leurs droits fondamentaux révoqués pendant la guerre.

Finalement, selon Kitchen, le militarisme échoue à deux niveaux. Il ne réussit pas à faire survivre l'Allemagne comme grande puissance industrielle avec une vieille structure sociale et est incapable d'assurer l'ordre social contre les changements démocratiques.

Maintenant que nous connaissons les thèses de Hans-Ulrich Wehler et de Martin Kitchen sur les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société allemande entre 1890 et 1914, nous proposons maintenant d'analyser celles de Gordon A. Craig.

## CHAPITRE III : PERSPECTIVE DIPLOMATIQUE

### 3.1 GORDON A. CRAIG

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, plusieurs historiens états-uniens se penchent sur la question allemande. Il y a d'abord un grand mouvement d'immigration d'intellectuels allemands vers les États-Unis au cours des années trente. Parmi ces derniers figurent un bon nombre d'historiens. Il y a également une nouvelle génération d'historiens établis en Amérique, dont certains ont participé à la guerre, qui s'intéressent au développement du national-socialisme. C'est le cas de Gordon Alexander Craig qui sert dans le corps des Marines comme capitaine, en plus d'être analyste politique pour le Office of Strategic Services. L'historien travaille même après la guerre comme consultant au U.S. Department of State, U.S. Arms Control and Disarmament Agency, U.S. Air Force Academy et à la division historique du corps des Marines<sup>256</sup>.

Un homme disposant d'une aussi bonne connaissance des structures militaires est appelé à se questionner sur le fonctionnement de l'armée allemande. Craig cherche à comprendre la dynamique des relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société en Allemagne. Dans son ouvrage *The Politics of the Prussian Army, 1640-1945*<sup>257</sup> (1956), il développe la thèse selon laquelle l'armée construit sa propre loi tout au long de l'histoire allemande avant 1933, respectant les décisions des autorités politiques seulement lorsqu'elles protègent ses propres intérêts<sup>258</sup>. Nous sommes donc tentés de nous questionner sur les thèses de Gordon A. Craig concernant la période qui nous intéresse particulièrement. Puis, dans un autre

---

<sup>256</sup> Lisa Trei, « Gordon A. Craig, renowned historian of Germany, dead at 91 », Stanford Report, < <http://news-service.stanford.edu/news/2005/november9/craigobit-110905.html> », 2005-11-04.

<sup>257</sup> Gordon A. Craig, *The Politics...*, 1956, 536 p.

<sup>258</sup> John A. Hawgood, « The Politics of the Prussian Army, 1640-1945 by Gordon A. Craig », *Political Science Quarterly*, vol. 71, no. 3 (septembre 1956), p. 443.



temps, nous voulons déterminer si le contexte historiographique dans lequel Gordon A. Craig produit ses thèses influence ses conclusions.

Pour arriver à nos fins, nous proposons de diviser notre chapitre en trois sections. Dans la première, nous déterminerons de quel courant historiographique Craig est tributaire.

Dans un deuxième temps, nous découvrirons la thèse de Craig sur les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société allemande entre 1890 et 1897 et suivrons son analyse.

Finalement, nous poursuivrons notre lecture de la structure argumentative employée par Craig sur la période s'étendant de 1897 à 1914.

Les exemples sélectionnés pour illustrer ses thèses proviennent principalement des ouvrages *The Politics of the Prussian Army 1640-1945*<sup>259</sup> (1956), *Germany, 1866-1946*<sup>260</sup> (1978) et *The Germans*<sup>261</sup> (1982).

### 3.2 GORDON A. CRAIG ET L'HISTORIOGRAPHIE SUR L'ALLEMAGNE

L'objectif de cette section est de mettre en évidence la contribution de l'historien états-unien Gordon A. Craig à l'historiographie allemande et de cerner dans quel courant s'insère son œuvre. Nous verrons que Craig est un représentant avoué de l'histoire diplomatique qu'il défend jusqu'à la toute fin de sa longue et remarquable carrière.

Gordon Alexander Craig naît en Écosse le 13 novembre 1913. Sa famille émigre à Toronto en 1925, puis à Jersey City aux États-Unis. Il obtient un diplôme en histoire de l'université de Princeton et reçoit une bourse pour étudier à Oxford en 1936. Après avoir servi

---

<sup>259</sup> Gordon A. Craig, *The Politics...*, 1956, 536 p

<sup>260</sup> Idem, *Germany, 1866-1946*, New York, Oxford University Press, 1978, 825 p.

<sup>261</sup> Idem, *The Germans*, New York, Putnam, 1982, 350 p.

pendant la Deuxième Guerre mondiale, Craig travaille comme consultant pour différents services des forces armées américaines. Il enseigne à Princeton entre 1950 et 1961, puis à Stanford entre 1961 et 1979. Au cours de sa carrière, il occupe les rôles de vice-président du Comité international des sciences historique de 1975 à 1985 et de président de l'American Historical Association en 1982. Craig coédite deux collections très importantes pour l'histoire diplomatique de l'entre-deux-guerres, soit *The Makers of Modern Strategy* en 1943 et *The Diplomats, 1919-1939* en 1953, en plus d'écrire des critiques de livres sur l'histoire allemande pour le *New York Review of Books*. L'historien devient membre du prestigieux ordre Pour le Mérite pour son œuvre qui compte des ouvrages traitant de différents aspects de l'histoire allemande et suisse comme la bataille de Königgrätz (Sadowa), Zurich au XIX<sup>e</sup> siècle et l'écrivain allemand Theodor Fontane<sup>262</sup>.

En 1935, une visite de l'Allemagne nazie oriente son intérêt vers l'histoire d'un pays « apparemment civilisé et créatif qui devient la source de misère et de destruction inégales<sup>263</sup> ». Craig voit l'histoire allemande contemporaine comme une lutte entre les forces positives, personnifiées par les valeurs humanistes des intellectuels, et négatives, représentées par le nazisme. D'un point de vue plus large, il voit un conflit entre les grands esprits et le pouvoir autoritaire. L'historien critique les thèses qui présentent le nazisme comme le point culminant du caractère national allemand ou un « accident industriel » de l'histoire (*Betriebsunfall*). Craig avance que la voie particulière empruntée par Bismarck pour créer l'Empire allemand en 1871 est la principale tragédie qui a ouvert le chemin à l'autoritarisme

---

<sup>262</sup> James J. Sheehan, « Gordon Craig; US historian wrestling with Germany's past », *The Guardian* < <http://www.guardian.co.uk/obituaries/story/0,3604,1653617,00.html> >, 2005-11-30.  
Lisa Trei, « Gordon A. Craig... », 2005-11-04.

<sup>263</sup> \_\_\_\_\_, « Gordon A. Craig », < [http://en.wikipedia.org/wiki/Gordon\\_A.\\_Craig](http://en.wikipedia.org/wiki/Gordon_A._Craig) >, 2006-11-17.  
James J. Sheehan, « Gordon Craig... », 2005-11-30.

dans la réalité sociale et politique de l'Allemagne. Dans le même sens, il voit l'armée allemande comme un « État dans l'État » qui nuit grandement au développement de la démocratie<sup>264</sup>.

En ce qui concerne la discipline historique, Craig ne considère pas l'histoire comme une science sociale mais plutôt comme une « discipline humaine ». Il conseille à ses homologues de revenir aux vieilles méthodes en cherchant à « connecter » histoire et littérature. Craig est d'ailleurs reconnu pour son style littéraire élégant et une tendance à conserver une distance ironique par rapport à son sujet<sup>265</sup>.

La préférence de Gordon A. Craig pour l'approche politique dans les ouvrages que nous étudions est notée par plusieurs de ses homologues. Jürgen Kocka, de l'école de Bielefeld, écrit sur *The Germans*: « [...] the book is limited when it comes to the history of work and family structures and to the patterns of social inequality, mobility, and economic growth<sup>266</sup> ». Il en va de même pour l'analyse que fait Peter Pulzer de *Germany 1866-1945*<sup>267</sup> (1978):

« *Germany 1866-1945* is political history and history from above. It is the history of Germany's government, of the national political forces, of constitutional, economic and foreign policy. [...] It is possible to object to such an approach on methodological grounds: it leaves out "the people" and therefore ignores valid areas of scholarly interest. It is also possible to object on ideological grounds: to ignore the people is to show an unconscious or deliberate preference for the rulers over the ruled, to reveal an identification with elites at the expense of suffering humanity<sup>268</sup>. »

Craig est parfaitement conscient des révolutions méthodologiques inspirées par le travail de Hans-Ulrich Wehler et les thèses de Fritz Fischer, mais affiche ses propres préférences en ne consacrant qu'une petite note de bas de page sur la controverse de la continuité des objectifs de guerre après 1918 dans son livre *Germany, 1866-1945* (1978). Qui plus est, il le fait au

<sup>264</sup> \_\_\_\_\_, « Gordon A. Craig », 2006-11-17.

<sup>265</sup> *Ibidem*.

<sup>266</sup> Jürgen Kocka, « The Germans by Gordon A. Craig », *The American Historical Review*, vol. 88, no. 5 (décembre 1983), p. 1282.

<sup>267</sup> Gordon A. Craig, *Germany...*, 1978, 825 p.

<sup>268</sup> Peter Pulzer, « Germany, 1866-1945 by Gordon A. Craig », *The English Historical Review*, vol. 95, no. 377 (octobre 1980), p. 863.

détriment de Martin Kitchen, que Craig omet de nommer quand il aborde la structure et les débats internes au sein de la classe ouvrière<sup>269</sup>.

En définitive, Gordon A. Craig ne cherche aucunement à dissimuler ses allégeances historiques. C'est en tant que président de l'American Historical Association qu'il s'adresse à ses membres pour dresser le bilan sur la situation de l'histoire diplomatique en 1982. Il mentionne à cet effet: « [...] the State as an independent actor has disappeared and diplomatic history has been subsumed under social history<sup>270</sup> ». Craig reconnaît que l'histoire diplomatique éprouve de plus en plus de difficultés à attirer l'attention des historiens et que l'une des principales raisons de cette situation est le sentiment généralisé que ses méthodes sont démodées<sup>271</sup>. Il continue toutefois de travailler à l'amélioration du champ de l'histoire diplomatique jusqu'à la toute fin de sa prolifique carrière.

Maintenant que nous connaissons davantage le courant historiographique auquel appartient Gordon A. Craig, nous proposons d'observer plus spécifiquement sa thèse concernant les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société en Allemagne entre 1890 et 1897.

### **3.3 LES INSTITUTIONS MILITAIRES, LE POUVOIR POLITIQUE ET LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE ENTRE 1890 ET 1897**

Cette section présente les thèses de l'historien états-unien Gordon A. Craig sur les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société allemande dans la première partie de notre période d'étude.

---

<sup>269</sup> *Ibid.*, p. 864-868

<sup>270</sup> Gordon A. Craig, « The Historian and the Study of International Relations », < [http://www.historians.org/info/AHA\\_History/gacraig.htm](http://www.historians.org/info/AHA_History/gacraig.htm) >, 2000-06-27.

<sup>271</sup> *Ibidem.*

Bien qu'il s'intéresse particulièrement au rôle de l'armée dans la politique étrangère de l'Allemagne, il reconnaît la primauté du rôle de ses institutions dans la société. Craig mentionne, en guise d'exemple de militarisme, la perméabilité du monde des affaires et de la communauté universitaire aux valeurs militaires. Les industriels mèneraient leur entreprise comme des commandants de forteresse, tandis que les étudiants adoptent les cérémonies ainsi que les vices de la vie de garnison et tenteraient d'imiter le style typique du lieutenant prussien<sup>272</sup>.

Selon Craig, il est possible de voir l'histoire allemande au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles comme une longue lutte dans laquelle les batailles critiques de 1819, 1848, 1866 et 1918 sont suivies de périodes difficiles où les adversaires en présence reprennent des forces et se préparent pour les nouveaux affrontements. Dans ce combat, les opposants des réformes constitutionnelles, du libéralisme et de la démocratie seraient les plus efficaces. Parmi eux, l'armée jouerait un rôle crucial. Elle est à la base des États prussien et allemand. Le développement politique y dépendrait de l'organisation de l'armée, de ses relations avec le pouvoir souverain et de la volonté de ses dirigeants. Craig rappelle que c'est l'armée qui libère la Prusse de la domination française et lui fait gagner sa position de puissance mondiale. Ce serait conséquemment le souhait des soldats qui inspirent sa réorganisation – Scharnhorst<sup>273</sup>, Gneisenau<sup>274</sup>, Grolman<sup>275</sup> et Boyen<sup>276</sup> – de voir la nouvelle armée devenir l'école de la prochaine nation avec l'aide de réformes politiques globales. Toutefois, pendant la période wilhelmienne, l'armée redeviendrait

---

<sup>272</sup> Gordon A. Craig, *The Germans*, 1982, p. 239.

<sup>273</sup> Gerhard von Scharnhorst (1755-1813), général de l'armée prussienne, chef de l'état-major général prussien et ministre de la Guerre de 1808 à 1810 reconnu pour ses réformes de l'armée.

<sup>274</sup> August von Gneisenau (1760-1831), général prussien participant aux guerres napoléoniennes et chef de l'état-major général prussien de 1813 à 1814.

<sup>275</sup> Karl von Grolman (1777-1843), général prussien participant aux guerres napoléoniennes et chef l'état-major général prussien de 1814 à 1819.

<sup>276</sup> Hermann von Boyen (1771-1848), ministre prussien de la guerre de 1810 à 1813 célèbre pour les réformes qu'il apporte à l'armée.

ce qu'elle était sous l'ancien régime: le rempart de l'État monarchique contre tout changement politique<sup>277</sup>.

L'armée demeure selon Craig le pilier central de l'absolutisme dans tout l'Empire. Dans les moments critiques, elle jouerait un rôle décisif contre la souveraineté populaire<sup>278</sup>. L'impuissance du pouvoir politique à contrôler l'armée trouverait son origine dans les révolutions de 1848<sup>279</sup>. Celle-ci réussit alors à demeurer hors de la constitution. Elle est responsable devant le roi seulement. Son isolement serait renforcé par la mécanisation entraînée par le courant de révolution technologique. L'armée deviendrait alors un facteur politique indépendant poursuivant ses propres politiques et formant ses propres alliances avec ses propres moyens d'expansion et un appareil de destruction toujours plus efficace<sup>280</sup>. Elle s'opposerait à toute tentative de la part d'un pouvoir extérieur de contrôler ses activités, alors que le corps des officiers préserverait sa cohérence et sa relation féodale avec la couronne. Mais ce succès est atteint, selon Craig, uniquement en détruisant l'unité organisationnelle de l'institution militaire, ce qui se fera sentir pendant la guerre. L'attitude sociale de l'armée et les activités politiques de ses dirigeants convaincront l'opposition parlementaire de la nécessité de renverser le vieux système militaire pour établir la démocratie en Allemagne<sup>281</sup>.

Les événements de 1848 renforceraient l'idée que le corps des officiers est l'unique rempart contre les soulèvements sociaux. La politique de sélection de ses membres est basée sur l'idée de conserver cette exclusivité<sup>282</sup>. Déjà bien avant l'arrivée au pouvoir de Guillaume II, le

---

<sup>277</sup> Gordon A. Craig, *The Politics...*, 1956, p. 14-15.

<sup>278</sup> Idem, *The Germans*, 1982, p. 238.

<sup>279</sup> Le 18 mai 1848 se réunit à Francfort un parlement national élu au suffrage universel dominé par des bourgeois libéraux. Cette assemblée proclame son intention de réaliser l'unité allemande en passant de la confédération d'États à un État fédéral. Devant l'opposition à leur constitution, les partisans du libéralisme national ont recours à la violence. Leurs révolutions sont écrasées par l'armée prussienne.

<sup>280</sup> Gordon A. Craig, *The Politics...*, 1956, p. 15-16.

<sup>281</sup> *Ibid.*, p. 218-219

<sup>282</sup> *Ibid.*, p. 232

manque d'effectifs se fait sentir. Il est donc nécessaire, malgré les préjugés des officiers, de faire appel aux classes moyennes pour combler les besoins de l'armée. Le pourcentage d'officiers nobles diminue constamment. Si, en 1865, 70 % du corps des officiers est noble, en 1913, 75 % des lieutenants sont bourgeois. Parallèlement, le pourcentage des généraux et des colonels nobles passe de 80 % à 52 %<sup>283</sup>. Dès mars 1890, Guillaume II annonce: « Today the nobility of birth alone cannot, as formerly, claim the privilege of supplying the army with its officers. The nobility of temperament must now do its share...<sup>284</sup> » L'empereur interpelle ainsi les fils de familles bourgeoises honorables où l'amour de la mère patrie et du souverain, ainsi que de la morale chrétienne, sont bien implantés. Ni l'empereur ni l'armée ne voudraient voir la cohérence sociale et politique du corps des officiers minée par l'arrivée d'éléments subversifs. À cet effet, toute participation à des activités politiques pour les officiers est formellement interdite. Ce contrôle ne s'applique pas aux officiers de réserve, mais ils sont tout de même clairement avisés de ce qu'on attend d'eux: « The officer in reserve status must never, while an officer, belong to a party which places itself in opposition to the government of our Emperor or of the *Landesheer*. If he feels conscientiously restricted by this, then he must request his dismissal<sup>285</sup>. » Les membres les plus riches de la classe moyenne accepteraient généralement la philosophie féodale qui règne dans le corps des officiers. Ils sont souvent conservateurs, sinon réactionnaires, face à la menace socialiste, et seraient anxieux d'être acceptés par la vieille noblesse afin d'assurer leur promotion sociale: « ... so you have managed to become a reserve lieutenant – that is the chief thing – that is the thing you must be these days – socially, professionally, in every connexion! The doctorate is the visiting card, but the reserve commission is the open door – that's the essential thing these

---

<sup>283</sup> ibid., p. 235

<sup>284</sup> ibidem.

<sup>285</sup> ibid., p. 236

days<sup>286</sup>! » Les riches bourgeois tentent même de chercher un mari pour leurs filles dans le corps des officiers aristocratique<sup>287</sup>.

Cette politique de sélection a l'avantage d'éviter la critique provenant du Reichstag. Les libéraux auraient l'habitude de dénoncer les restrictions imposées aux soldats ne provenant pas de la noblesse. Les régiments les plus exclusifs sont maintenant intégrés par des jeunes hommes de la classe moyenne qui apprendraient à caricaturer les mauvaises habitudes et les manières de penser de leurs modèles aristocrates<sup>288</sup>.

L'armée se servirait de son influence montante en politique intérieure pour demander une augmentation de ses effectifs en temps de paix. Ces demandes créeraient de graves problèmes économiques pour les successeurs de Bismarck. Les dirigeants militaires en profiteraient également pour donner des conseils catastrophiques à leurs homologues politiques, ce qui établit une atmosphère permanente de crise sociale et rend la réconciliation entre les classes ouvrières et le reste de la société impossible<sup>289</sup>. La tension serait déjà telle entre les hommes politiques et militaires au début du règne de Guillaume II que Craig en vient à identifier le *New Course* comme la genèse de la catastrophe de 1918. Les décisions les plus cruciales sont selon lui prises à cette époque<sup>290</sup>. Cet échec serait attribuable au fait qu'aucun chancelier après Caprivi ne tente sérieusement de régler le problème de l'organisation militaire. L'absolutisme de l'armée est indéniable, selon Craig, lorsqu'on voit des ministres responsables qui ont la confiance du parlement être remplacés par des conseillers militaires de l'empereur. L'armée deviendrait alors un État dans l'État:

---

<sup>286</sup> *Ibid.*, p. 237

<sup>287</sup> *Idem*, *The Germans*, 1982, p. 239.

<sup>288</sup> *Idem*, *The Politics...*, 1956, p. 237.

<sup>289</sup> *Idem*, *The Germans*, 1982, p. 239.

<sup>290</sup> *Idem*, *Germany...*, 1978, p. 230.



« [...] claiming the right to define what was, or was not, in the national interest and to dispense with those who did not agree with the definition. The very violence of the resistance to the principle of publicity in the military justice dispute appeared to confirm this and to show that the army, in effect, claimed immunity to the law that governed the rest of the nation and was resolved to remain, in Hahnke's phrase, an "isolated body"<sup>291</sup>. »

Ce sont précisément les demandes continuelles de nouveaux effectifs qui provoqueraient le plus d'indignation au Reichstag. Même les partis d'habitude favorables à l'armée désapprouveraient ses requêtes<sup>292</sup> et s'inquièteraient de la montée de l'arrogance des organisations militaires envers les institutions politiques et la société<sup>293</sup>. Craig reprend l'exemple de l'affaire de Saverne de 1913 pour illustrer cette arrogance<sup>294</sup>.

Selon lui, à aucune autre époque dans l'histoire de l'Allemagne le besoin d'une coordination aussi minutieuse entre les dirigeants politiques, les représentants diplomatiques et les services armés de la population ne s'est fait sentir. Elle ne se concrétisera jamais, en grande partie à cause des erreurs répétées en politique étrangère commises pendant cette période. Selon Craig, l'armée ne peut pas être tenue pour seule responsable, même si elle joue un grand rôle. Le fait qu'elle agit comme l'unique représentant des intérêts nationaux en politique intérieure et extérieure s'explique, selon lui, par la compréhension de la psychologie du souverain allemand et de l'influence de ses conseillers militaires.

Guillaume II contribue, toujours selon Craig, à l'échec du gouvernement de contrôler les problèmes domestiques et au cours irresponsable de la politique étrangère allemande<sup>295</sup>. L'empereur aurait la fâcheuse habitude de demeurer indécis dans les moments de crise<sup>296</sup>. Il se référerait souvent à ses conseillers militaires pour régler à la fois les problèmes sociaux et

---

<sup>291</sup> Idem, The Politics..., 1956, p. 252.

<sup>292</sup> Ibid., p. 253

<sup>293</sup> Ibid., p. 242-243

<sup>294</sup> Ibid., p. 252

<sup>295</sup> Idem, Germany..., 1978, p. 225.

<sup>296</sup> Idem, The Politics..., 1956, p. 239.

politiques du Reich, ce qui dépasse largement leurs compétences<sup>297</sup>. La préférence du souverain pour la compagnie des soldats s'observe dans l'organisation de ses semaines de travail. Au niveau civil, un seul ministre a droit à une audience hebdomadaire fixe: le ministre de la Guerre. Le cabinet civil dispose des matinées du lundi et du mercredi tandis que le premier homme politique du Reich, le chancelier, peut rencontrer l'empereur les samedis après-midi sur demande seulement. Pendant ce temps, Guillaume II consacre une audience par semaine au chef de l'état-major général et trois matinées au chef du cabinet militaire<sup>298</sup>. La confiance de l'empereur envers ses conseillers de l'armée est, selon Craig, aveugle. Il emploie des attachés militaires dans des missions diplomatiques qui devraient revenir à des ambassadeurs professionnels<sup>299</sup>. En résumé, Guillaume II semble croire que n'importe qui portant l'uniforme représente la quintessence de la sagesse politique. Il serait l'instigateur du culte de l'uniforme<sup>300</sup>.

Pis encore, les confidents de l'empereur seraient principalement des hommes aux grandes ambitions personnelles insatisfaits des restrictions imposées par le système constitutionnel, comme Waldersee et Hahnke<sup>301</sup>. L'entourage du souverain serait persuadé que la dissolution du Reichstag et l'écrasement du socialisme peuvent être accomplis par l'armée. Guillaume II se mettrait donc à envisager des solutions radicales comme un coup d'État militaire pour résoudre les problèmes sociaux et politiques de son pays. Ce faisant, ses conseillers militaires créent un état de tension perpétuel entre le gouvernement impérial et le Reichstag où un renversement du système constitutionnel semblerait toujours imminent<sup>302</sup>.

---

<sup>297</sup> *Ibid.*, p. 241

<sup>298</sup> *Ibid.*, p. 239

<sup>299</sup> *Ibid.*, p. 241

<sup>300</sup> *Idem*, *Germany...*, 1978, p. 228-230.

<sup>301</sup> Wilhelm von Hahnke (1833-1912), général prussien et chef du cabinet militaire entre 1808 et 1918

<sup>302</sup> Gordon A. Craig, *The Politics...*, 1956, p. 241-242.

Des hommes politiques plus réalistes, comme Caprivi, se sentent obligés de faire des concessions au Reichstag pour qu'il accepte l'augmentation des effectifs de l'armée. Il propose le service militaire obligatoire de deux ans au lieu de trois et le droit pour le Reichstag de débattre sur les ajouts d'effectifs de l'armée aux cinq ans plutôt qu'aux sept ans. Guillaume II accepte avec grande difficulté, lui qui ne veut faire aucune concession. Il nuit toutefois tellement au chancelier que ce dernier doit dissoudre l'assemblée et faire des concessions supplémentaires pour arriver à ses fins. Par la suite, les attaques répétées de l'empereur et de ses conseillers sur son programme forcent Caprivi à remettre sa démission en 1894. Il ne sera pas la seule victime de ce lobbying militaire. Waldersee, le cabinet militaire et le *Hauptquartier* forcent aussi la démission d'un ministre de la Guerre, d'un ministre des Affaires étrangères et d'un ministre de l'Intérieur<sup>303</sup>.

En conséquence, le Reichstag, plus particulièrement les partis sociaux-démocrates épaulés par le centre et du *Freisinnige*, attaquent le gouvernement personnel de Guillaume II et la montée alarmante en pouvoir d'agences irresponsables comme l'état-major général<sup>304</sup>. Le Reichstag se rendrait compte que le ministère de la Guerre, le cabinet militaire et l'état-major général sont rapidement devenus des agences indépendantes dont la sphère de compétence est presque impossible à limiter<sup>305</sup>.

Au milieu de 1897, les rumeurs d'un coup d'État abondent et l'effondrement du système constitutionnel semble plus probable que jamais. Selon Craig, si Guillaume II affirme qu'il est possible d'en venir aux armes, c'est que l'empereur préfère se fier à l'armée et utiliser les menaces plutôt que de chercher un accommodement avec le parlement. Finalement, en décembre

---

<sup>303</sup> *Ibid.*, p. 243-246

<sup>304</sup> *Ibid.*, p. 249-250

<sup>305</sup> *Ibid.*, p. 230

1898, et toujours grâce à ses conseillers militaires, il tournerait définitivement son attention vers le sujet plus passionnant de la politique étrangère et de l'impérialisme<sup>306</sup>.

Selon Craig, l'influence que les institutions militaires exercent sur la politique étrangère de l'Empire est plus dangereuse que n'importe laquelle de leurs activités entre 1871 et 1914<sup>307</sup>. La mécanisation progressive de l'appareil de guerre rend essentielle dans un temps de tension internationale la sollicitation de l'avis de l'armée et de la marine pour connaître les limites diplomatiques du pays. Dans un État démocratique, il est reconnu que cela constitue un grave danger et qu'à moins que les décisions finales en politique étrangère reviennent aux autorités civiles, l'armée tente d'imposer ses politiques. En 1866 et 1870-71, selon Craig, Bismarck sait maintenir l'autorité des hommes politiques civils. Mais déjà à cette époque, l'armée chercherait à s'approprier l'influence dans la sphère de la politique étrangère<sup>308</sup>. En 1887, Bismarck se rendrait effectivement compte que l'état-major général suit ses propres objectifs en politique extérieure: « ... the General Staff [...] was seeking, through its agents in Vienna, to encourage the Austrians to launch a preventive war against Russia on the understanding that Germany would support them<sup>309</sup>. » Bismarck serait conscient du danger mais ses successeurs sont moins efficaces pour contrôler l'armée:

« In consequence the Wilhelmine era was characterized by the progressive usurpation by the military agencies of the authority and functions of the professional diplomats. Operational plans for future wars were adopted, for instance, in a form which seriously limited the diplomatic freedom of the state, although this clearly violated Clausewitz's dictum that strategical ideas should never be considered without due consideration of their political implications. Simultaneously, as international tension mounted, the military advisers of the Crown argued that civilian statesmen had neither the technical knowledge nor the realistic approach which the *Zeitgeist* required and were able to convince the

---

<sup>306</sup> *Ibid.*, p. 250-251

<sup>307</sup> *Ibid.*, p. 255

<sup>308</sup> *Ibid.*, p. 16

<sup>309</sup> *Idem*, *The Germans*, 1982, p. 239.

emperor that he should pay less attention to the admonitions of the Foreign Office than to the advice of the General Staff<sup>310</sup>. »

Entre 1890 et 1897, les activités irresponsables de l'armée finissent par compromettre la diplomatie des chanceliers en place<sup>311</sup>. Caprivi est le premier à déléguer ses pouvoirs en matière de politique étrangère à un expert comme Holstein<sup>312</sup> qui est favorable à l'armée. Ce dernier est au sommet de son influence diplomatique entre 1890 et 1897, et son autorité serait pratiquement incontestée<sup>313</sup>.

Avant même le début du mandat d'Holstein aux côtés de Caprivi, l'état-major général se mêlerait déjà de politique étrangère avec les attachés militaires. Waldersee transforme ces attachés en un corps indépendant d'observation répondant uniquement au chef de l'état-major général et pouvant envoyer des rapports diplomatiques directement à l'empereur sans passer par les chefs de mission ou le chancelier. Waldersee voudrait à ce moment devenir le premier conseiller de l'empereur en politique étrangère<sup>314</sup>. En 1889, Guillaume II veut l'aider à compléter son projet, mais redouterait alors un conflit avec Bismarck. Caprivi s'avère être un opposant tout aussi inflexible que Bismarck au projet. Il oblige dès 1890 les attachés militaires à remettre leurs rapports à leur chef de mission et à laisser la politique aux diplomates professionnels. Le chancelier va encore plus loin en forçant le rappel des attachés récalcitrants. Entre 1890 et 1895, les attachés militaires de Paris, Vienne, Saint-Petersburg et Rome sont remplacés<sup>315</sup>. Bismarck et Caprivi n'arrivent pas facilement à bloquer le projet de Waldersee et ils y parviennent uniquement parce que les nouveaux chefs de l'état-major général ne désirent plus assumer la responsabilité ouverte de la direction des affaires étrangères. Ils se limiteraient plutôt à formuler

<sup>310</sup> Idem, *The Politics...*, 1956, p. 16.

<sup>311</sup> *Ibidem*.

<sup>312</sup> Friedrich Holstein (1837-1909), diplomate prussien qui exerce une grande influence sur le ministère des Affaires étrangères.

<sup>313</sup> Gordon A. Craig, *Germany...*, 1978, p. 231-232-233.

<sup>314</sup> Idem, *The Politics...*, 1956, p. 256.

<sup>315</sup> *Ibid.*, p. 271-272

les plans qui guideront les opérations lors d'une guerre éventuelle<sup>316</sup>. Le succès de Caprivi sera toutefois limité puisqu'il n'arrive pas à mettre fin au conflit entre les diplomates et les observateurs militaires. Les diplomates continueront à éprouver des difficultés à contrôler le penchant pour la spéculation politique des attachés militaires<sup>317</sup>. Face à l'empereur, ces derniers demeurent supérieurs aux diplomates qu'ils servent<sup>318</sup>, ce qui offusque grandement ceux-ci.

### **3.4 LES INSTITUTIONS MILITAIRES, LE POUVOIR POLITIQUE ET LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE ENTRE 1897 ET 1914**

Pour Craig, la politique des diplomates militaires est le principal facteur conduisant au désastre de 1918. La période entre 1890 et 1897 serait celle où les éléments sont mis en place par les institutions militaires pour manipuler la politique étrangère et les années 1897 à 1914 correspondraient à l'utilisation efficace de ces mêmes éléments<sup>319</sup>. Le fait que l'alignement diplomatique de l'Europe change rapidement en défaveur de l'Allemagne semble le confirmer. Les raisons de ce changement sont multiples: nouvel impérialisme en Afrique et en Extrême-Orient, tarifs protecteurs sur le grain russe, programme naval de l'amiral Tirpitz, projet de construction d'un chemin de fer jusqu'à Bagdad et encouragement provocateur des Boers en Afrique du Sud<sup>320</sup>. Le poids de l'influence militaire se ferait incontestablement sentir dans la grande majorité des mesures projetées et adoptées.

Dès la première crise marocaine, Schlieffen, le chef de l'état-major général, aurait cherché une guerre préventive contre le Royaume-Uni et la France. L'idée de l'inévitabilité d'une guerre européenne aurait germé dans la société allemande à cause de l'influence des

---

<sup>316</sup> *Ibid.*, p. 256

<sup>317</sup> *Ibid.*, p. 272

<sup>318</sup> *Ibid.*, p. 270

<sup>319</sup> *Idem, The Politics...*, 1956, p. 17.

<sup>320</sup> *Ibid.*, p. 281

dirigeants militaires au point où, en 1914, même les civils auraient accepté un plan du chef de l'état-major général qui efface toute liberté d'action des autorités<sup>321</sup>. Si Schlieffen n'a pas imposé sa politique au chancelier Bülow en 1905, c'est qu'il savait pouvoir se fier sur Holstein afin de profiter de la situation créée par les actions françaises au Maroc. La tentative est d'ailleurs presque couronnée de succès. Holstein serait derrière la visite de Guillaume II à Tanger, il aurait mené la campagne qui force Delcassé<sup>322</sup> à démissionner du poste de ministre des Affaires étrangères français et aurait insisté pour convoquer une conférence internationale afin de provoquer des conflits entre les pays. Holstein échouerait tout de même parce que Bülow refuse d'aller en guerre, préférant ainsi encaisser une défaite diplomatique. Les efforts de Holstein ne représenteraient qu'un bon bluff pour le chancelier qui tenterait simplement d'affaiblir l'entente franco-britannique<sup>323</sup>.

Bülow et Tirpitz sont identifiés comme les principaux responsables de l'irrationalité de la politique étrangère allemande entre 1897 et 1914. Toutefois, c'est le plan de construction navale de l'amiral Tirpitz qui contribue, selon Craig, plus que tout le reste à la détérioration des relations anglo-allemandes<sup>324</sup>. Le support nécessaire au plan Tirpitz serait fourni par la ligue pangermanique, l'union coloniale et, principalement, l'industriel Krupp derrière la *Deutscher Flottenverein*. La propagande de Tirpitz en faveur d'une grande flotte deviendrait l'élément central de la *Sammlungspolitik* de Miquel et de Bülow. Elle attirerait l'appui de tous ceux qui craignent la menace du socialisme et croient que la politique navale aidera à éliminer la gauche. En mars 1898, Tirpitz persuade le Reichstag de voter 400 millions de marks pour son projet et,

---

<sup>321</sup> *Ibid.*, p. 257

<sup>322</sup> Théophile Delcassé (1852-1923), homme politique français et ministre des Affaires étrangères de 1898 à 1905. Il est derrière l'entente de 1904 avec le Royaume-Uni qui reconnaît l'influence française sur le Maroc. Le Reich s'oppose à cette présence au Maroc et convoque une conférence internationale à Algésiras. Delcassé est persuadé que l'Allemagne bluffe, mais le président du conseil Rouvier, un financier enclin au pacifisme, laisse tomber Delcassé pensant pouvoir s'entendre avec l'Allemagne.

<sup>323</sup> Gordon A. Craig, *The Politics...*, 1956, p. 284-285.

<sup>324</sup> Idem, *Germany...*, 1978, p. 303.

deux ans plus tard, profite de l'excuse offerte par la guerre entre l'Espagne et les États-Unis pour convaincre l'assemblée de la nécessité de doubler le nombre de bateaux de guerre le plus tôt possible<sup>325</sup>.

Tirpitz nuirait également aux relations germano-russes en novembre 1897 avec la saisie du port de Kiaochow<sup>326</sup>. L'isolement de l'Allemagne sur le continent européen causée par le plan Tirpitz accentuerait l'intrusion de l'armée dans la politique étrangère<sup>327</sup>. Les attachés navals à Londres auraient pour seule tâche à cette époque de s'assurer que le plan Tirpitz ne soit pas compromis par les diplomates professionnels. Quand le Royaume-Uni propose une entente, les attachés navals crient à la duperie. Craig rapporte la proposition d'une trêve par Winston Churchill, alors premier lord de l'Amirauté, présentée à un attaché naval du nom de Müller. Après avoir sollicité l'avis de Tirpitz sur les mesures à suivre après cette proposition, il change son rapport afin de faire passer cette tentative de rapprochement pour un signe de faiblesse de la part du Royaume-Uni<sup>328</sup>.

Après l'arrivée de Bethmann-Hollweg à la chancellerie, Guillaume II continue à défendre ardemment ses attachés navals au Royaume-Uni sous le prétexte qu'ils relèvent uniquement de son autorité. Le diplomate allemand Wolff-Metternich<sup>329</sup> demande à plusieurs reprises le rappel de l'attaché naval Widenmann parce qu'il s'interpose dans des affaires politiques qui ne le concernent aucunement. L'empereur préfère alors rappeler le diplomate le qualifiant d'irréparable. Cet épisode démontre, selon Craig, l'étendue de la victoire du plan Tirpitz en matière de politique étrangère et, conséquemment, des institutions militaires sur les autorités

---

<sup>325</sup> *Ibid.*, p. 307-308

<sup>326</sup> *Ibid.*, p. 310

<sup>327</sup> *Ibid.*, p. 314

<sup>328</sup> *Idem*, *The Politics...*, 1956, p. 298.

<sup>329</sup> Paul Graff Wolff-Metternich zur Gracht (1853-1934), ambassadeur allemand à Londres de 1903 à 1912 et à Constantinople de 1915 à 1916



politiques civiles. Ce sont les attachés navals qui profiteraient finalement de la position de pouvoir tant espérée par Waldersee<sup>330</sup>.

L'état-major général allemand, qui a renoncé à encourager ses attachés militaires, ferait de plus en plus preuve d'une étroitesse d'esprit qui devient caractéristique. Son chef, le comte Schlieffen, serait le modèle parfait du soldat professionnel pur et dur<sup>331</sup>. Il est un technicien qui se dit anti-politique, mais dont les décisions impliquent un dévouement politique sans pareil<sup>332</sup>. Le plus inquiétant, selon Craig, c'est que l'état-major est alors libre de formuler la politique étrangère de l'Allemagne sans avoir à subir la moindre interférence de la part des institutions civiles<sup>333</sup>. Ni Bülow ni Hohenlohe ne s'opposent au plan Schlieffen. La nonchalance serait telle que lorsque Bethmann-Hollweg arrive au pouvoir, les plans de l'état-major général sont considérés comme intouchables<sup>334</sup>. Schlieffen est convaincu qu'une guerre sur deux fronts est inévitable, ce qui désavantage considérablement l'Allemagne<sup>335</sup>. Lui-même et son successeur Moltke en viennent donc à imposer le plan opérationnel le plus rigide de l'histoire des armées modernes, qui présentait des implications politiques dangereuses jamais véritablement comprises par les dirigeants politiques ou par les militaires eux-mêmes. Une fois ce plan accepté, la diplomatie perdit toute sa flexibilité parce que l'urgence d'engager les hostilités avant que les conditions deviennent défavorables impliquait qu'on laisse le champ libre aux experts militaires<sup>336</sup>. Le plan Schlieffen représente donc pour Craig le meilleur exemple de la rigidité de pensée de l'état-major général avant la guerre<sup>337</sup>. Les derniers vestiges d'autorité civile

---

<sup>330</sup> Gordon A. Craig, The Politics..., p. 296-297.

<sup>331</sup> Ibid., p. 277

<sup>332</sup> Ibid., p. 256

<sup>333</sup> Ibid., p. 267

<sup>334</sup> Idem, Germany..., 1978, p. 311.

<sup>335</sup> Idem, The Politics..., 1956, p. 278-279.

<sup>336</sup> Ibid., p. 257

<sup>337</sup> Ibid., p. 290

disparaissent ainsi dans les années de guerre et les diplomates professionnels sont forcés de composer avec des décisions politiques qu'ils considèrent erronées, sinon de démissionner<sup>338</sup>.

Les événements se bousculent dans les dernières années avant la guerre. L'impatience des militaires commencerait à faire effet sur l'empereur en 1913. Moltke change le traité de 1879 en une alliance défensive promettant que l'Allemagne viendrait en aide à l'Autriche en cas de guerre dans les Balkans, et cela sans même que Bethmann-Hollweg s'interpose. Ce dernier n'a pas la détermination de Bismarck pour tenir les militaires à l'intérieur de leur propre sphère décisionnelle. Il s'en remet aux conseils militaires aussitôt qu'il est question de sécurité. Par conséquent, les décisions de 1914 seront prises par les soldats<sup>339</sup>.

Dans les premiers jours après l'assassinat de François-Ferdinand<sup>340</sup> à Sarajevo, les militaires et les civils croient que l'Autriche devrait prendre des mesures musclées à l'endroit des Serbes. Bethmann-Hollweg accepte alors de venir en aide à l'Autriche, cédant à la propagande de sa propre armée qui croyait que ni la Russie ni la France ne pouvaient intervenir. Lorsqu'il apprend que la Russie est sur le point d'entrer dans les Balkans, il tente en vain de trouver une solution pacifique. Pour les militaires, le point de non-retour est atteint. Toute négociation reste futile. Moltke passe encore une fois par-dessus son chancelier et envoie un télégramme le 30 juillet à son homologue autrichien, le pressant de mobiliser ses troupes contre la Russie. C'est à cet instant précis que Conrad<sup>341</sup> pose la fameuse question: « Qui mène en Allemagne, Bethmann-Hollweg ou Moltke<sup>342</sup>? » Il apparaît évident à Craig que Moltke a pris très peu de temps pour peser le pour et le contre politique de la déclaration de guerre. Pendant ce temps, Guillaume II,

---

<sup>338</sup> *Ibid.*, p. 17

<sup>339</sup> *Ibid.*, p. 289-291

<sup>340</sup> François-Ferdinand (1863-1914), archiduc d'Autriche tué à Sarajevo le 28 juin 1914. Cet assassinat est souvent perçu comme la cause immédiate du déclenchement de la Première Guerre mondiale.

<sup>341</sup> Franz Graf Conrad von Hötzendorf (1852-1925), chef de l'état-major général austro-hongrois au moment du déclenchement de la Première Guerre mondiale.

<sup>342</sup> Gordon A. Craig, *The Politics...*, 1956, p. 293.

fidèle à sa réputation d'indécis, questionne la pertinence d'attaquer la France en premier. Moltke répond à l'empereur qu'il est impossible de changer le plan et qu'il faut immédiatement passer à l'action<sup>343</sup>.

À l'été 1914, il n'y aurait donc aucune coordination entre les institutions politiques et militaires. Les militaires seraient trop naïfs pour comprendre la nécessité d'une telle coordination. Ils passeraient outre les autorités civiles et conduiraient la guerre à leur façon. Ils auraient foi dans un plan Schlieffen qui ignore toute considération politique. L'invasion de la Belgique est le symbole de cet échec de coordination, selon Craig. Les diplomates allemands en poste dans ce pays demeurent d'ailleurs très mal informés des projets de leur propre armée<sup>344</sup>. Devant l'ensemble de ces faits, Craig en vient à la conclusion que l'institution militaire est devenue trop grosse en Allemagne et que, finalement, elle ne peut plus que disparaître en 1918<sup>345</sup>.

### **3.5 GORDON A. CRAIG, UN RAPPEL**

Gordon Alexander Craig est un historien émérite. Au cours de sa longue carrière, il a occupé plusieurs postes importants dans différentes associations ayant pour but de faire évoluer sa discipline. Craig est devenu, aux yeux de plusieurs de ses homologues, le défenseur de l'histoire diplomatique. Il perçoit l'histoire contemporaine de l'Allemagne comme une lutte entre les intellectuels et le pouvoir autoritaire représenté par l'armée.

Ainsi, Craig aborde le militarisme allemand comme un legs indésirable de la politique de Bismarck, qui aurait pavé la voie à l'autoritarisme militaire. Dans un jeune pays comme l'Allemagne, l'évolution politique dépendrait de l'organisation de l'armée, de ses relations avec

---

<sup>343</sup> *Ibid.*, p. 292-294

<sup>344</sup> *Ibid.*, p. 295

<sup>345</sup> *Ibid.*, p. 253-254

le pouvoir gouvernemental et de la volonté de ses dirigeants. Elle serait l'école de la nation et la gardienne de l'État monarchique contre tout changement politique. Elle serait donc le pilier de l'absolutisme dans l'Empire, tout en réussissant à demeurer hors de la Constitution. L'influence de l'armée sur les valeurs sociales est visible, selon Craig, dans le prestige qu'elle inspire chez les nouveaux officiers de la classe moyenne.

Il perçoit l'armée comme un « État dans l'État », à partir du moment où elle interfère dans la politique intérieure pour augmenter ses effectifs. Le *New Course* du chancelier Caprivi serait à l'origine de l'escalade de la tension entre les hommes politiques et les dirigeants de l'armée. L'empereur Guillaume II et sa mainmise sur la politique étrangère du pays seraient à blâmer pour le cours irresponsable de la diplomatie allemande. Le souverain accorderait une trop grande importance aux conseils militaires en la matière. Il n'accepterait que très difficilement de faire des concessions au parlement, allant jusqu'à forcer plusieurs démissions. Le Reichstag s'en prendrait à l'état-major général qui gagne en importance et en indépendance. À partir de 1897-1898, l'empereur et l'armée se consacraient résolument à la politique étrangère et à l'impérialisme.

Conséquemment, Craig considère l'influence qu'exerce l'armée sur la politique étrangère de l'Allemagne comme la plus dangereuse de ses activités au plan national. Elle compromettrait sévèrement la diplomatie des chanceliers en place. Craig cite la latitude octroyée aux attachés militaires pour appuyer sa thèse.

La période entre 1897 et 1914 correspondrait à la manipulation effective de la politique étrangère par l'armée comme le laisse présager la brusque transformation de l'alignement diplomatique de l'Europe vis-à-vis l'Allemagne. L'état-major général profiterait du sentiment répandu dans le milieu politique et la société qu'une guerre est inévitable afin de promouvoir les

plans Schlieffen et Tirpitz dans le cadre d'une politique étrangère agressive. Le plan Tirpitz nuirait tragiquement aux relations avec le Royaume-Uni et la Russie. Craig mentionne que ce dernier plan est appuyé par plusieurs organisations paramilitaires craignant la montée du socialisme.

Enfin, selon Craig, l'acharnement des attachés militaires et l'acceptation du plan Schlieffen par le pouvoir civil condamne la politique étrangère à se radicaliser jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale.

## CONCLUSION

Le sujet est bien connu et documenté: le développement fulgurant de l'économie allemande au XIX<sup>e</sup> siècle force les institutions politiques, sociales et militaires à se moderniser rapidement. Le succès n'est toutefois pas assuré lorsque l'armée, avec ses approches typiquement conformistes et réactionnaires, occupe une place aussi capitale dans l'unification d'un État appelé à rejoindre le cercle exclusif des grandes puissances mondiales. Le chemin suivi par l'Allemagne est-il particulier? Le pays est-il victime d'un succès précipité ou est-il plutôt responsable de la déchéance du continent européen à la suite de deux conflits mondiaux?

Hans-Ulrich Wehler, Martin Kitchen et Gordon Alexander Craig tentent de répondre à ces questions décisives dans l'élaboration de la nouvelle conscience collective allemande et de l'identité d'un futur membre fondateur de l'Union européenne. Voilà les historiens qui ont consacré une partie ou la totalité de leur œuvre à la « question allemande ». L'historiographie est-elle tributaire des situations économique, politique, sociale et militaire; tout comme l'évolution de l'Allemagne le serait au tournant du XX<sup>e</sup> siècle?

Hans-Ulrich Wehler est l'instigateur de l'analyse sociale dans le domaine historique en Allemagne et le principal représentant de l'école de Bielefeld. Martin Kitchen se rapproche de l'école critique anglo-saxonne en préconisant une analyse sociale à tendance marxisante. Gordon A. Craig, quant à lui, se fait le porte-parole de l'histoire diplomatique. Trois historiens diplômés respectivement d'Allemagne, du Royaume-Uni et des États-Unis élaborent des thèses sur les relations entretenues entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société en Allemagne entre 1890 et 1914. Sont-elles semblables? Peut-on relever des différences dans leur argumentation? Si oui, sont-elles tributaires de leurs allégeances historiographiques?

Les trois historiens offrent une définition semblable du concept de militarisme: c'est la trop grande influence des valeurs militaires sur la vie politique, économique, juridique et sociale d'un pays. La différence majeure réside dans l'interprétation de l'influence relative de ces mêmes valeurs sur chacun des secteurs mentionnés. Par exemple, Wehler et Kitchen insistent sur la primauté des valeurs militaires imposées aux dirigeants politiques et à la vie sociale. De son côté, Craig privilégie l'analyse de la politique extérieure. Tout paraît normal lorsqu'on considère que les premiers adhèrent à des écoles d'histoire sociale et que le dernier s'intéresse à l'histoire diplomatique.

Certes, il y a plusieurs conclusions identiques. Dans les trois analyses, l'intégration de la bourgeoisie à l'armée est considérée comme une réussite. La politique ambiguë de Bismarck ou de ses successeurs envers le rôle que l'armée est appelée à jouer dans le processus décisionnel en politique intérieure et extérieure est pointée du doigt. L'ingérence des institutions militaires dans les affaires publiques, tout comme leur isolement croissant, trouvaient leur origine dans la même période qui est définie par le *New Course*. Ils qualifient également tous le régime politique sous Guillaume II d'absolutiste ou de bonapartiste.

Toutefois, les premières divergences apparaissent quand est abordé le thème du degré de perméabilité de la société aux valeurs militaires. Wehler prône l'appréciation des valeurs militaires dans la société en général. Il consacre d'ailleurs une longue part de son argumentation aux exemples concrets de cette appréciation visible dans la vie civile. Grâce à cette assimilation sociale, Wehler considère accomplie l'intégration morale de la classe ouvrière. Selon lui, l'armée réussit à imposer ses valeurs. De plus, il affirme que les conflits entre l'armée et la population sont évités. Kitchen n'arrive pourtant pas aux mêmes conclusions que son homologue allemand. L'historien britannique parle plutôt de tensions permanentes entre les civils et les militaires, et

d'oppositions à l'intérieur des rangs de l'armée. Il propose conséquemment une analyse détaillée de l'affaire de Saverne. Kitchen parvient même à identifier la cause principale de cet état de tension: les sociaux-démocrates. Finalement, Craig aborde à son tour la question en mettant l'accent sur les avis catastrophiques qu'auraient donnés les dirigeants militaires aux représentants du pouvoir politique. La réconciliation entre les ouvriers et la société s'en trouverait gravement compromise.

Comment expliquer ces différences d'interprétation? Dans le cas présent, les deux historiens sociaux ne semblent plus s'entendre. La première raison de cette mésentente concerne les sources utilisées. Comme le mentionne Gordon A. Craig dans son résumé critique, Kitchen a accès à de nouvelles archives nationales jamais exploitées auparavant<sup>346</sup>. Cela explique la présence d'analyses détaillées des interventions de l'armée dans les manifestations et les grèves, en plus du compte rendu complet des moyens utilisés par les officiers pour tenter d'éduquer les soldats. Peut-on y déceler autre chose? Gordon A. Craig a publié sa première analyse des relations entre les institutions militaires et le pouvoir politique en 1956<sup>347</sup>, soit 12 ans avant la première publication de Kitchen<sup>348</sup>, et ils en viennent pourtant à des conclusions semblables. L'historien britannique cherche peut-être à accentuer le rôle des sociaux-démocrates dans l'optique d'une « lutte de classes », un concept essentiel de l'analyse marxiste. Le choix d'étudier les interventions de l'armée pour briser les grèves, comme l'affaire de Saverne, peut aussi faire valoir ce point de vue. Gordon A. Craig ne propose-t-il pas lui aussi une analyse de cette affaire célèbre?

---

<sup>346</sup> Idem, « The German Officer Corps... », (juin 1970), p. 290-291.

<sup>347</sup> Idem, The Politics..., 1956, 536 p.

<sup>348</sup> Martin Kitchen, The German Officer..., 1968, 242 p.



D'autres divergences se manifestent dans la division des périodes d'étude. Si les années 1890-1897 sont celles du *New Course* et celles de 1897 à 1914 marquées par les plans Tirpitz et Schlieffen, l'interprétation des visées exactes des politiques militaires pose problème. Wehler maintient que l'armée se tourne définitivement vers la planification militaire en 1897 mais que, malgré ce changement soudain d'orientation, les plans Tirpitz et Schlieffen servent d'abord des intérêts sociaux. Kitchen tend vers les mêmes conclusions en mettant l'accent sur la fonction d'école de la nation de l'armée qu'il fait durer jusqu'en 1907, comme le laisse entendre le recensement de ses interventions pour briser les grèves et la publication de l'ouvrage *Fighting in Insurgent Towns* du général Freiherr von Bissing. Pour l'historien anglais, les plans Schlieffen et Tirpitz ont pour principal objectif de contenir les menaces de révolution sociale, mais les institutions militaires ne se tourneraient exclusivement vers la planification militaire qu'en 1907. En revanche, Craig propose une lecture différente. Selon l'historien états-unien, la période 1890-1897 coïncide avec la mise en place par l'armée de moyens afin de manipuler la politique étrangère. Ainsi, entre 1897 et 1914, elle utiliserait ses attachés militaires pour dicter le cours de la diplomatie allemande. Dans cette interprétation, l'influence qu'exerce l'armée sur la politique étrangère est plus dangereuse que ses activités sur le plan intérieur. Le plan Tirpitz servirait avant tout à détériorer les relations anglo-allemandes dans le but de provoquer le déclenchement d'un conflit européen.

De nouveau, la disponibilité des sources peut être mise en cause pour cette distorsion entre les thèses des historiens sociaux. Toutefois, la théorie de Gordon A. Craig s'écarte résolument de l'interprétation sociale. Cette situation peut s'expliquer par les allégeances historiographiques respectives des chercheurs. Craig s'intéresse aux relations diplomatiques. Il est donc logique qu'il perçoive la Première Guerre mondiale comme la plus grande catastrophe

de l'histoire allemande jusqu'à cette date. Selon son argumentation, c'est l'influence des attachés militaires qui enlève toute liberté d'action aux politiciens et qui finit par suspendre les libertés civiles pendant la guerre. En définitive, pour Wehler et Kitchen, le principal problème du II<sup>e</sup> Reich demeure la trop lente évolution de la société; tandis que, pour Craig, il réside dans la mainmise de l'armée sur la politique extérieure de l'Allemagne.

Finalement, nous pouvons observer des nuances dans l'évaluation qu'ils font des succès de l'armée. Wehler affirme que les militaires, sous la tutelle de Guillaume II, voient les problèmes sociopolitiques résolus en leur faveur. Pour Kitchen, qui étudie en profondeur les interventions de l'armée pour briser les grèves, les décisions du Kaiser demeurent insatisfaisantes du point de vue de cette dernière, puisqu'elles ne donnent jamais toute la latitude espérée pour intervenir plus énergiquement. Craig se rapproche des conclusions de Wehler, mais pour des raisons différentes. Les décisions de l'empereur et des dirigeants politiques favorisent à son avis l'isolement des institutions militaires et les intérêts de l'armée en matière de politique étrangère.

La conception de Martin Kitchen se distingue principalement de celle de Hans-Ulrich Wehler par ses choix d'analyse. Le premier étudie l'effet de la religion sur l'éducation des nouveaux soldats. Il s'attarde davantage que son collègue allemand sur les aspects économiques du développement de l'Allemagne contemporaine comme le prouve son ouvrage *The Political Economy of Germany, 1815-1914*<sup>349</sup> de 1978. Il utilise aussi la définition précise de Karl Marx pour décrire le caractère bonapartiste du régime de Guillaume II. Ces choix ne laissent-ils pas présager une allégeance marxisante? Ce qui est le plus remarquable dans la conception de

---

<sup>349</sup> Idem, The Political Economy..., 1978, 304 p.

Kitchen, c'est peut-être le fait qu'il compare l'armée à un modèle « idéal » par l'absence de « classes » dans ses rangs.

Martin Kitchen se distancie également de la perception de Gordon A. Craig de plusieurs façons. Comme le souligne Richard Scully dans son résumé critique de *A History of Modern Germany 1800-2000*<sup>350</sup> (2006), l'historien britannique refuse d'accorder trop d'importance à la personnalité de l'empereur dans son analyse des relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société allemande entre 1890 et 1914<sup>351</sup>. De son côté, Craig accorde une grande importance à la psychologie de Guillaume II pour expliquer en partie le succès des institutions militaires à obtenir gain de cause dans les litiges qui les opposent aux diplomates civils ou au chancelier. L'historien états-unien mentionne plusieurs exemples de la préférence de l'empereur pour les hommes « en uniforme » et leurs conseils politiques.

En définitive, nous observons des divergences dans les thèses de trois historiens provenant de pays, de cultures et de valeurs différents. Ces divergences semblent significatives lorsqu'on compare les courants historiographiques respectifs desquels émergent les thèses de Hans-Ulrich Wehler, Martin Kitchen et Gordon Alexander Craig. Si nous acceptons cette conclusion, nous sommes en droit de questionner l'impartialité des historiens dans le choix de leurs sujets d'études et sur les méthodes d'analyse qu'ils préconisent. Il y a certes plusieurs décennies que la discipline a laissé de côté ses aspirations à rejoindre le statut des sciences exactes. Nous devons quand même tendre vers une méthode plus empirique pour appuyer nos interprétations. C'est bien ce qu'on demande aux historiens d'aujourd'hui: interpréter les causes et effets des événements du passé. Donc, posons-nous la question: y a-t-il une interprétation plus juste qu'une autre des relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société

---

<sup>350</sup> Idem, *A History of Modern...*, 2006, 448 p.

<sup>351</sup> Richard Scully, « Martin Kitchen... », 2006-11-08.

allemande entre 1890 et 1914? Si nous soutenons que l'étendue de la cueillette des sources et la rigueur de la méthode d'analyse déterminent la qualité du travail, chacune des thèses de nos trois historiens ont leurs forces et faiblesses. Chaque analyse appuyée sur une base méthodologique solide apporte un nouvel élément de réponse et une nouvelle interprétation qui sera soutenue jusqu'à ce qu'elle soit démentie, remplacée ou complétée par une autre qui tienne compte des plus récentes découvertes. Mais n'est-ce pas le même sort qui est réservé aux théories des sciences pures?

À l'aube XXI<sup>e</sup> siècle, en ce qui concerne l'importance d'une étude sur les relations entre les institutions militaires, le pouvoir politique et la société en Allemagne entre 1890 et 1914, nous devons faire preuve de modestie et de prudence. Édouard Husson conclut: « Le militarisme prussien ne pouvait conserver son emprise anachronique sur la société allemande qu'à condition de lancer cette dernière dans des conflits qui la détournaient de se battre pour ses libertés<sup>352</sup> ». Évidemment, dans un contexte de mondialisation, plusieurs États verront probablement un développement économique rapide entraîner un certain décalage entre leurs institutions économiques, militaires, politiques et sociales. Toutefois, nous savons que l'histoire ne se répète jamais, car les réalités socioéconomiques sont, comme les thèses des historiens, sujettes à l'évolution des valeurs et de la culture. Dans le cas de l'Allemagne, le problème aura été davantage le militarisme que le « caractère allemand ».

---

<sup>352</sup> John Maynard Keynes, Les conséquences économiques de la paix, et Jacques Bainville, Les conséquences politiques de la paix, Paris, Gallimard (coll. Tel), 2002, p. LIX.

## BIBLIOGRAPHIE

### **Histoire de l'Allemagne**

- BERGHAHN, Volker Rolf, Imperial Germany, 1871-1914: Economy, Society, Culture, and Politics, Providence, Berghahn Books, 1994, 362 p.
- CRAIG, Gordon A., Germany, 1866-1946, New York, Oxford University Press, 1978, 825 p.
- CRAIG, Gordon A., The Germans, New York, Putnam, 1982, 350 p.
- DAHRENDORF, Ralf, Gesellschaft und Demokratie in Deutschland, München, R. Piper & co., 1965, 516 p.
- DWYER, Philip G., Modern Prussian History, 1830-1947, New York, Harlow, 2001, 315 p.
- FISCHER, Fritz, Bündnis der Eliten. Zur Kontinuität der Machtstrukturen in Deutschland 1871-1945, Düsseldorf, Droste, 1979, 112 p.
- HERVIER, Paul-Louis, Silhouettes Allemandes..., Paris, La nouvelle revue, 1916, 260 p.
- KITCHEN, Martin, A History of Modern Germany 1800-2000, Malden, Blackwell Publishing, 2006, 448 p.
- KITCHEN, Martin, A Military History of Germany: From the Eighteenth Century to the Present Day, Bloomington, Indiana University Press, 1975, 384 p.
- KITCHEN, Martin, The Political Economy of Germany, 1815-1914, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1978, 304 p.
- MILZA, Pierre et Serge BERSTEIN, L'Allemagne de 1870 à nos jours, Paris, Armand Colin, 1999, 304 p.
- RENOUVIN, Pierre, Le XIX<sup>e</sup> siècle: II. De 1871 à 1914: L'apogée de l'Europe, Paris, Hachette, 1955, 401 p.
- RENOUVIN, Pierre et Edmond-Henry PRÉCLIN, L'Époque contemporaine (1871-1919), Paris, Presses universitaires de France, 1957, 154 p.
- WEHLER, Hans-Ulrich, The German Empire 1871-1918, New York, Berg, 1991, 293 p.

### **Politique extérieure**

- CRAIG, Gordon A., « Military Diplomats in the Prussian and German Service: The Attachés, 1816-1914 », Political Science Quarterly, 64, 1950.
- GIRAULT, René, Diplomatie européenne et impérialismes 1871-1914, Paris, Masson, 1979, 279 p.
- GIRAULT, René, Diplomatie européenne. Nations et impérialismes 1871-1914, Paris, Masson/Armand Colin, 1996, 288 p.
- GOUGEON, Jacques-Pierre, L'Allemagne dans les relations internationales de 1890 à nos jours, Paris, Armand Colin, 1998, 96 p.
- KEYNES, John Maynard, Les conséquences économiques de la paix, et Jacques BAINVILLE, Les conséquences politiques de la paix, Paris, Gallimard (coll. Tel), 2002, 501 pp.
- KOENIG, Pierre, « L'Allemagne et la crise de Juillet 1914 à la lumière de l'historiographie récente », Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande, T.38, 4-2006, p. 571-594.
- KORINMAN, Michel, Quand l'Allemagne pensait le monde: Grandeur et décadence d'une géopolitique, Paris, Fayard, 1990, 412 p.
- KORINMAN, Michel, Deutschland über alles: Le pangermanisme 1890-1945, Paris, Fayard, 1999, 701 p.
- MILZA, Pierre, Les relations internationales de 1871 à 1914, Paris, Armand Colin, 1990, 167 p.
- SOUTOU, George-Henri, « Les Occidentaux et l'Allemagne durant l'entre-deux-guerres », Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande, T. 38, 2006, p. 165-184.

ZORGBIBE, Charles, Histoire des relations internationales 1871-1918, Paris, Hachette, 1994, 336 p.

### **Première Guerre mondiale: causes et visées**

BERGHAHN, Volker Rolf, Germany and the Approach of War in 1914, London, Macmillan, 1973, 260 p.

FISCHER, Fritz, Griff nach der Weltmacht. Die Kriegspolitik des kaiserlichen Deutschland 1914-1918, Düsseldorf, Droste Verlag, 1961, 896 p.

FISCHER, Fritz, War of Illusions: German Policies from 1911 to 1914, New York, W. W. Norton and Company, 1975, 578 p.

RENOUVIN, Pierre, La paix armée et la Grande Guerre (1871-1919), Paris, Presses universitaires de France, 1960, 679 p.

RENOUVIN, Pierre, La crise européenne et la Première Guerre mondiale 1904-1918, Paris, PUF, 1969, 779 p.

SCHMITT, Bernadotte, The Coming of War, 1914, New York, C. Scribner's sons, 1930, 231 p.

SCHMITT, Bernadotte, The Origins of the First World War, London, Routledge and Kegan Paul, 1958, 26 p.

### **Institutions militaires**

ADDINGTON, Larry H., The Blitzkrieg Era and the German General Staff, 1865-1941, New Brunswick, Rutgers University Press, 1971, 285 p.

BRONSART VON SCHELLENDORFF, Paul, The Duties of the General Staff, London, H. M. Stationery Office, 1893, 534 p.

BUCHOLZ, Arden, Moltke, Schlieffen and Prussian War Planning, New York, Berg, 1991, 352 p.

CRAIG, Gordon A., The Politics of the Prussian Army 1640-1945, Oxford, Oxford University Press, 1956, 536 p.

DEMETER, Karl, The German Officer Corps on Society and State, 1650-1945, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1965, 414 p.

DUPUY, Trevor Nevitt, A Genius for War: The German Army and General Staff, 1807-1945, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1977, 362 p.

GOERLITZ, Walter, The German General Staff; its History and Structure 1657-1945, London, Hollis and Carter, 1953, 508 p.

GOERLITZ, Walter, History of the German General Staff 1657-1945, London, Westview Press, 1985, 508 p.

HUGHES, D. J., « Occupational Origins of Prussia's Generals 1871-1914 », Central European History, 13, 1980, p. 3-33.

KITCHEN, Martin, The German Officer Corps 1890-1914, Oxford, Clarendon Publishing, 1968, 242 p.

KITCHEN, Martin, The Silent Dictatorship: The Politics of the German High Command Under Hindenburg and Ludendorff, London, Croom Helm, 1976, 301 p.

LUDENDORFF, Erich, The General Staff and its Problems; The History of the Relations Between the High Command and the German Imperial Government as Revealed by Official Documents, New York, E. P. Dutton and Company, 1920.

MILLOTAT, Christian O. E., Understanding the Prussian-German General Staff System, Carlisle, The Institute, 1992.

- MOLTKE, Helmuth von, Moltke: His Life and Character, Sketched in Journals, Letters, Memoirs, a Novel, and Autobiographical Notes, New York, Harper and Brothers, 1892, 332 p.
- ROSINSKI, Herbert, The German Army, New York, Praeger, 1966, 322 p.
- SAMUELS, Martin, Command or Control?: Command, Training, and Tactics in the British and the German Armies, 1888-1918, Portland, Frank Class, 1995, 339 p.
- WILKINSON, Spenser, The Brain of an Army: A Popular Account of the German General Staff, London, Constable, 1913, 204 p.
- \_\_\_\_\_, The War Book of the German General Staff: Being "The Usages of War on Land", Issued by the Great General Staff of the German Army, New York, McBride, Nast, and co., 1915, 199 p.
- \_\_\_\_\_, Summary of the Recent Information Regarding the German Army and its Methods. General Staff (Intelligence) General Headquarters. January, 1917, London, Harrison and Sons, 1917, 93 p.
- \_\_\_\_\_, The German General Staff Corps: A Study of the Organization of the German General Staff, Washington D. C., Military Intelligence Division, War Department, 1946, 276 p.

### **Militarisme**

- ADAMS, Ralph James Q., The Great War, 1914-18: Essays on the Military, Political and Social History of World War I, London, MacMillan, 1990, 195 p.
- BERGHAWN, Volker Rolf, Militarism, History of an International Debate, 1861-1979, Leamington Spa, Berg Publishers, 1981, 132 p.
- FRIED, Hans-Ernest, « German Militarism: Substitute for Revolution », *Political Science Quarterly*, 58, p. 481-513.
- LÉTOURNEAU, Paul, « Introduction: Armée et démocratie en Allemagne au XX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, T.30, 1998, p. 113-115.
- MAEHL, William, German Militarism and Socialism, Lincoln, Wesleyan Press, 1968, 249 p.
- MONCTURE, John, Forging the King's Sword: Military Education between Tradition and Modernization. The Case of the Royal Prussian Cadet Corps: 1871-1918, New York, P. Lang, 1993, 323 p.
- RENOUVIN, Pierre, Le sentiment national et le nationalisme dans l'Europe occidentale, Paris, Centre de documentation universitaire, 1963, 165 p.
- RITTER, Gerhard, The Sword and the Scepter: The Problem of Militarism in Germany. Vol. 2: The European Powers and the Wilhelminian Empire, 1890-1914, Londres, Allen Lane, 1973, 496 p.
- VAGTS, Alfred, A History of Militarism: Civilian and Military, New York, Free Press, 1967, 542 p.
- VAGTS, Alfred, A History of Militarism: Romance and Realities of a Profession, New York, Free Press, 1967.
- VERHEY, Jeffrey, The Spirit of 1914: Militarism, Myth, and Mobilization in Germany, New York, Cambridge University Press, 2000, 268 p.
- WILLEMS, Emilio, A Way of Life and Death: Three Centuries of Prussian-German Militarism: an Anthropological Approach, Nashville, Vanderbilt University Press, 1986. 226 p.

### **Politique navale et impérialisme social**

- BLACKBOURN, David, « The Politics of Demagogy in Imperial Germany », Past and Present, 113 (Novembre 1986), p. 152-184.

- BRÉZET, François Emmanuel, Le plan Tirpitz: 1897-1914: une flotte de combat allemande contre l'Angleterre, Paris, Librairie de l'Inde, 1998, 579 p.
- ELEY, G., « Sammlungspolitik, Social Imperialism and the Navy Law of 1898 », Militär-geschichte. Mitteilungen, 1974/I, p. 29-63.
- GEMZELL, Carl-Alex, Organization, Conflict, and Innovation. A Study of German Naval Strategic Planning, 1888-1940, Stockholm, Esselte studium, 1973, 448 p.
- HERWIG, Holger H., The German Naval Officer Corps; A Social and Political History, 1890-1918, Oxford, Clarendon Press, 1973, 298 p.
- HERWIG, Holger H., «Luxury» Fleet. The Imperial German Navy 1888-1918, London, Ashfield Press, 1980, 316 p.
- RAPHAËL, Gaston, Tirpitz, Paris, Payot et cie, 1922, 198 p.
- STEINBERG, Jonathan, Yesterday's Deterrent: Tirpitz and the Birth of the German Battle Fleet, London, MacDonal and co., 1968, 240 p.
- TIRPITZ, Alfred von, Mémoires du Grand-amiral von Tirpitz, Paris, Payot, 1922, 609 p.
- WEHLER, Hans-Ulrich, « Bismarck's Imperialism 1862-1890 », Past and Present, vol. 14, no. 48, 1970, p. 119-155.
- WEIR, Gary E., Building the Kaiser's Navy: The Imperial Naval Office and German Industry in the Tirpitz Era, 1890-1919, Annapolis, Naval Institute Press, 1991, 289 p.

### **Stratégie militaire**

- ARON, Raymond, Penser la guerre, Clausewitz; II, l'âge planétaire, Paris, Gallimard, 1976, 365 p.
- HOLBORN, Hajo, « The Prusso-German School: Moltke and the Rise of the General Staff », Makers of Modern Strategy from Machiavelli to the Nuclear Age, Princeton, Princeton University Press, 1986, p. 281-295.
- HOLBORN, Hajo, « Moltke and Schlieffen: The Prussian-German School », Makers of Modern Strategy: Military Thought from Machiavelli to Hitler, New York, Atheneum, 1970, p. 172-205.
- HOWARD, Michael, « Men Against Fire: The Doctrine of the Offensive in 1914 », Makers of Modern Strategy from Machiavelli to the Nuclear Age, Princeton, Princeton University Press, 1986, p. 510-526.
- HOWARD, Michael, « Men Against Fire: Expectations of War in 1914 », Military Strategy and the Origins of the First World War, Princeton, Princeton University Press, 1991, p. 3-19.
- ROTHENBERG, Gunther E., « Moltke, Schlieffen, and the Doctrine of Strategic Envelopment », Makers of Modern Strategy from Machiavelli to the Nuclear Age, Princeton, Princeton University Press, 1986, p. 296-325.
- SNYDER, Jack, « Civil-Military Relations and the cult of Offensive, 1914 and 1984 », Military Strategy and the Origins of the First World War, Princeton, Princeton University Press, 1991, p. 20-58.
- VAN EVERA, Stephen, « The Cult of the Offensive and the Origins of the First World War », Military Strategy and the Origins of the First World War, Princeton, Princeton University Press, 1991, p. 59-108.

### **Historiographie**

- CRAIG, Gordon A., « The Historian and the Study of International Relations », < [http://www.historians.org/info/AHA\\_History/gacraig.htm](http://www.historians.org/info/AHA_History/gacraig.htm) >, 2000-06-27.
- DROZ, Jacques, Les causes de la Première Guerre mondiale: Essai d'historiographie, Paris, Éditions du Seuil, 1973, 187 p.



- HUSSON, Édouard, Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949, Paris, Presses universitaires de France, 2000, 306 p.
- IGGERS, Georg G., « Decline of Traditional German Historiography », History and Theory, vol. 6, no. 3, 1967, p. 382-412.
- IGGERS, Georg G., The German Conception of History: The National Tradition of Historical Thought from Herder to the Present, Middleton, Wesleyan University Press, 1983, 388 p.
- IGGERS, Georg G., New Directions in European Historiography, Revised Edition, Middleton, Wesleyan University Press, 1984, 268 p.
- GAUZY, Florence, L'exception allemande: XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle, Paris, Armand Colin, 1998, 95 p.
- KAYE, Harvey J., The British Marxist Historians: an Introductory Analysis, New York, Polity Press, 1984, 316 p.
- KAYE, Harvey J., The Education of Desire. Marxists and the Writing of History, London, Routledge, 1992, 211 p.
- KOCHA, Jürgen, « Germany before Hitler: The Debate about the German *Sonderweg* », Journal of Contemporary History, vol. 23, no. 1, 1988, p. 3-16.
- MEUNIER, Alexandre, Hans-Ulrich Wehler: Pratique historique et société en Allemagne (1969-1999), Mémoire de M.A. (histoire), Université de Montréal, 2000, 104 p.
- PALMER, Bryan D., « Reasoning Rebellion: E.P. Thompson, British Marxist Historians, and the Making of Dissident Political Mobilization », Labour/Le travail, 50, automne 2002, p. 187-216.
- STERN, Fritz, The Failure of Illiberalism: Essays on the Political Culture of Modern Germany, New York, Columbia University Press, 1992, 244 p.
- SOUTOU, Georges-Henri, « La "querelle des historiens allemands": polémique, histoire et identité nationale », Relations internationales, no. 65, print. 1991, p. 61-81.
- \_\_\_\_\_, « Histoire et historiens en France depuis 1945 », < <http://www.adpf.asso.fr/adpf-publi/folio/histoire/doutes02.html> >, Publications – la petite bibliothèque, 2004-01-12.

### **Résumés critiques**

- CRAIG, Gordon A., « A Military History of Germany: From the Eighteenth Century to the Present Day by Martin Kitchen », The American Historical Review, vol. 81, no. 3 (juin 1976), p. 613.
- CRAIG, Gordon A., « The German Officer Corps, 1890-1914 by Martin Kitchen », The Journal of Modern History, vol. 42, no. 2 (juin 1970), p. 290-292.
- CRAIG, Gordon A., « The German Officer Corps, 1890-1914 by Martin Kitchen », Political Science Quarterly, vol. 85, no. 4 (décembre 1970), p. 681-684.
- FELDMAN, Gerald D., « The Political Economy of Germany, 1815-1914 by Martin Kitchen », The American Historical Review, vol. 84, no. 4 (octobre 1979), p. 1077-1078.
- FREMDLING, Rainer, « The Political Economy of Germany, 1815-1914 by Martin Kitchen », Journal of Economic Literature, vol. 18, no. 1 (mars 1980), p. 130-131.
- GADE, Warren E., « The Silent Dictatorship: The Politics of the German High Command under Hindenburg and Ludendorff, 1916-1918 by Martin Kitchen », German Studies Review, vol. 1, no. 1 (février 1978), p. 98-99.
- GENTRY, Robert J., « Germany, 1866-1945 by Gordon A. Craig », The History Teacher, vol. 12, no. 3 (mai 1979), p. 416-417.

- HAWGOOD, John A., « The Politics of the Prussian Army, 1640-1945 by Gordon A. Craig », Political Science Quarterly, vol. 71, no. 3 (septembre 1956), p. 443-445.
- HINSLEY, F. H., « The Politics of the Prussian Army, 1640-1945 by Gordon A. Craig », Cambridge Historical Journal, vol. 12, no. 1 (1956), p. 102-104.
- HOLLYDAY, Frederic B. M., « A Military History of Germany: From the Eighteenth Century to the Present Day by Martin Kitchen », Military Affairs, vol. 40, no. 1 (février 1976), p. 45.
- HORN, Daniel, « The Silent Dictatorship: The Politics of the German High Command under Hindenburg and Ludendorff, 1916-1918 by Martin Kitchen », The American Historical Review, vol. 83, no. 1 (février 1978), p. 194.
- KOCKA, Jürgen, « The Germans by Gordon A. Craig », The American Historical Review, vol. 88, no. 5 (décembre 1983), p. 1281-1282.
- LEE, Robert, « The Political Economy of Germany, 1815-1914 by Martin Kitchen », The Economic History Review, new series, vol. 32, no. 2, (mai 1979), p. 297-298.
- PFLANZE, Otto, « Bismarck und der Imperialismus by Hans-Ulrich Wehler », The American Historical Review, vol. 75, no. 4 (avril 1970), p. 1146-1147.
- PULZER, Peter, « Germany, 1866-1945 by Gordon A. Craig », The English Historical Review, vol. 95, no. 377 (octobre 1980), p. 862-870.
- RICH, Norman, « Bismarck und der Imperialismus by Hans-Ulrich Wehler », The Journal of Modern History, vol. 42, no. 3 (septembre 1970), p. 421-423.
- SAVILLE, Allison, « The German Officer Corps, 1890-1914 by Martin Kitchen », The American Historical Review, vol. 74, no. 5 (juin 1969), p. 1653-1654.
- SCHOONOVER, Penny, « The Germans by Gordon A. Craig », The German Quarterly, vol. 56, no. 2 (mars 1983), p. 358-360.
- SCULLY, Richard, « Martin Kitchen, A History of Modern Germany 1800-2000 », Eras, < <http://www.arts.monash.edu.au/eras> >, 2006-11-08.
- SHOWALTER, Dennis E., « Germany, 1866-1945 by Gordon A. Craig », German Studies Review, vol. 3, no. 2 (mai 1980), p. 334-335.
- SPENCER, R. A., « The Politics of the Prussian Army, 1640-1945 by Gordon A. Craig », The Journal of Modern History, vol. 29, no. 1 (mars 1957), p. 55-56.
- TAYLOR, A. J. P., « The Politics of the Prussian Army, 1640-1945 by Gordon A. Craig », The English Historical Review, vol. 71, no. 279 (avril 1956), p. 289-291.

### **Biographies**

- SHEEHAN, James J., « Gordon Craig; US historian wrestling with Germany's past », The Guardian, < <http://www.guardian.co.uk/obituaries/story/0,3604,1653617,00.html> >, 2005-11-30.
- TREI, Lisa, « Gordon A. Craig, renowned historian of Germany, dead at 91 », Stanford Report, < <http://news-service.stanford.edu/news/2005/november9/craigobit-110905.html> >, 2005-11-04.
- \_\_\_\_\_, « Gordon A. Craig », < [http://en.wikipedia.org/wiki/Gordon\\_A.\\_Craig](http://en.wikipedia.org/wiki/Gordon_A._Craig) >, 2006-11-17.